



econocom
■ MASTERING IT RESOURCES

2003

Rapport annuel



Jean-Louis Bouchard



Charles de Water



Christian Bret



Gaspard Dürleman



Rafi Kouyoumdjian



Luc Pintens



Jean-Philippe Roesch



Vincent Wajs



Patrik Vandewalle

Conseil d'Administration

Jean-Louis Bouchard,
Président et Administrateur délégué

Charles de Water,
*Administrateur délégué,
en charge de l'activité Financial Services*

Christian Bret

Gaspard Dürleman

Rafi Kouyoumdjian

Luc Pintens

Jean-Philippe Roesch

Vincent Wajs

Group Management Committee

Jean-Louis Bouchard,
Président et Administrateur délégué

Charles De Water,
CEO de l'activité Financial Services

Luc Pintens,
Country Manager Belgique

Jean-Philippe Roesch,
Directeur Général Adjoint

Patrik Vandewalle,
CEO de l'activité Managed Services

Commissaire

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'entreprises SCCRL,
représentée par Emmanuèle Attout.

1	Econocom Group : Profil
2	Entretien avec Jean-Louis Bouchard, Président d'Econocom Group
4	Chiffres clés
8	Econocom Group en mouvement : faits marquants 2003
10	Stratégie : un contrôle de gestion pour l'informatique
14	Une société de services spécialisée dans la maîtrise des ressources IT
16	Financial Management : Econocom Financial Services
20	Operational Management : Econocom Managed Services
24	Product Cycle Management : Econocom Products and Solutions
28	Les valeurs d'Econocom
30	L'action Econocom Group



Econocom est une société de services informatiques
qui apporte depuis 25 ans des réponses
aux attentes de ses clients dans le domaine
de la gestion opérationnelle, administrative
et financière de leurs ressources informatiques.

Fondée sur l'expérience et l'expertise de ses **1 800 collaborateurs**, dont 1 100 ingénieurs et techniciens, la capacité d'innovation d'Econocom contribue à l'élaboration
de services d'externalisation sur mesure pour ses 10 000 clients.

En externalisant auprès d'Econocom la gestion de leurs infrastructures informatiques distribuées, non seulement les entreprises réduisent leurs coûts mais, surtout, elles en maîtrisent l'usage et l'évolution, ce qui leur permet de se consacrer pleinement à leurs enjeux stratégiques.

C'est dans cette optique qu'Econocom lance en 2004 Master IT, un service qui permet aux entreprises d'"informatiser leur informatique", et de passer du stade de l'IT asset management à celui de la maîtrise de leurs infrastructures informatiques distribuées.

Présente dans dix pays*, Econocom conduit une politique de croissance par l'innovation. Dans le cadre de son **plan stratégique Share Five** (2003-2007), l'entreprise s'est fixé un axe prioritaire : reprendre le leadership par l'innovation.

L'action Econocom Group fait partie de l'indice Next Economy d'Euronext.
Elle est cotée au Premier Marché d'Euronext Bruxelles et au Second Marché d'Euronext Paris.

* Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.

ENTRETIEN AVEC JEAN-LOUIS BOUCHARD PRÉSIDENT D'ECONOCOM GROUP

Pourquoi avoir adopté une nouvelle base-line : "Mastering IT Resources" ?

Dans toute compétition, la maîtrise des ressources est la clé du succès.

Pour gagner la coupe de l'America, il ne suffit pas d'avoir le meilleur bateau, il faut aussi maîtriser toutes les ressources que sont la mer, le vent, les voiles, l'équipage, le barreur, le tacticien, la météo, les préparateurs, etc.

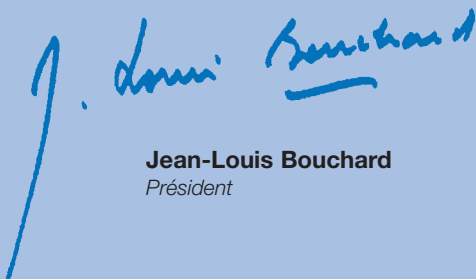
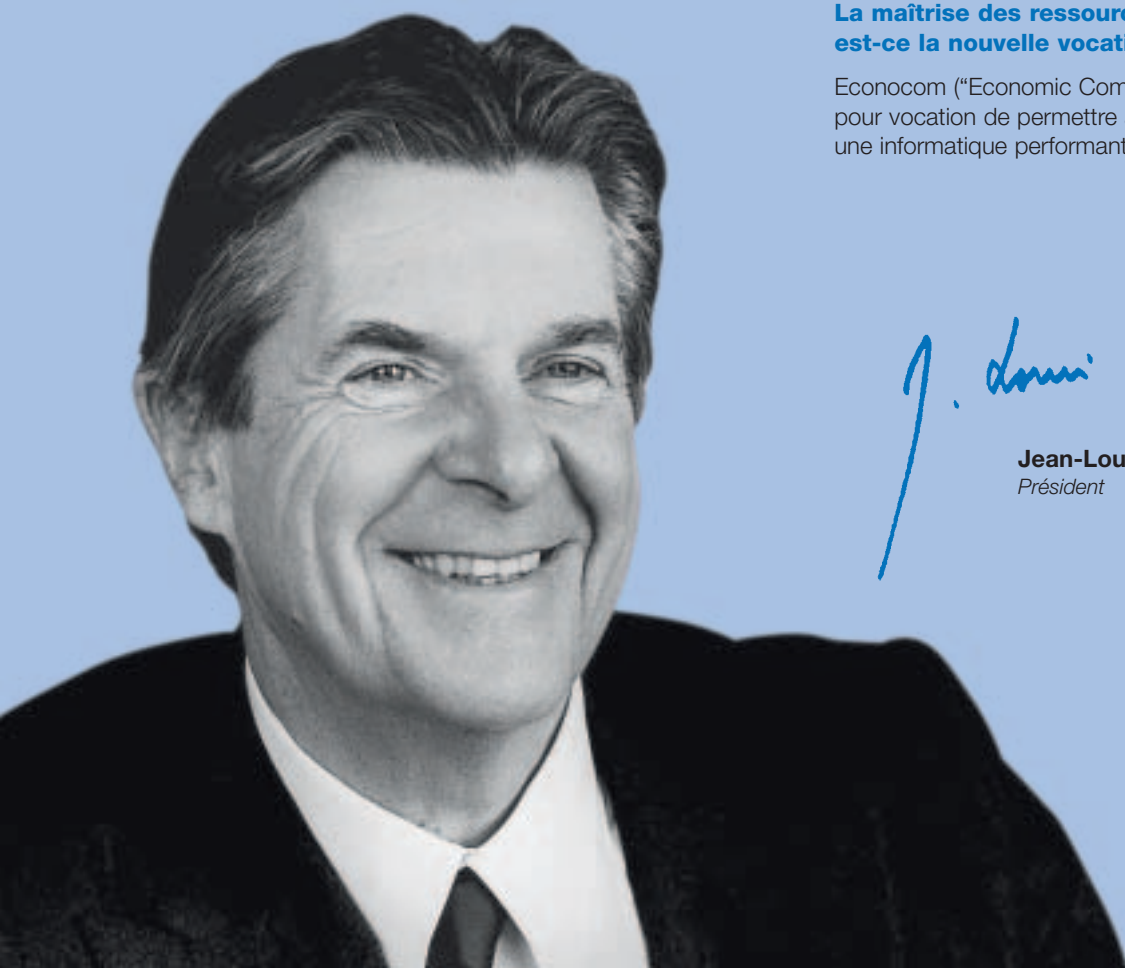
Curieusement, les technologies de l'information, qui contribuent à cette maîtrise des ressources dans tous les secteurs, n'ont pas ou peu appliqué à elles-mêmes cette nécessité de maîtriser les ressources (les cordonniers sont toujours les plus mal chaussés).

L'explosion technologique et les formidables gains de productivité engendrés ont fait passer au second plan la nécessité, pour les entreprises, de maîtriser leurs infrastructures IT distribuées : micros, réseaux, serveurs, etc.

Aujourd'hui, il est possible de réduire de 30 % les coûts informatiques en maîtrisant ces ressources. Quelques grandes entreprises telles que Dalkia, Michelin et Schneider l'ont déjà prouvé.

La maîtrise des ressources informatiques, est-ce la nouvelle vocation d'Econocom ?

Econocom ("Economic Computers") a toujours eu pour vocation de permettre aux entreprises d'avoir une informatique performante moins chère.



Jean-Louis Bouchard
Président

En 1972, lors de la création d'Econocom aux États-Unis, cela consistait à se procurer des ordinateurs au moindre coût. Aujourd'hui, l'enjeu, c'est de donner aux entreprises les moyens d'assurer la maîtrise de l'ensemble des infrastructures IT distribuées.

Cette maîtrise commence par l'inventaire de l'existant : ressources humaines, matériels, logiciels, process, puis se poursuit par le choix des fournisseurs et des équipements, englobe la gestion opérationnelle, en direct ou via l'infogérance, sans oublier la souplesse que procure l'éventuel recours à une solution évolutive de financement.

L'ensemble de l'offre de services d'Econocom est centré sur la maîtrise des ressources IT et cette approche sera la clé de nos futurs développements.

Que peut-on dire sur le marché des services informatiques en 2003 ?

Dans un contexte de concentration des différents acteurs du marché, les entreprises de notre secteur ont été particulièrement affectées par les exigences de baisse des prix de la part des clients.

Et pour Econocom ?

Econocom n'a pas été épargnée et nous en avons tiré les leçons. Notre chiffre d'affaires dépasse un milliard d'euros, en hausse de 7 %. Sans l'apport de nos acquisitions, il serait en retrait de 9 %.

Cette baisse s'explique principalement par le report des investissements des entreprises en produits informatiques, phénomène aggravé par la concurrence accrue des constructeurs et l'effet dollar, ce qui a affecté notre activité Products and Solutions.

Envisagez-vous de renoncer à votre activité Products and Solutions ?

Certainement pas, car il est très important, pour maîtriser les ressources IT, d'être présent dès le choix des fournisseurs et des produits. Comment maîtriser des frais de déplacements si on laisse acheter des Ferrari plutôt que des 206 Diesel !

Quelles ont été les performances de vos activités Managed Services et Financial Services ?

L'activité Managed Services a connu une croissance de 26 %. Le recours à l'infogérance permet aux entreprises de piloter le fonctionnement opérationnel de leur parc informatique, tout en réduisant leurs coûts.

Econocom propose à ses clients un "contrat de confiance" avec engagement de résultats et sanctions en cas de non-atteinte des objectifs fixés en commun. Ce partenariat s'inscrit dans la durée et semble promis à un bel avenir.

Quant à l'activité Financial Services, elle est en croissance de 19 %.

Nos services administratifs et financiers répondent aux attentes des entreprises en matière de flexibilité et de "contrôle de gestion" de leur informatique. Ces évolutions contrastées ont abouti à une baisse du résultat d'exploitation, qui atteint 11,7 millions d'euros.

Que peut-on dire, d'ores et déjà, sur l'année 2004 ?

L'externalisation au 1^{er} février 2004, auprès d'un nouvel acteur, Alliance Support Services, de nos services de maintenance de proximité dans l'Hexagone permettra à cette activité d'élargir sa base de clientèle et mettra Econocom Group à l'abri des aléas de ce marché. L'activité Products and Solutions est à nouveau rentable au premier trimestre. Cela prouve à nouveau que le modèle d'Econocom, basé sur l'externalisation des coûts commerciaux et logistiques, est le bon. Déjà en vigueur au Benelux depuis 1999, il a été mis en place en France fin 2003. L'activité Financial Services a connu un démarrage plus lent que prévu, notamment en Belgique et en Hollande. L'activité Managed Services a réalisé un trimestre conforme à sa prévision, tant en terme de chiffre d'affaires que de résultats.

Quelles leçons tirez-vous de cette période difficile ?

"À tout obstacle nouveau, savoir nouveau."

Une des leçons de 2003 est que l'atteinte du leadership par l'innovation passe aujourd'hui pour Econocom par des gains supplémentaires de productivité, pour nous et pour nos clients.

C'est la raison pour laquelle un plan d'économies visant à réduire nos coûts de 10 % en 2004 est mis en œuvre. Je tiens à cette occasion à remercier nos clients, nos partenaires et nos actionnaires pour leur confiance, et l'ensemble des collaborateurs d'Econocom Group pour leurs efforts.

Plus que jamais, les valeurs de notre entreprise sont d'actualité : aimer entreprendre, savoir rebondir, aimer savoir et savoir partager. Je suis convaincu qu'elles nous mèneront au succès.

CHIFFRES CLÉS

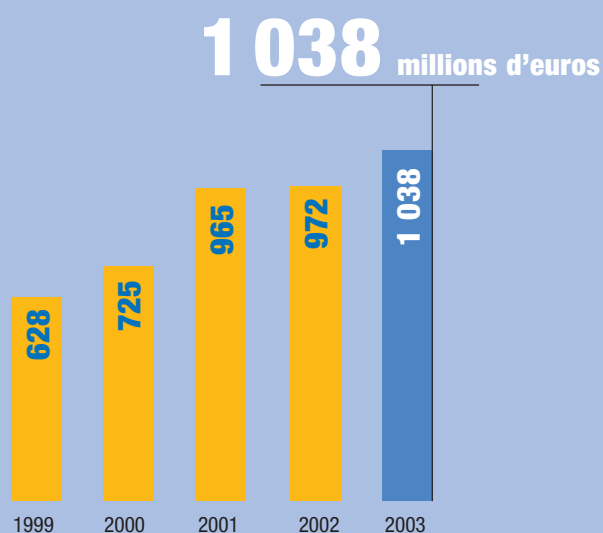
Compte de résultat simplifié

(en millions d'euros)	2001	2002	2003
Chiffre d'affaires consolidé	965,0	971,5	1 038,3
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾	22,3	22,8	11,7
Résultat courant ⁽²⁾	21,2	23,3	12,4
Résultat courant net ⁽³⁾	15,2	15,7	8,2
Résultat net part du groupe	15,9	10,5	(7,5)
Marge brute d'autofinancement	22,7	32,6	22,6

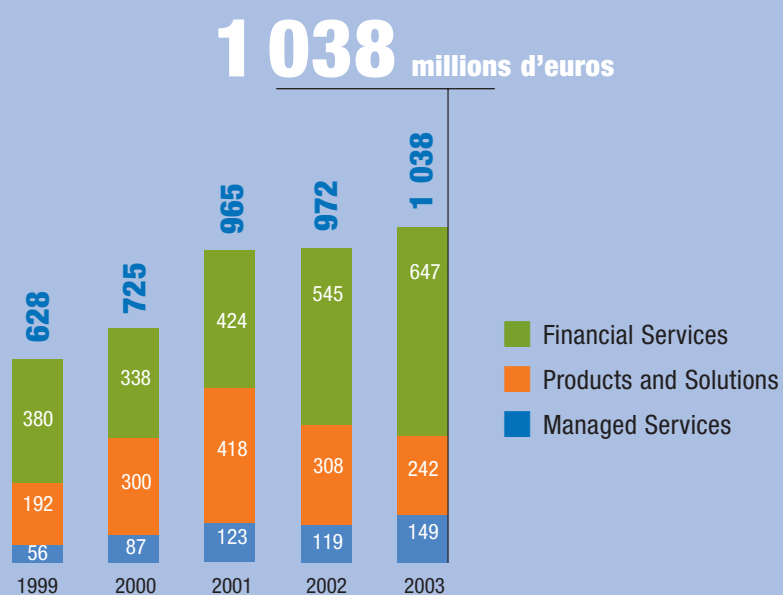
(1) Avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS.

(2) Résultat courant (avant amortissement des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS).

(3) Avant amortissement des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS et éléments exceptionnels.

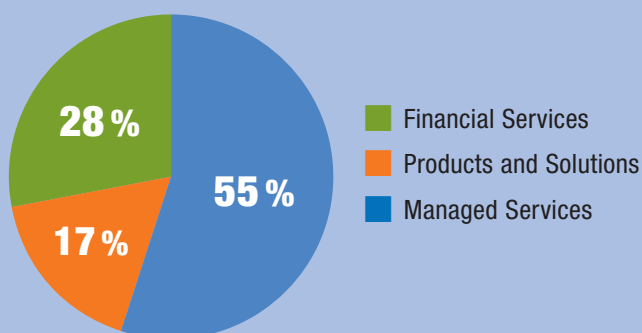


Chiffre d'affaires Econocom Group
(en millions d'euros)

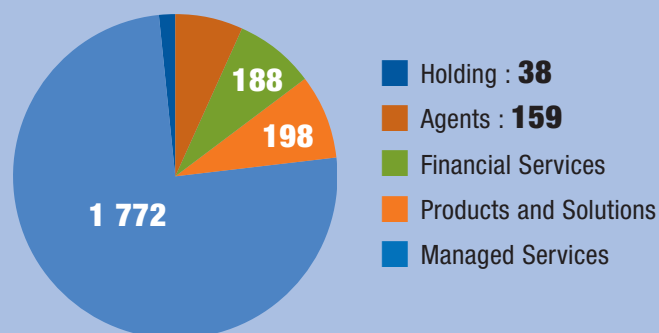


Chiffre d'affaires par activité
 (en millions d'euros)

2 355 collaborateurs

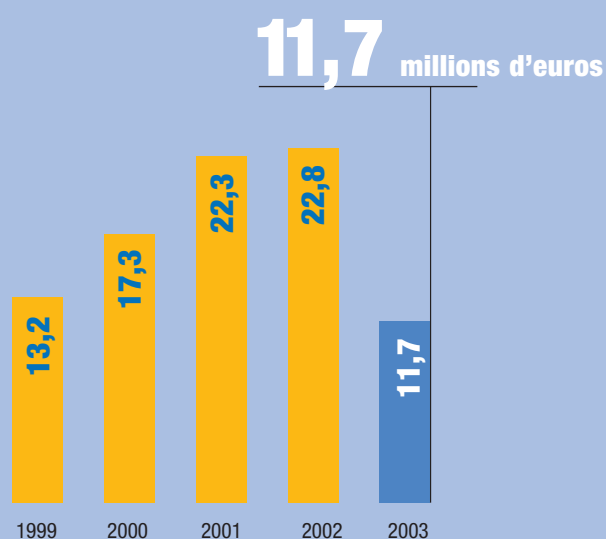


**Répartition de la valeur ajoutée
 par activité**



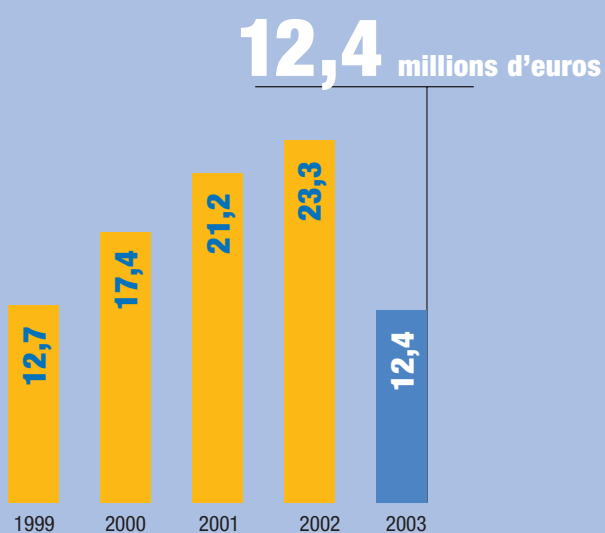
Répartition des effectifs
 Au 31 décembre 2003

CHIFFRES CLÉS



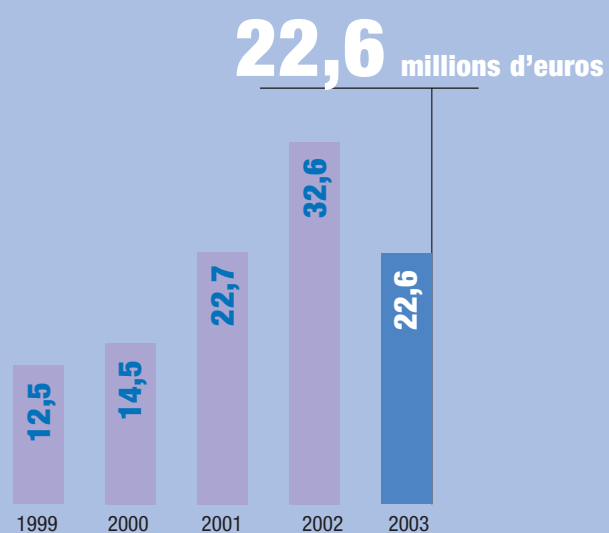
Résultat d'exploitation ⁽¹⁾
(en millions d'euros)

(1) Avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS.

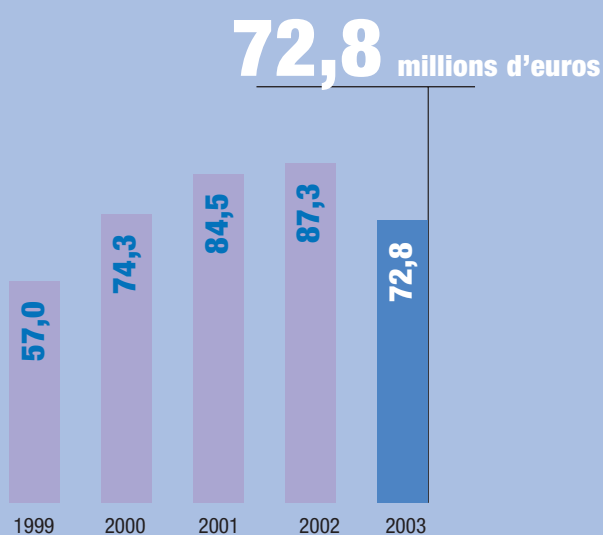


Résultat courant ⁽¹⁾
(en millions d'euros)

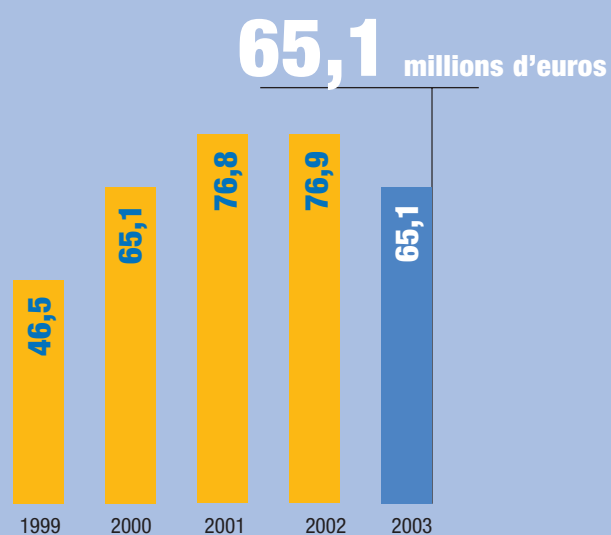
(1) Avant amortissement des écarts d'acquisition et du fonds de commerce acquis d'EDS.



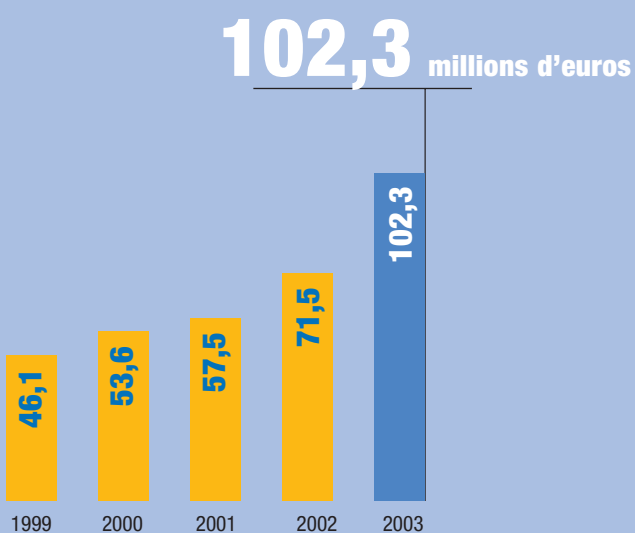
Marge brute d'autofinancement
(en millions d'euros)



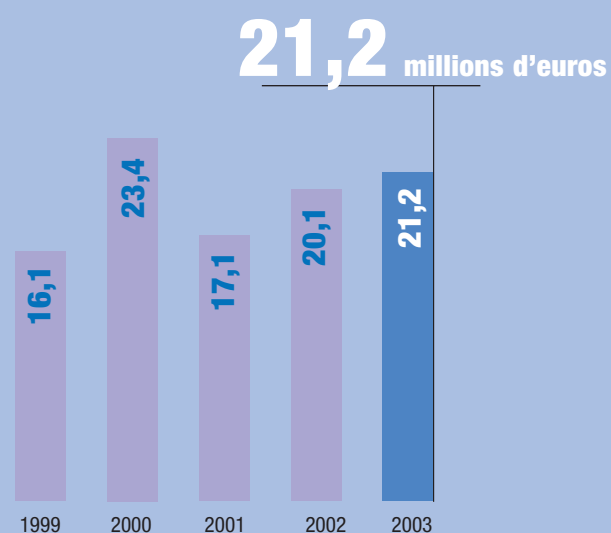
Fonds propres
(en millions d'euros)



Capitaux propres nets de goodwill
(en millions d'euros)



Trésorerie
(en millions d'euros)



Dettes financières
(en millions d'euros)

ECONOCOM GROUP EN MOUVEMENT

FAITS MARQUANTS 2003

Innovations

- **Master IT** est un service qui permet aux entreprises de passer du stade de l'IT asset management à celui de la maîtrise de l'ensemble de leurs ressources IT. Les grandes entreprises qui ont implémenté ce service, telles que Dalkia, Michelin et Schneider, ont réduit significativement leurs coûts.
- **Infogérance modulaire** : La nécessité d'obtenir des résultats rapides, de savoir modifier en temps réel les périmètres, de faire varier les niveaux de services, plaide pour l'approche modulaire qu'Econocom a de l'infogérance, par opposition à l'approche tout ou rien (global outsourcing) de la plupart de ses concurrents. De plus en plus, les entreprises choisissent cette approche modulaire, qui leur procure de la souplesse tout en leur permettant de conserver la maîtrise des opérations.
- **Mise en place en France du modèle de distribution ayant fait ses preuves en Belgique** : La filiale française de services d'approvisionnement adopte, au 4^e trimestre, le modèle qui a fait ses preuves en Belgique : full outsourcing logistique et force commerciale constituée d'agents commerciaux indépendants.
- **Externalisation de la maintenance de proximité** : Cette activité, qui nécessite la gestion d'importants stocks de pièces détachées, est pilotée par Alliance Support Services, filiale depuis janvier 2004 d'Econocom International NV. Alliance Support Services commercialise ses prestations de maintenance selon un modèle de vente indirecte auprès des VAR, des constructeurs, des SSII et des éditeurs.
- **Mobilité** : La convergence entre l'informatique et les télécoms est une réalité. Econocom Telecom a développé en France une offre de services complète, centrée sur les solutions de mobilité voix et données. Cette offre multi-opérateurs va de la fourniture des produits et l'ouverture des lignes à l'infogérance de la flotte de mobiles (PDA, téléphones...).



Développements

- **Lancement du plan stratégique Share Five 2003-2007 :**

Axe prioritaire : reprendre le leadership par l'innovation dans chacune de ses trois activités. Pour cela, Econocom conçoit et met en œuvre des services de gestion des ressources informatiques novateurs et à la carte, qui permettent aux entreprises de reprendre la maîtrise et de réduire les coûts de leur informatique distribuée.

- **Acquisition de Synopse**, société de consulting et d'intégration spécialisée dans l'amélioration de la compétitivité informatique des entreprises. Créée en 1995, Synopse est une des pionnières en France de la mise en œuvre des meilleures pratiques ITIL (Information Technology Infrastructure Library), qui compte 20 consultants.

- **Création d'Econocom Nord Lease GmbH**, joint-venture détenu à 65 % par Econocom et à 35 % par Nord Lease AG. Objectif : pénétrer le marché allemand des services informatiques.

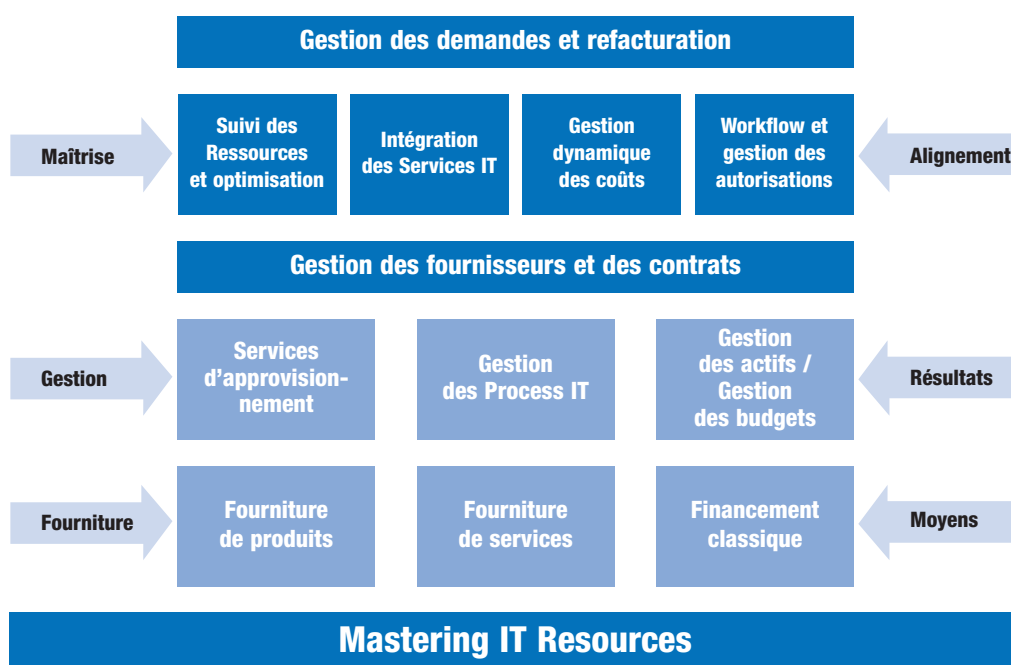
Performances

- **Econocom Telecom**, 1^{er} distributeur des opérateurs télécoms en France. Créée en 2000, cette entité a doublé son chiffre d'affaires et triplé son résultat en 2003. Elle est particulièrement bien positionnée pour répondre aux besoins des entreprises, de plus en plus nombreuses, qui souhaitent optimiser leurs télécommunications au niveau technologique et tarifaire.

- **Certification ISO 9001** version 2000 de l'activité "Coaching" d'Econocom en France. Le coaching Econocom est une forme simplifiée et souple d'infogérance (gérance d'exploitation). L'Afaq a également reconduit cette certification pour l'infogérance, les téléservices et l'assistance système.

STRATÉGIE

UN CONTRÔLE DE GESTION POUR L'INFORMATIQUE



L'application de la méthode Master IT permet pour chacune de nos offres de services de progresser avec nos clients vers un degré croissant de contrôle et de pilotage de leurs ressources IT.

L'offre modulaire d'Econocom permet :

1. de fournir les ressources complémentaires : **Fourniture**
2. de proposer des services avec engagement de résultat : **Gestion**
3. d'intégrer l'ensemble dans un système de pilotage complet et dynamique : **Maîtrise**

Cette approche s'applique aux 3 grands domaines de l'informatique que sont le cycle de vie du produit, le management des services (selon la définition ITIL) et le management financier.

Econocom propose des offres spécifiques et compatibles entre elles dans chacun de ces domaines.



La vocation d'Econocom est de permettre aux directeurs informatiques et aux directeurs financiers des entreprises et des organisations d'acquérir la maîtrise de leurs ressources informatiques. Dans ce contexte, Econocom propose une offre complète de services liés au cycle de vie des produits informatiques et télécoms, au management et à l'exploitation des infrastructures distribuées et à leur financement.

Master IT est un service qui permet aux entreprises de passer du stade de l'IT asset management à celui de la maîtrise de leurs ressources IT. Les grandes entreprises qui ont implémenté ce service ont réduit leurs coûts grâce à la maîtrise de l'ensemble de leurs ressources informatiques et télécoms.

Sur le marché très concurrentiel des services informatiques aux entreprises, Econocom se distingue par son expertise, son offre complète et son indépendance.

Du conseil stratégique aux services sur mesure de gestion opérationnelle, administrative et financière, Econocom aide ses clients à reprendre le contrôle de leurs ressources informatiques pour en améliorer les prestations et en réduire les coûts.

Essentielle à l'ensemble des secteurs économiques, l'informatique est-elle victime de son succès ?

Le développement des parcs informatiques s'accompagne en effet, pour la plupart des entreprises, d'une difficulté à en maîtriser la gestion. Dans beaucoup d'entreprises, les budgets concernés sont eux-mêmes assez mal identifiés à toutes les étapes du processus : achat puis installation de matériel, exploitation et support, évolution et retrait. L'extension d'un contrôle de gestion performant appliqué à l'informatique est donc devenue un enjeu majeur.

Accompagner ses clients dans "l'informatisation de leur informatique" à travers la conception et le déploiement de services globaux d'approvisionnement, de mise en œuvre, d'exploitation et de financement : tel est le positionnement stratégique d'Econocom.

Des réponses aux nouveaux besoins des clients

Depuis sa création, Econocom innove et enrichit en permanence son offre pour satisfaire et anticiper les attentes de ses clients. Ses services sont ainsi en complète cohérence avec les grandes tendances du marché pour les années à venir.

Une capacité à saisir les opportunités du marché

À travers son offre complète de gestion des ressources informatiques et télécoms, Econocom développe des services novateurs :

Dans le domaine du financement, l'IT asset management s'impose de plus en plus comme une nécessité stratégique pour les entreprises. Celles-ci souhaitent en effet renouveler leurs équipements (PC, serveurs et logiciels) tout en contrôlant leurs budgets et en réduisant leurs coûts. Les services conçus et commercialisés par Econocom dans ce domaine s'enrichissent d'une gestion administrative performante et d'un accompagnement personnalisé.

STRATÉGIE

UN CONTRÔLE DE GESTION POUR L'INFORMATIQUE

L'enrichissement des services de support et d'infogérance répond au souhait des clients d'obtenir une réponse globale à des besoins diversifiés autour du poste de travail. Econocom répond notamment à la volonté des entreprises de confier l'infogérance de leurs parcs à des spécialistes extérieurs.

Les services d'approvisionnement en produits et solutions informatiques sont une activité cyclique : c'est pourquoi Econocom privilégie dans ce domaine l'externalisation des coûts : la logistique est externalisée et la force commerciale essentiellement constituée d'agents. Une stratégie qui permet à Econocom de s'adapter au ralentissement des investissements des clients, mais aussi d'être prête à une reprise des achats tout en se concentrant sur la valeur ajoutée de ses services : performance prix/délai, refonte de l'architecture des parcs distribués, offre télécom.

Aux côtés des clients en Europe et aux États-Unis

Pour mieux accompagner ses clients, Econocom est présente dans dix pays : Allemagne, Belgique, Espagne, États-Unis, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse.

En Europe, ses clients bénéficient de la proximité des cinquante implantations du groupe. Complètes, les prestations de services assurées relèvent toutes d'un même niveau élevé de qualité, qu'il s'agisse de déploiement et de gestion opérationnelle, administrative ou financière des ressources informatiques.

Aux États-Unis, la présence d'Econocom lui permet non seulement d'accompagner ses clients mais aussi d'identifier rapidement les technologies, produits et services émergents, susceptibles d'apporter une réelle valeur ajoutée aux entreprises – et d'en faire bénéficier ainsi, par anticipation, ses clients européens.

Un intermédiaire multimarques

Jouant pleinement son rôle de société de services, Econocom est pour ses clients un partenaire à part entière, indépendant des constructeurs informatiques et des banques.

Sa stratégie multimarques favorise l'élaboration de services adaptés aux spécificités de chaque client, pour un rapport performances/prix le plus juste possible.

Des services créateurs de valeur ajoutée

L'offre d'Econocom couvre le conseil, l'audit et l'ensemble des services liés à la gestion des ressources informatiques : déploiement international, stockage, impression, mobilité, exploitation de réseaux et administration au jour le jour, support aux utilisateurs, reporting et asset management, outsourcing et infogérance...

Econocom s'engage sur la qualité de toutes ces prestations : les mesures prévues dans les clauses contractuelles des *Services Level Agreement* et *Services Level Management* garantissent au client un suivi de la valeur ajoutée dont il bénéficie.



TÉMOIGNAGE **CLIENT**

Dalkia

Filiale de Veolia Environnement et d'EDF, Dalkia est le leader européen des services énergétiques aux collectivités et aux entreprises.

Avec plus de 40 000 collaborateurs dans 32 pays, Dalkia a réalisé en 2002 un chiffre d'affaires de 5,1 milliards d'euros.

Pour optimiser la gestion de son parc informatique (serveurs, PC et périphériques, terminaux portables) qui comporte 6 000 postes de travail, Dalkia France a confié à Econocom l'IT asset management de son parc.

La solution Master IT d'Econocom utilisée chez Dalkia France comporte deux volets principaux : d'une part un outil de gestion de commandes et d'autre part un service complet de gestion de parc.

L'outil de gestion de commandes :

- a permis de s'adapter aux différentes situations de délégation selon les établissements ;
- a apporté un raccourcissement très significatif des délais de livraison des matériels standards quel que soit le site (Dalkia est implantée sur 300 sites).

La gestion de parc :

- permet un suivi en temps réel du parc ;
- donne les informations de localisation et d'utilisation des matériels ;
- fournit les données techniques et financières sur l'ensemble des matériels ;
- fournit les reporting de pilotage *ad hoc*.

Les méthodes utilisées par Econocom sont conformes aux exigences des normes de qualité certifiées ISO 9001. Des enquêtes de mesure de la satisfaction des différents intervenants sont menées régulièrement pour mettre en place des plans de progrès.



UNE SOCIÉTÉ DE SERVICES SPÉCIALISÉE DANS LA **MAÎTRISE** **DES RESSOURCES** **INFORMATIQUES**

Econocom conçoit et met en œuvre pour ses clients des services de gestion opérationnelle, administrative et financière de leurs ressources informatiques (PC, serveurs, périphériques, mobilité...).

Cette maîtrise des ressources informatiques est réalisée, à la carte, en fonction des besoins des entreprises à travers des services de :

- **FINANCIAL MANAGEMENT** (Econocom Financial Services)
- **OPERATIONAL MANAGEMENT** (Econocom Managed Services)
- **PRODUCT CYCLE MANAGEMENT** (Econocom Products and Solutions)



FINANCIAL MANAGEMENT

ECONOCOM **FINANCIAL** SERVICES

“**Déclinés en solutions à valeur ajoutée, nos services d’IT asset management permettent à nos clients de se doter d’une flexibilité fonctionnelle et financière indispensable au renforcement de leur rentabilité et à leur développement stratégique.**”

N° 2 européen de l’IT asset management

Implantée en Europe et aux États-Unis, Econocom est un opérateur majeur du financement des infrastructures informatiques. Fort d’une expertise enrichie par 25 années d’activité, Econocom Financial Services développe des services d’asset management innovants, répondant aux nouvelles problématiques de ses clients.

ECONOCOM FINANCIAL SERVICES

IT asset management

Plus que jamais, les entreprises et les organisations surveillent de très près leurs coûts. Cette rigueur porte notamment sur le rendement de leurs investissements informatiques, avec le souci d'améliorer leur rentabilité dans ce domaine.

Les services d'Econocom permettent à ses clients de conserver des ressources stratégiques et de consolider leurs activités de base. Plus que la possession des équipements IT, c'est leur disponibilité permanente qui est décisive.

Les solutions de location de parcs offrent de nombreux avantages. Financements hors bilan, elles permettent d'imputer les loyers liés aux coûts IT dans le compte d'exploitation afin d'améliorer les ratios financiers. Logiciels et services peuvent être inclus dans le contrat de location, pour une vision globale des coûts IT directs et indirects. Avec Econocom, le client a également la garantie de toujours disposer de la technologie la plus récente et la mieux adaptée.

Selon les besoins du client, Econocom propose différentes solutions à valeur ajoutée :

- **Roll-Out Facility** facilite la mise en place des projets IT grâce à un financement adapté au rythme de l'implémentation et à un contrôle maximal des assets et des budgets.
- **Technology Refresh Option** permet le remplacement à tout moment d'une partie des infrastructures louées par des produits plus à la pointe de la technologie, tout en permettant aux coûts de rester stables.

L'ensemble des offres Econocom Financial Services met à la disposition des clients des outils de reporting qui assurent le suivi en ligne des composants et budgets IT.

L'année 2003 en bref

La progression du chiffre d'affaires s'est poursuivie, notamment grâce à l'intégration sur une année pleine de Comdisco-Promodata, acquise en octobre 2002.

Cette intégration est désormais achevée d'un point de vue opérationnel.

2003 a été une année de remise à plat de l'offre Econocom Financial Services, désormais résolument orientée vers la gestion administrative et financière de parcs.

Les ambitions européennes dans le domaine des services financiers se sont confirmées avec une croissance significative sur le marché espagnol et la conclusion d'un joint-venture avec Nord Lease GmbH pour pénétrer le marché allemand.

TÉMOIGNAGES **CLIENTS**

Nouvelles normes comptables IAS 17 : Thales Nederland fait confiance à Econocom

Avec 65 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 11 milliards d'euros, Thales est un des premiers fournisseurs mondiaux de systèmes de défense avancés pour les environnements naval ainsi qu'au sol. Thales Nederland BV, filiale néerlandaise de Thales SA, et Econocom Financial Services ont signé un contrat-cadre portant sur la gestion complète des infrastructures IT de Thales Nederland, en conformité avec les nouvelles normes comptables IAS 17 relatives aux contrats de location opérationnelle.

Selon Ton Hamelink, trésorier de Thales Nederland : "En tant que société cotée, nous nous devons d'être irréprochables dès que possible en ce qui concerne le respect des normes comptables IFRS, en vigueur dès 2005. Econocom a répondu à notre double demande : un objectif de normalisation de notre parc informatique et la réalisation d'économies sur l'achat, les services et la maintenance de l'ensemble du parc."

Helena Chemical, client d'Econocom USA depuis 1998

Avec un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de dollars et plus de 200 implantations sur l'ensemble du territoire américain, Helena Chemical est un des principaux spécialistes de produits pour l'agriculture (produits de protection des récoltes, graines et engrais) aux États-Unis.

Depuis 1998, Helena Chemical a confié à Econocom la gestion de l'ensemble des infrastructures IT de son siège social : PC, imprimantes, portables, serveurs et serveurs mainframe, routeurs, standard et systèmes téléphoniques. Pour John Belt, directeur des opérations et du support technique d'Helena Chemical : "L'expérience d'Econocom a été précieuse pour nous aider à disposer des outils informatiques adaptés à nos besoins. Leur capacité à gérer sans aucun problème le passage d'une technologie à une autre est remarquable."



OPERATIONAL MANAGEMENT

ECONOCOM **MANAGED** SERVICES

“ Notre forte orientation client, la flexibilité et la modularité de nos solutions, notre capacité d'innovation et notre savoir-faire reconnu en matière de maîtrise des coûts garantissent, pour les prochaines années, la pérennité de notre potentiel de croissance. ”

Infogérance

Les contrats d'infogérance modulaire proposés par Econocom permettent aux entreprises de reprendre le contrôle de leur informatique distribuée et d'en réduire les coûts, tout en externalisant la gestion quotidienne de leurs infrastructures distribuées. Habituellement d'une durée de trois à cinq ans, les contrats d'infogérance engagent Econocom dans la mise en œuvre et la mesure permanente de plans de progrès basés sur la satisfaction des utilisateurs.

ECONOCOM MANAGED SERVICES

Un acteur novateur sur le marché de l'infogérance

Spécialiste de la gestion des environnements distribués (PC et réseaux), Econocom Managed Services est leader en Belgique et connaît une forte croissance sur le marché français. Complète, performante, flexible, son offre colle à l'ensemble des attentes des entreprises.

Répondant à la demande croissante des clients, Econocom Managed Services conçoit et met en œuvre des solutions couvrant des besoins diversifiés :

- déploiement, suivi en continu et maîtrise des changements de configuration auprès des utilisateurs ;
- services "desk" assurant la prise en charge des demandes et la résolution des incidents utilisateurs ;
- exploitation et administration, au jour le jour, des infrastructures permettant de garantir la disponibilité des services ;
- maintenance "hardware" et support ;
- design et optimisation des processus informatiques pour et chez les clients, en utilisant des expertises ITIL et des outils de gestion et de reporting automatisés.

Autant d'activités, et tout particulièrement les trois premières, qui bénéficient d'une croissance soutenue. Représentant globalement quelque 10 % de l'ensemble des services informatiques, la gestion des environnements distribués affiche des perspectives de croissance durable de l'ordre de 12 %.

L'année 2003 en bref

La consolidation des positions dans le consulting opérationnel s'est traduite par l'acquisition, en avril 2003, de Synopse, un des leaders français de la mise en œuvre des best practices "ITIL" (Information Technology Infrastructure Library). La bonne consolidation en 2003 des activités de SX Consultants et de CSI font d'Econocom Managed Services le leader en Belgique sur le créneau de l'optimisation et du design des processus informatiques.

La crédibilité croissante d'Econocom sur le marché de l'infogérance de parcs distribués a permis la signature de contrats significatifs, qu'il s'agisse de nouvelles signatures ou de renouvellements avec élargissement du périmètre d'intervention : INSEAD, Mobistar...

En 2003, Econocom Managed Services maintient sa position de leader belge dans le domaine de l'infogérance.

TÉMOIGNAGES **CLIENTS**

INSEAD

L'INSEAD, une des plus prestigieuses écoles de commerce mondiales, implantée à Fontainebleau et à Singapour, a renouvelé jusqu'en 2008 son contrat d'infogérance avec Econocom Managed Services.

Les raisons de ce choix sont :

- un recentrage de l'INSEAD sur son cœur de métier : l'enseignement et la recherche, et donc la partie applicative de l'informatique ;
- la nécessité de créer des synergies entre les équipes exploitation et support, de répondre au développement du campus de Singapour et d'optimiser les coûts de support et d'exploitation ;
- la recherche d'une expertise pointue dans un domaine qui se professionnalise de plus en plus.

Econocom a été choisie en raison de la qualité de sa prestation sur la partie poste clients, de son envergure internationale, de sa solidité, de sa stratégie de développement et de son approche originale de l'infogérance orientée qualité de service et développement.

La durée du contrat passe de 3 à 5 ans et son périmètre est élargi à l'administration de serveurs, à l'équipe multimédia et aux projets. La mise en place de la supervision des serveurs 24 h/24 est la principale nouveauté : elle permettra d'exercer dans de bonnes conditions la supervision de ceux installés à Singapour.

Le contrat porte sur un parc de 1 100 PC, 70 serveurs et 450 imprimantes à la disposition de 1 200 utilisateurs, de toutes nationalités, travaillant souvent jour et nuit.

MOBISTAR

Mobistar est un des principaux acteurs des télécommunications en Belgique, qui a quadruplé son chiffre d'affaires au cours des cinq dernières années. Le partenariat entre Econocom et Mobistar a démarré en 1998 : il est basé sur des prestations de services avec *Service Level Agreement*.

Le dispositif mis en place par Econocom comporte notamment un service desk pour 2 050 utilisateurs et 3 000 postes de travail et une cellule de support et d'installation pour 140 points de vente Mobistar. Pour Alan Desaevers, Head of Office Systems du groupe Mobistar : "Nous avons retenu Econocom pour la qualité de ses services et l'adaptabilité de son dispositif aux changements et à la croissance de notre organisation et de notre infrastructure. C'est grâce à une véritable relation de partenariat et de confiance entre les équipes Mobistar et Econocom que nous fonctionnons depuis cinq ans."



PRODUCT CYCLE MANAGEMENT

ECONOCOM **PRODUCTS** AND SOLUTIONS

“ Nous mettons notre expérience et notre savoir-faire au service de chaque client pour identifier, avec lui et en toute indépendance, les meilleures solutions d’approvisionnement en ressources IT. Autrement dit, celles qui lui garantiront, au prix le plus attractif, toute la fiabilité nécessaire. ”

Product management

Econocom Products and Solutions conseille et propose à ses clients l’ensemble des prestations allant de la vente de commodités (PC, serveurs) à l’intégration de systèmes (sécurité, solutions d’impression, mobilité, Linux, iSeries...).

ECONOCOM **PRODUCTS** AND SOLUTIONS

L'expérience et l'expertise des approvisionnements en produits et solutions IT

Opérateur majeur du marché en France, en Belgique et au Luxembourg, Econocom Products and Solutions dispose, pour se différencier sur un marché très concurrentiel, d'atouts importants :

- son expérience et son expertise acquises depuis plus de vingt ans ;
- sa proximité avec ses clients, favorisée par une forte implantation régionale ;
- sa capacité à délivrer des solutions cohérentes intégrant des produits provenant de fournisseurs multiples ;
- son indépendance vis-à-vis des constructeurs et des éditeurs, indispensable pour garantir l'objectivité du conseil ;
- sa recherche permanente de l'excellence opérationnelle au quotidien, notamment à travers ses outils exclusifs d'e-procurement, et sa démarche agréée d'assurance qualité.

Toutes ces caractéristiques en font un partenaire capable de saisir les besoins spécifiques de chaque client, de lui proposer un large choix, sur mesure et au meilleur prix, pour ses approvisionnements IT, et de déployer les solutions retenues avec le plus de fiabilité possible, dans le respect des délais et des budgets.

Afin de faire face aux effets de cycles inhérents au marché de la vente de produits informatiques aux entreprises, Econocom Products and Solutions a développé un business model fondé sur la variabilisation des coûts : sa logistique est externalisée et sa force de vente constituée d'agents commerciaux. Une organisation qui lui permet de maintenir des performances positives en cas de repli du marché et de profiter sans tarder de la reprise. Les prestations externalisées sont confiées à des professionnels de l'informatique d'entreprise (agents commerciaux et grossistes), qui garantissent qualité et respect des exigences des clients.

L'année 2003 en bref

Amorcée en 2002, la profonde mutation du marché – recours croissant des constructeurs à la vente directe auprès de grands clients et baisse des prix liée notamment aux effets de change – s'est poursuivie en 2003, entraînant une nouvelle dégradation de l'activité. Cette dégradation a été fortement ressentie en France, alors que, dans le même contexte, la Belgique a bien résisté et dégagé des bénéfices grâce à son business model "full variable" et à l'avance acquise sur le marché des solutions.

Econocom Products and Solutions France, convaincue que les entreprises sont insatisfaites de dépendre de constructeurs ayant une insuffisante maîtrise de la distribution, s'est engagée, au 4^e trimestre 2003, dans une restructuration.

Objectif : mieux servir ses clients en se concentrant sur sa valeur ajoutée : le conseil et les solutions. Ces mesures se sont traduites par une réduction du point mort par la baisse spectaculaire des coûts et leur variabilisation, la conversion du modèle commercial avec le déploiement d'un réseau d'agents, l'externalisation complète de la logistique et de l'intégration, l'intégration de l'offre télécom, largement bénéficiaire et offrant des perspectives de croissance très importantes dans le domaine de la mobilité.

ECONOCOM TELECOM SIMPLIFIE LA MOBILITÉ

Econocom Telecom s'appuie sur l'expertise d'Econocom en matière de gestion de ressources informatiques afin d'apporter à ses clients des services similaires pour leur flotte de téléphonie mobile. L'offre Econocom Telecom répond à l'ensemble des problèmes auxquels sont confrontées les entreprises dans ce domaine : absence de maîtrise sur les équipements internes, absence de visibilité sur la répartition des consommations, manque de ressources internes pour gérer la flotte de mobiles, aucune certitude de payer le bon prix et nécessité de faire appel à un prestataire unique opérant sur l'ensemble du territoire français. Econocom Telecom propose un service à la carte, unique sur le marché, d'approvisionnement, de gestion de parc, de financement et de maintenance.

TÉMOIGNAGES **CLIENTS**

Santé Service

Santé Service est un établissement de santé spécialisé dans l'hospitalisation à domicile, disposant d'une capacité de 1 200 places et intervenant sur l'ensemble de la région parisienne. Elle a confié à Econocom Telecom une mission de conseil autour d'un besoin en mobilité : projet d'équipement de 500 aides-soignantes itinérantes afin d'améliorer la qualité de travail et d'accroître la réactivité. L'objectif clairement affiché était la mise en œuvre de nouveaux outils nomades, permettant un accès sécurisé et simplifié à l'application métier spécifique du client. La mission d'Econocom Telecom a permis le déploiement de terminaux communicants, avec un lien sans fil et sécurisé vers le système d'information de Santé Service.

CIRECAM (groupe Crédit Agricole)

Vincent Jung, directeur général du CIRECAM (Centre Informatique Région Est du Crédit Agricole Mutuel) : "Le changement de notre système d'information nous a contraints à remplacer tout le matériel informatique en exploitation dans les agences du Crédit Agricole de Lorraine. Pour nous aider, nous avons besoin d'un partenaire capable de nous accompagner sur l'ensemble de nos besoins : achat, stockage, gestion de projet, déploiement et reprise de matériel. Nous avons choisi Econocom car ce partenaire présente le double avantage de répondre à notre demande et d'être présent localement, *via* son agence de Nancy. Le planning défini *a priori* a été respecté et l'impact sur le fonctionnement quotidien de nos agences bancaires minimisé, ce qui était crucial. En trois mois, 1 200 postes et écrans et 300 imprimantes ont été déployés sur 147 sites. Par la suite, nous avons confié à Econocom le déploiement de 500 écrans plats pour nos 3 sièges régionaux. La forte motivation de notre interlocuteur principal, un agent commercial, a grandement contribué à la réussite de ce projet."

LES VALEURS D'**ECONOCOM**



Aimer **entreprendre**

La raison d'être d'Econocom : entreprendre et redonner aux entreprises la liberté d'entreprendre en les libérant des contraintes liées à la gestion de leur informatique.

En 2003, dans un contexte de marché difficile, Econocom a conclu un accord de joint-venture avec Nord Lease GmbH pour se développer en Allemagne, et acquis en France la société de consulting Synopse. Le groupe a également recruté 30 agents et commerciaux ainsi que 17 managers.

En 2004, Econocom redéfinit son offre autour de la maîtrise des ressources informatiques, au cœur des préoccupations de ses clients.



Savoir **rebondir**

Un état d'esprit, la volonté de prendre les situations à bras-le-corps pour en tirer le meilleur parti et progresser.

En 2003, l'activité Products and Solutions a souffert de la généralisation de la vente directe chez les constructeurs en France. Cette filiale a adopté un modèle "full variable" et commercialise désormais son offre *via* des agents.



Aimer **savoir**

Regarder la réalité en face, connaître l'environnement dans lequel les infrastructures informatiques évoluent, pour développer les services innovants qu'attendent nos clients.

En 2003, Econocom a remis à plat son offre pour répondre à une exigence croissante des entreprises : savoir à tout moment combien leur coûte leur informatique distribuée et comment réduire ce coût.



Savoir **partager**

Savoir partager avec ses clients, ses partenaires et ses collaborateurs, car en favorisant les rencontres et les échanges dans la durée, le partage est une source essentielle de création et donc d'innovation.

En 2003, Econocom a lancé son nouveau plan stratégique pour la période 2003-2007 : Share Five, une invitation à partager l'aventure Econocom pour les années à venir.

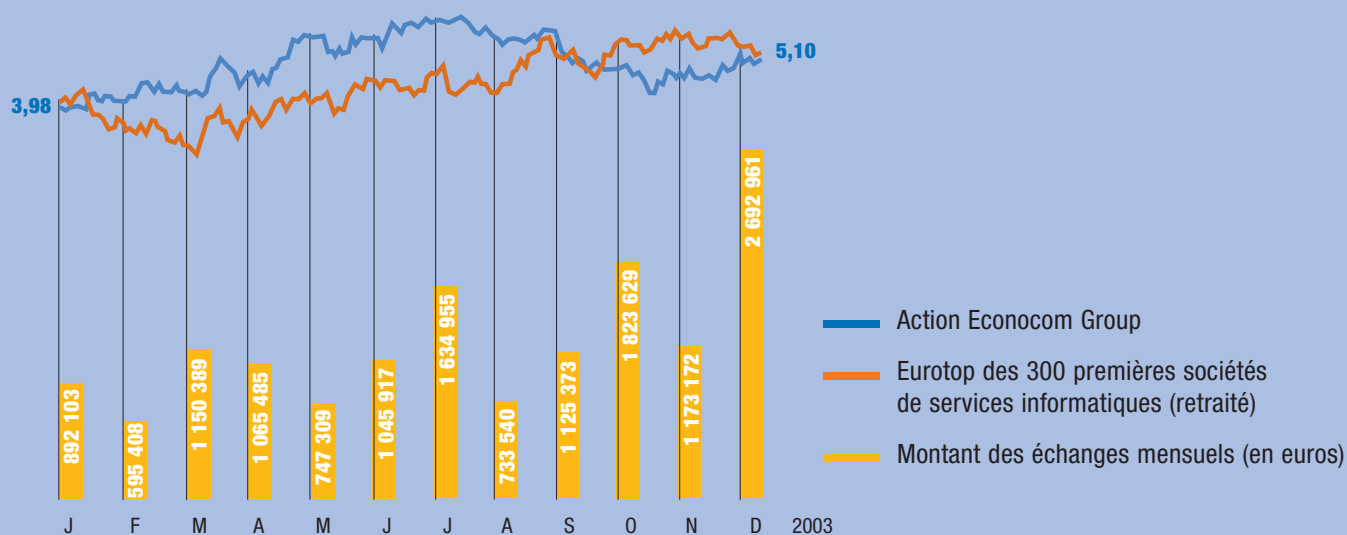
L'ACTION ECONOCOM GROUP

- L'action Econocom Group fait partie de l'indice Next Economy d'Euronext.
- Elle est cotée au Premier Marché d'Euronext Bruxelles et au Second Marché d'Euronext Paris (valeurs étrangères de la zone euro).
- Code ISIN : **BE 000 3563 716**
- Code Sicovam : **12 201**
- Moyenne des échanges quotidiens à Bruxelles : **11 992**
- Capitalisation boursière au 31 décembre 2003 : **161 millions d'euros**

L'action Econocom Group en 2003

L'action a progressé en 2003 de 35 %. Sur trois ans, la hausse atteint 53 %. Econocom a construit son développement sur des plans stratégiques largement communiqués à la communauté financière. Confiant dans la pérennité et la stratégie de l'entreprise, le Conseil d'Administration mène depuis plusieurs années une politique active de rachat d'actions propres, qu'il entend poursuivre. La société détenait, au 31 décembre 2003, 5,01 % de son capital (après avoir annulé, le 18 décembre 2002, 1 136 020 titres, soit 3,6 % du capital).

PERFORMANCE DE L'ACTION



	1999	2000	2001	2002	2003
Plus haut (en €) ⁽¹⁾	12,50	8,88	5,60	6,13	5,90
Plus bas (en €) ⁽¹⁾	5,62	3,34	2,68	2,50	3,90
Cours au 31/12 (en €) ⁽¹⁾	8,20	3,34	5,24	3,75	5,10
Capitalisation boursière au 31/12 (en M€)	231	108	171	118	161
Moyenne quotidienne des échanges	38 440	15 680	14 624	12 318	11 992
Nombres de titres	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000

(1) L'action a été divisée par quatre en juin 2002. Les données des années antérieures ont été retraitées en conséquence.

L'information des actionnaires

Econocom Group s'attache à établir de solides relations de confiance et de transparence avec ses actionnaires, en les informant toujours plus vite et plus complètement. Ainsi, le groupe, depuis plusieurs années, communique moins de quatre semaines après la clôture de l'exercice ou du semestre ses résultats provisoires.

L'action Econocom Group

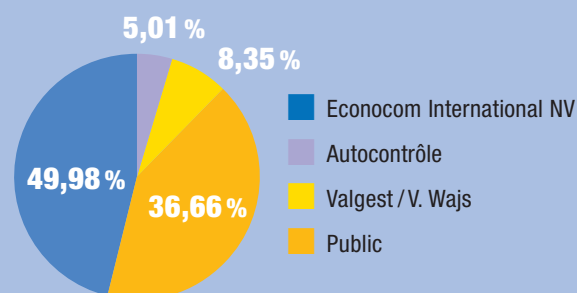
Econocom Group a choisi de faire partie de l'indice Next Economy d'Euronext et se conforme aux engagements de communication et de transparence liés à l'appartenance à cet indice. Des communiqués réguliers sur la marche des affaires sont complétés deux fois par an par des réunions d'analystes financiers qui se tiennent le même jour à Bruxelles et à Paris. Le rapport annuel d'Econocom est enregistré comme document de référence (Commission bancaire et financière). Il est publié en anglais et en français. Il est consultable sur le site Internet www.econocom.com

Dividende : 0,10 € (brut) par action

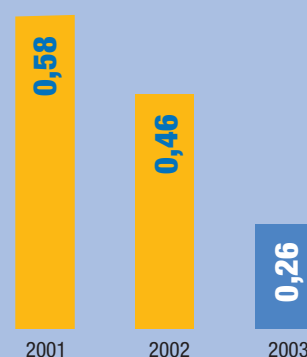
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée générale du 18 mai 2004 la mise en paiement d'un dividende net de 0,075 euro, correspondant à la distribution de 30 % du résultat net. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 7 juin 2004.

Calendrier des actionnaires

- Assemblée générale **18 mai 2004**
- Mise en paiement du dividende **7 juin 2004**
- Résultats semestriels provisoires 2004 **29 juillet 2004**
- Résultats semestriels 2004 **9 septembre 2004**
- Résultats provisoires 2004 **28 janvier 2005**

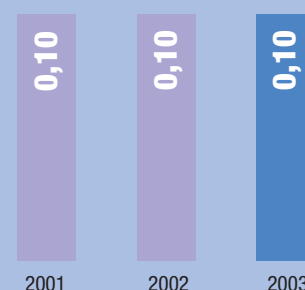


Répartition du capital



Résultat net par action ⁽¹⁾

(1) Avant exceptionnel et amortissement des écarts d'acquisition.



Dividende brut par action

(en euros)



econocom
■ MASTERING IT RESOURCES

2003

Cahiers financiers

Cahiers financiers

35	Organisation
36	Évolution du cours de l'action Econocom Group
37	Calendrier financier
38	Rapport du Conseil d'Administration sur les comptes au 31 décembre 2003
44	Organigramme du Groupe
45	Organigramme de détention
46	Corporate Governance, administration, direction et surveillance de la société
53	Econocom Group : comptes annuels consolidés au 31 décembre 2003
	Bilan consolidé
	Compte de résultats consolidé
	Annexes aux comptes consolidés
	Tableau de financement consolidé
	Rapport du commissaire
79	Econocom Group : comptes annuels non consolidés au 31 décembre 2003
	Bilan
	Compte de résultats
	Annexes aux comptes annuels
	Tableau de financement non consolidé
	Rapport du commissaire
101	Renseignements de caractère général
102	Concurrence, recrutement
104	Évolution récente et perspectives
107	Historique des chiffres clés consolidés

Le 3 mai 2004, la Commission Bancaire, Financière et des Assurances a autorisé Econocom Group SA à utiliser ce rapport annuel 2003 comme document de référence pour toute offre publique de titres qu'elle effectuera en vertu de la loi du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres, dans le cadre de la procédure d'information dissociée, et ceci jusqu'à la publication du prochain rapport annuel. Dans le cadre de cette procédure, une note d'opération doit être jointe au rapport annuel. Le rapport annuel accompagné de la note d'opération forment ensemble le prospectus d'émission au sens du chapitre IV de la loi du 22 avril 2003. En vertu de l'article 14 de la loi du 22 avril 2003, ce prospectus doit être soumis pour approbation à la Commission Bancaire, Financière et des Assurances.

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP

au 31 décembre 2003

1. Conseil d'Administration

Président et Administrateur Délégué

Jean-Louis Bouchard

Administrateur Délégué
en charge de l'activité Financial Services

Charles de Water

Administrateurs

Nasri Béjani
Gaspard Dürleman
Rafi Kouyoumdjian
Luc Pintens
Jean-Philippe Roesch
Vincent Wajs

2. Commissaire

PricewaterhouseCoopers
Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.
représentée par Emmanuèle Attout

ÉVOLUTION DU COURS DE L'ACTION ECONOCOM GROUP

en Bourse de Bruxelles depuis le 1^{er} janvier 2001

Tous les montants et volumes ont été ajustés pour tenir compte de la division du titre par 4 en juin 2002.

Mois	Prix (€)				Volume	
	Plus haut (€)	Plus bas (€)	Dernier (€)	Prix moyen (€)	Nombre d'actions traitées	Valeur (k€)
Janvier	4,99	2,68	4,99	3,60	856 160	3 080,04
Février	5,60	4,49	4,56	4,77	394 284	1 879,56
Mars	4,51	4,13	4,25	4,32	151 160	653,01
Avril	4,45	3,88	4,38	4,23	84 976	359,07
Mai	4,48	4,05	4,05	4,24	118 464	502,41
Juin	4,30	3,41	3,63	3,98	258 112	1 028,06
Juillet	4,19	3,14	4,00	3,62	178 404	646,31
Août	3,99	3,51	3,75	3,71	98 052	363,23
Septembre	4,13	2,75	3,75	3,44	269 308	926,22
Octobre	4,49	3,25	4,49	3,62	439 376	1 590,65
Novembre	5,18	4,13	4,78	4,57	551 320	2 518,29
Décembre	5,24	4,69	5,24	4,84	286 100	1 385,58
Total 2001	5,60	2,68	5,24	4,32	3 685 716	14 932,43
Janvier	5,85	5,13	5,75	5,42	311 696	1 688,68
Février	6,13	4,65	5,75	5,60	763 120	4 275,61
Mars	6,11	5,63	5,87	5,90	340 120	2 006,33
Avril	6,06	5,50	5,50	5,69	221 067	1 258,84
Mai	5,36	4,75	5,35	5,12	237 060	1 214,55
Juin	5,25	4,59	4,90	4,84	98 700	477,32
Juillet	5,00	3,80	4,00	4,61	117 530	541,71
Août	4,00	3,45	3,60	3,81	102 388	390,15
Septembre	3,49	2,75	2,75	3,08	166 929	514,54
Octobre	4,15	2,50	3,60	3,28	548 757	1 799,21
Novembre	3,95	3,40	3,80	3,78	102 220	386,28
Décembre	3,95	3,50	3,75	3,80	96 200	366,04
Total 2002	6,13	2,50	3,75	4,80	3 105 787	14 919,26
Janvier	4,25	3,90	4,06	4,06	219 952	892,10
Février	4,50	4,06	4,44	4,30	138 483	595,41
Mars	5,00	4,20	4,74	4,51	254 962	1 150,39
Avril	5,43	4,40	5,43	4,75	224 549	1 065,49
Mai	5,50	5,02	5,48	5,32	140 345	747,31
Juin	5,80	5,15	5,71	5,50	190 267	1 045,92
Juillet	5,90	5,50	5,50	5,77	283 546	1 634,96
Août	5,68	5,20	5,50	5,41	135 552	733,54
Septembre	5,58	4,63	4,82	5,09	220 956	1 125,37
Octobre	4,80	4,10	4,31	4,51	404 469	1 823,63
Novembre	4,68	4,40	4,49	4,49	261 111	1 173,17
Décembre	5,10	4,58	5,10	4,81	559 809	2 692,96
Total 2003	5,90	3,90	5,10	4,84	3 034 001	14 680,24

CALENDRIER FINANCIER

Assemblée Générale

18 mai 2004

17 mai 2005

Païement du dividende

7 juin 2004

Début juin 2005

Communiqué des résultats semestriels provisoires

29 juillet 2004

Juillet 2005

Communiqué des résultats semestriels définitifs

9 septembre 2004

Septembre 2005

Communiqué des résultats annuels provisoires

28 janvier 2005

27 janvier 2006

Relations investisseurs :

Jean-Philippe Roesch, Parc Horizon, Chaussée de Louvain 510, Bte 80
1930 Zaventem, Belgique.

E-mail : jean-philippe.roesch@econocom.fr

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre **2003** à l'Assemblée Générale du 18 mai **2004**

Conformément à la législation en vigueur et aux statuts de la Société, nous soumettons à votre approbation le rapport d'activité de la Société ainsi que ses états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2003.

1. Périmètre du Groupe

Au cours de l'exercice 2003, les mouvements sur le périmètre peuvent être détaillés ainsi :

- acquisition en avril de Synopse SAS, société française de consulting et d'intégration spécialisée dans l'amélioration de la compétitivité informatique des entreprises ;
- renforcement dans le capital d'Econocom Telecom SAS en juillet, avec passage du pourcentage de détention de 90 à 97,5 % ;

- augmentation du capital d'Econocom Locazione Italia en juillet ;
- création en octobre d'un joint-venture Econocom Nord Lease en Allemagne, détenu à 65 % par Econocom Group, avec pour objectif de développer les activités d'Econocom Financial Services dans ce pays.

Par ailleurs, la simplification souhaitée de structures a conduit, d'une part, à la fusion au 3 juillet (rétroactive au 2 décembre 2002) des sociétés françaises Econocom Tasq et Econocom Managed Services France et, d'autre part, à l'absorption de la société belge PLI Benelux SA/NV par Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV (ex-Econocom Distribution SA/NV) le 30 décembre 2003 (rétroactive au 1^{er} septembre 2003).

2. Résultats

2.1. Résultats consolidés

(en millions €)	2003	2002	Variation en %
Chiffre d'affaires	1 038,3	971,5	+ 7 %
Résultat d'exploitation (avant amortissement de fonds de commerce)	11,7	22,8	– 49 %
Résultat d'exploitation	11,2	21,6	– 48 %
Résultat courant ⁽¹⁾	12,4	23,3	– 47 %
Résultat courant	8,9	19,4	– 54 %
Résultat avant impôts	– 3,3	18,1	
Résultat courant net ⁽²⁾	8,2	15,7	– 48 %
Résultat net, part du Groupe	– 7,5	10,5	

(1) Avant amortissement des écarts d'acquisition (et fonds de commerce acquis)

(2) Avant amortissement des écarts d'acquisition (et fonds de commerce acquis) et avant éléments exceptionnels.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre **2003** à l'Assemblée Générale du 18 mai **2004**

Le chiffre d'affaires augmente de 7 % (à périmètre comparable : – 9 %). Le résultat d'exploitation (avant amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS) régresse de 49 %, à 11,7 millions d'euros. Il a bénéficié en 2003 de la bonne performance de l'activité Financial Services, mais a été impacté négativement par les pertes réalisées par la filiale française de l'activité Products and Solutions, et par l'importante érosion

du portefeuille de contrats de maintenance de Tasq, acquis en décembre 2002, et la sous-activité qui en a résulté. La situation de trésorerie positive a permis de dégager un produit financier net de 0,7 million d'euros. Le résultat exceptionnel (– 12,2 millions d'euros) est constitué pour l'essentiel des charges de restructuration (départ de 350 personnes) sur deux filiales françaises, dont l'ensemble des

coûts est provisionné sur l'exercice. La charge annuelle d'amortissement des écarts d'acquisition (et de fonds de commerce acquis) atteint 3,5 millions d'euros ; après les principales acquisitions réalisées en 2002, le montant total des écarts d'acquisition (positifs et négatifs) et fonds de commerce restant à amortir était, au 31 décembre 2003, de 6,5 millions d'euros, à comparer à des capitaux propres consolidés de 72,8 millions d'euros.

Écarts d'acquisition et fonds de commerce acquis :

(en millions €)	Valeur nette au 31/12/2003	Date d'acquisition
Synopse SAS	0,4	2003
SX Consultants SA/NV	0,7	2002
TASQ Société Nouvelle	3,8	2002
Promodata	– 1,5	2002
Econocom Expert International	0,3	2002
ACE Computer (Syscom)	0,5	2001
EPS (fonds de commerce acquis d'EDS)	0,4	1999
Econocom Location + Econocom SAS	0,7	1996
PLI	0,5	2000
Econocom UK	0,3	1995
Econocom Suisse (et ECS-DBSI)	0,3	1995
Autres	0,1	
Total	6,5	

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2003

2.2. Résultats par secteur d'activité

Les chiffres d'affaires réalisés dans les trois activités sont les suivants :

(en millions €)	2003	2002	variation en %
Managed Services	149	118	+ 26 %
Products and Solutions	242	309	- 22 %
Financial Services	647	545	+ 19 %
Total	1 038	972	+ 7 %

La part de ces trois activités dans le résultat d'exploitation est la suivante :

(en millions €)	2003	2002	variation en %
Managed Services (*)	- 0,5	8,6	- 106 %
Products and Solutions	- 8,7	- 3,2	- 171 %
Financial Services	20,9	17,4	+ 16 %
Total (*)	11,7	22,8	- 49 %

(*) Hors amortissement du fonds de commerce acquis d'EDS.

L'activité **Financial Services** (647 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit + 19 %) a maintenu un bon niveau de rentabilité, et l'intégration de Comdisco France/Promodata (acquise en octobre 2002) s'est bien déroulée.

Les signatures de nouveaux contrats ont néanmoins été inférieures aux prévisions, notamment au quatrième trimestre, où plusieurs reports de contrats sur 2004 ont été constatés en France, aux Pays-Bas et aux États-Unis.

La filiale hollandaise a signé une nouvelle année de croissance, à 220 millions d'euros de chiffre d'affaires, avec une bonne productivité commerciale et administrative.

En Belgique et en France, l'activité, à périmètre comparable, a été

inférieure à celle de 2002. En France, une partie des efforts a été consacrée avec succès à l'intégration des équipes de Promodata.

En Suisse, le chiffre d'affaires a progressé de 8 %, à 21,8 millions d'euros, après une année 2002 de consolidation, en raison notamment du renforcement des équipes commerciales à Zurich.

En Espagne, les recrutements faits en 2002 (notamment à Barcelone) et le renforcement des partenariats avec les institutions financières et les revendeurs informatiques ont permis la poursuite d'une forte croissance (+ 89 %, à 38 millions d'euros).

À l'inverse, les filiales anglaise et américaine ont connu une année difficile, avec une

réduction significative d'activité et de rentabilité ; la variation des taux de change n'a eu qu'une influence marginale sur cette performance.

L'activité **Products and Solutions** (242 millions d'euros de chiffre d'affaires, soit - 22 %) a été pénalisée par la faible demande et la baisse des prix (effet dollar) des produits informatiques, ainsi que par le recours croissant des constructeurs à la vente directe ; le modèle variable de la filiale belge - basé sur une force commerciale constituée d'agents autonomes et une logistique externalisée - et la performance de son pôle Solutions lui ont permis de rester profitable dans un marché très difficile.

Par contre, en France, la mise en place de ce modèle a été réalisée à fin 2003 mais trop tardivement.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2003

Elle a entraîné des pertes significatives que ne compense que très partiellement la bonne performance de l'activité Solutions Telecom, lancée il y a à peine trois ans.

L'activité **Managed Services** (149 millions d'euros, soit + 26 %), composée des activités Support Services et Infogérance, a évolué de manière contrastée.

Ainsi, l'activité Support Services, profitable en Belgique et en Hollande, a été fortement affectée en France par l'érosion du portefeuille de Tasq.

À l'inverse, l'infogérance est rentable et se développe bien, notamment en France (+ 23 % de chiffre d'affaires) malgré un contexte de pression sur les prix.

En excluant la contribution fortement négative en 2003 de l'activité de maintenance France (cédée en février 2004), le résultat d'exploitation de cette activité s'établit à 6 % du chiffre d'affaires.

2.3. Bilan et résultats de la Société (non consolidés)

Les comptes sociaux de la société mère Econocom Group SA font apparaître un bénéfice de 7,62 millions d'euros à comparer à 10,3 millions d'euros en 2002.

Ce bénéfice est lié principalement à la cession de la participation d'Econocom Promodata France SA.

à la société Econocom Nederland BV. Econocom Group a cédé 100 % de ces titres de participation soit 117 644 actions.

Cette cession s'inscrit dans le cadre d'une réorganisation juridique du groupe.

Des réductions de valeur pratiquées sur les prêts consentis aux filiales suivantes :

- Econocom.com : pour un montant de 0,58 million d'euros, soit 100 % ;
- Econocom France SAS : pour un montant de 15 millions d'euros, soit 42 %.

En dehors de ces opérations, au cours de l'exercice 2003, les principaux investissements en titres de participation ont été les suivants :

- Achat de 65 % du capital d'une joint venture Econocom Nord Lease GmbH en partenariat avec la société Nord Lease AG pour un montant de 0,65 million d'euros.
- Souscription à l'augmentation du capital d'Econocom Locazione Italia SPA pour un montant de 0,25 million d'euros, permettant d'accroître le pourcentage de détention de 3,57 % à 93,57 %. Cette augmentation de capital a été réalisée par compensation de créances. De plus, Econocom Locazione Italia SPA a bénéficié d'abandons de créances accordés par Econocom Group SA pour un montant de 0,45 million d'euros.
- Investissement en 2003 de 0,7 million d'euros complémentaires dans le fonds

commun de placement à risques MBO FCPR.

Au cours de l'année, Econocom Group a acquis 736 562 actions propres portant ainsi sa détention à 811 649 actions soit 2,58 % du capital au 31 décembre 2003.

Du fait de l'évolution de l'autocontrôle, les réserves indisponibles d'Econocom Group SA augmentent de 3,9 millions d'euros (donnée non consolidée).

Au 31 décembre 2003, les fonds propres (non consolidés) s'élèvent à 86,9 millions d'euros, en augmentation de 4,5 millions d'euros.

2.4. Les résultats en 2003

Pour l'ensemble des activités, les ventes et prestations (non consolidées) de la société Econocom Group se sont élevées à 9,4 millions d'euros en 2003 contre 8,38 millions d'euros l'année précédente. Ce montant inclut l'ensemble des redevances et des facturations de services.

Le résultat exceptionnel est un profit de 7,77 millions d'euros contre 0,7 million d'euros pour l'exercice 2002, en raison, notamment, de la plus-value réalisée sur la vente d'Econocom Promodata France SA. diminuée de l'abandon de créances accordé à Econocom Locazione Italia SPA et des réductions de valeur précédemment citées.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre **2003**

Le résultat net (non consolidé) de l'exercice 2003 s'est élevé à 7,62 millions d'euros contre 10,3 millions d'euros au 31 décembre 2002 (données non consolidées).

Le commissaire, la société PricewaterhouseCoopers, Reviseurs d'entreprises S.C.C.R.L., n'a été amené à accomplir, au cours de l'exercice, aucune mission qui lui soit réservée par le droit des sociétés. Il a effectué, d'une part, une revue des comptes semestriels consolidés et statutaires et, d'autre part, une mission spéciale liée à l'intégration d'une acquisition. Ces prestations ont été rémunérées par des émoluments de 0,05 million d'euros. Des sociétés avec lesquelles le commissaire se trouve sous l'angle professionnel dans des liens de collaboration ont fourni des prestations d'assistance fiscale rémunérées par des honoraires de 0,07 million d'euros.

3. Augmentations de capital et plans d'options sur actions

Il n'y a pas eu d'augmentation de capital ni de levée d'options sur l'exercice 2003.

Le capital social, entièrement libéré à la clôture, est constitué de 31 500 000 actions nominatives ou au porteur. Le capital autorisé disponible s'élève actuellement à 11 722 848,24 euros. L'Assemblée Générale Ordinaire du 22 février 2000 a renouvelé pour une période de cinq ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, et ce, pour un maximum de 13 849 386,40 euros jusqu'à l'échéance du 22 février 2005.

En application des recommandations de Corporate Governance, le Conseil d'Administration du 28 février 2003 a créé un Comité à l'exécution du plan d'options. Ce Comité, composé de trois membres, est chargé d'exécuter le Plan selon les directives du Conseil d'Administration et, en particulier, d'allouer et répartir une enveloppe fixée à 1% maximum du capital par an, avec une durée maximale de quatre ans. Le Comité est tenu de faire rapport au Conseil d'Administration toutes les fois qu'il l'estime nécessaire, et au moins une fois par an.

En 2003, 60 000 options ont été attribuées par ce Comité.

Au 31 décembre 2003, le montant total des options accordées non exercées était de 1 515 108, soit 4,8 % du capital.

4. Préparation du passage envisagé aux normes comptables IAS

Econocom a conduit, depuis l'exercice 2002, une étude de passage aux normes IAS pour ses comptes consolidés.

L'évaluation des impacts tant financiers que de présentation des comptes est maintenant terminée.

Le Groupe a déterminé sa position quant au traitement des principales opérations et l'a soumis fin 2003 à son commissaire.

Outre la présentation des comptes annuels, les principales divergences concernent :

- la comptabilisation des contrats de location ;
- la comptabilisation des écarts de consolidation (sans influence significative pour Econocom Group, du fait de leur faible montant) ;
- la constatation des engagements en matière de retraite ;

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES COMPTES

au 31 décembre 2003

- la reconnaissance des impôts différés ;
- la valorisation des immeubles en propriété et la comptabilisation du contrat de location-financement de l'immeuble Horizon à Zaventem.

Certaines classifications comptables (restriction des éléments qualifiés d'exceptionnels).

Des travaux de finalisation du projet sont prévus sur 2004 afin d'être en mesure de respecter les échéances prévues par la réglementation.

5. Autocontrôle

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002 avait autorisé le Conseil d'Administration à racheter un maximum de 814 910 actions propres avant division soit 3 259 640 dans une fourchette de prix fixée entre 2,5 et 18,75 euros (valeur après division de l'action).

Econocom Group et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2003, 1 578 371 actions Econocom Group (prix moyen d'acquisition : 5,13 euros) soit 5,01% du nombre total d'actions émises ; le prix global d'acquisition est de 8 090 960 euros.

6. Perspectives 2004 et dividendes

L'année 2003 a été mise à profit pour créer les conditions de développement prévues dans le plan stratégique Share Five.

En février 2004, le Groupe a cédé son fonds de commerce de maintenance en France à la société Alliance Support Services pour 4,7 millions d'euros. L'objectif de cette opération est d'écarter tout risque pour Econocom Group d'une potentielle nouvelle contribution négative de cette activité, tout en créant les conditions de son développement en dehors du Groupe, qui passent par la signature de partenariats avec les donneurs d'ordres du marché de la maintenance.

Les mesures de restructuration et de réduction de frais prises en 2003 dans toutes les activités engendrent, en année pleine, plus de 12 millions d'euros d'économies ; un nouveau plan a été lancé en janvier 2004, qui vise à réduire de 10 % les frais du Groupe d'ici à la fin de cette année. La Direction du Groupe prévoit un bénéfice d'exploitation 2004 légèrement supérieur à celui atteint en 2002 (22,8 millions d'euros).

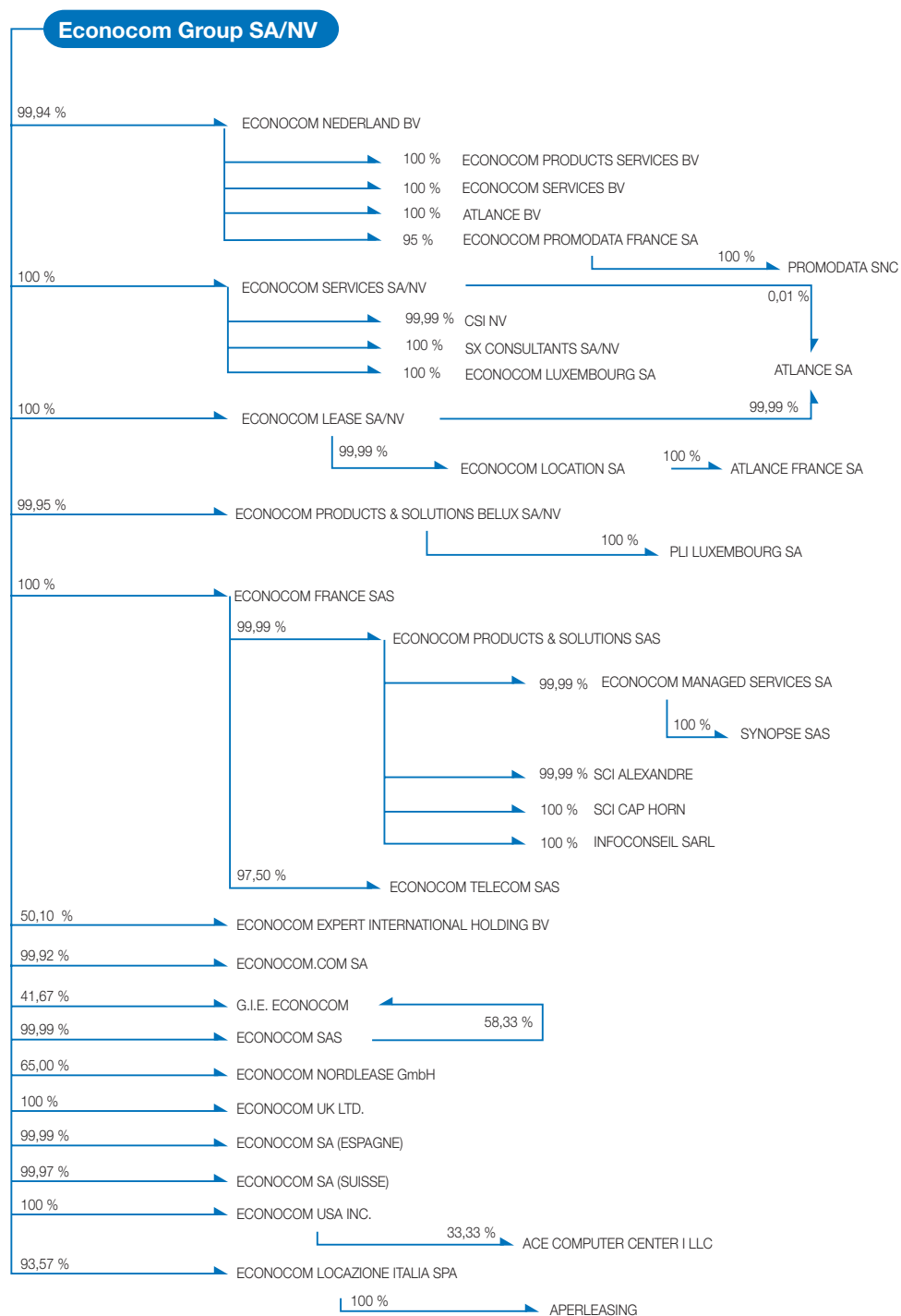
Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Annuelle de maintenir le dividende à 0,10 euro brut par action, soit 0,075 euro net. Les sommes qui auraient dû être attribuées aux actions détenues par la Société seront conservées jusqu'à l'aliénation des titres.

Bruxelles, le 2 mars 2004.

[Le Conseil d'Administration](#)

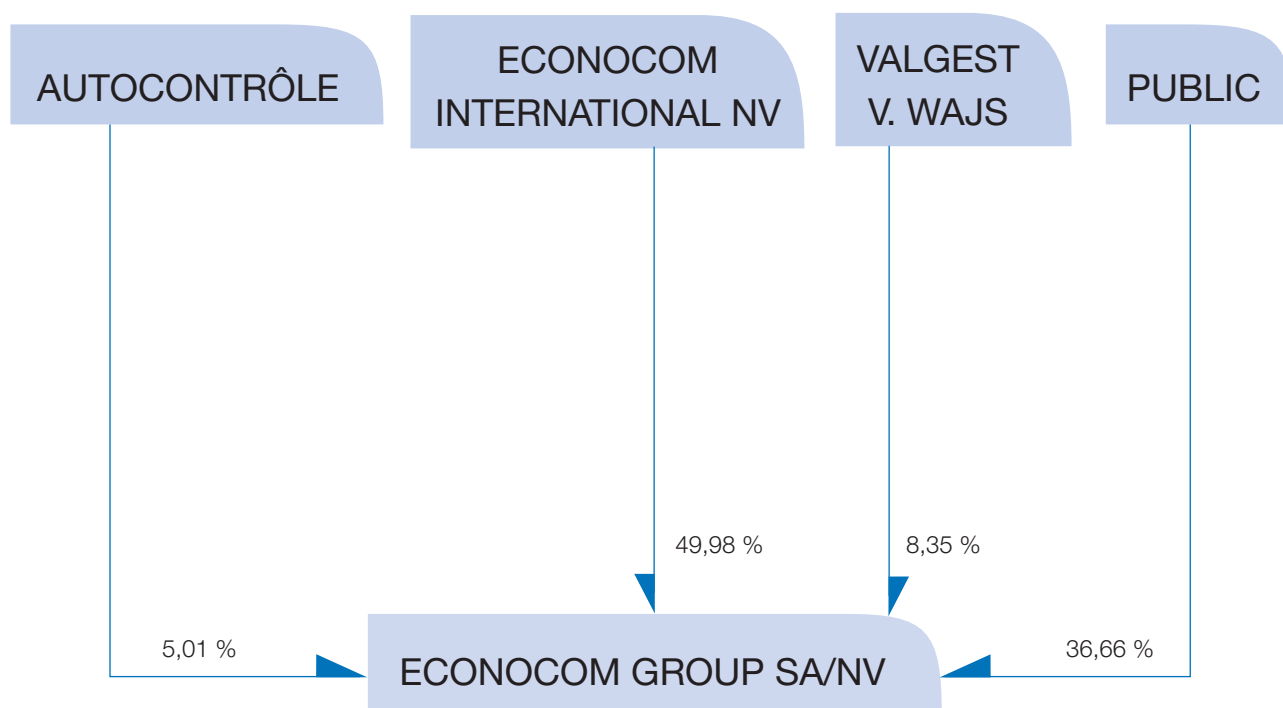
ORGANIGRAMME du Groupe

au 31 décembre 2003



ORGANIGRAMME de détention

au 31 décembre 2003



CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

1. Composition des organes d'administration et de surveillance (au 31/12/2003)

Jean-Louis Bouchard (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2004)

17, boulevard Émile-Augier
75016 Paris (France)
Président du Conseil
d'Administration et Administrateur-
délégué d'Econocom Group SA/NV,
Président de la société Econocom
International NV
Le mandat d'Administrateur de
Monsieur Jean-Louis Bouchard
arrivant à son terme, sa prolongation
sera soumise au vote de
l'Assemblée Générale
du 18 mai 2004.

Luc Pintens (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2006)

Lippeloseweg, 29
2890 Sint-Amands (Belgique)
Administrateur d'Econocom
Group SA/NV
Président des filiales d'Econocom
en Belgique et au Luxembourg.

Nasri Béjani (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2006)

40, Rue Spontini – 75116 Paris
(France)
Administrateur d'Econocom Group
SA/NV
Directeur Général des activités
Products and Solutions et Managed
Services.
Monsieur Béjani a donné démission,
le 8 mars 2004, de son mandat

d'Administrateur d'Econocom
Group. Préalablement, Monsieur
Béjani avait présenté sa démission
des mandats qu'il détenait au sein
du Groupe Econocom.

Jean-Philippe Roesch (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2008)

21, avenue de la Criolla,
92150 Suresnes (France)
Administrateur d'Econocom
Group SA/NV
Directeur Général Adjoint du Groupe.

Charles de Water (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2005)

Korte Veersteeg, 4d
4157 GR Enspijk (Pays-Bas)
Administrateur Délégué chargé
de l'activité Financial Services
d'Econocom Group SA/NV
(nomination en décembre 2003).

Vincent Wajs (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2006)

40, rue du Village
91530 Le Val-Saint-Germain (France)
Administrateur d'Econocom
Group SA/NV.

Rafi Kouyoumdjian (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2007)

25, rue de Lubeck
75016 Paris (France)
Administrateur d'Econocom
Group SA/NV.

Gaspard Dürleman (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2005)

50, avenue Bosquet
75007 Paris (France)
Administrateur d'Econocom
Group SA/NV.

PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'entreprises SCCRL (mandat à échéance à l'Assemblée Générale de mai 2004)

Commissaire d'Econocom Group
SA/NV, représentée par
Emmanuèle Attout
Woluwe Garden, Woluwedal, 18
B 1932 Sint-Stevens-Woluwe
Le mandat de Commissaire venant
à son terme, son renouvellement
sera proposé à l'Assemblée
Générale du 18 mai 2004.

L'Assemblée Générale du 18 mai
2004 va statuer sur la nomination
d'un nouvel Administrateur :
Monsieur Christian Bret.
Christian Bret a accompli toute
sa carrière dans l'univers des
technologies de l'information
et de la communication : d'abord
ingénieur chez IBM, puis dans
la filiale informatique de la Banque
Rothschild, Directeur Général
du groupe Sligos, Vice-Président
Directeur Général du groupe CISI,
et, enfin, Directeur Délégué
de la branche Entreprises de France
Télécom. À ce titre, il a été
Administrateur de Cogecom,
Innovacom, TDF et Wanadoo, ainsi
que Président d'Expertel Consulting
(1996-2003). Il est également
co-auteur de l'ouvrage
La Cyberentreprise, paru en 2000.

CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

Les cinq membres du Conseil d'Administration cités au début de la liste ci-avant ont exercé des fonctions exécutives durant l'exercice 2003. Messieurs Gaspard Dürleman, Rafi Kouyoumdjian et Vincent Wajs sont Administrateurs non exécutifs et indépendants de l'actionnaire majoritaire. Le Conseil d'Administration compte donc trois membres non exécutifs sur huit ; ce nombre serait porté à quatre, soit la moitié des membres du Conseil, dans le cas de l'approbation par l'Assemblée de la nomination de Monsieur Christian Bret.

Le Président du Conseil d'Administration détient des participations de contrôle dans plusieurs sociétés externes au groupe Econocom et y exerce des mandats d'Administrateur ou de Président.

Les autres membres exécutifs du Conseil n'ont pas d'autres mandats que ceux exercés pour Econocom Group SA/NV et ses filiales, à l'exception de Monsieur Luc Pintens, Administrateur de la société Keyware Technologies, société de droit belge cotée sur le marché NASDAQ Europe, et du Belgian Olympic International Committee et de Monsieur Charles de Water, Administrateur de la société Econocom International NV.

Monsieur Rafi Kouyoumdjian dirige depuis le 30 septembre 2000 les filiales françaises du groupe Tiscali et il a été nommé Président

de la société Liberty Surf Group en 2001. Monsieur Gaspard Dürleman est membre du Comité de Direction de la société Audevard et est également Administrateur de la société APL. Monsieur Vincent Wajs est Administrateur de Valgest et de Cogefi.

À part la durée (6 ans au plus) et le caractère renouvelable du mandat, les statuts ne prévoient pas de règles spécifiques pour la nomination des Administrateurs ou le renouvellement de leur mandat. Ils n'instaurent pas non plus de limite d'âge au sein du Conseil.

2. Rémunération, charges sociales comprises, et avantages en nature attribués par Econocom Group SA/NV et ses filiales pour le dernier exercice aux membres de ses organes d'administration, de direction ou de surveillance, ces montants étant globalisés pour chaque catégorie d'organes

Administrateurs d'Econocom Group SA/NV : 1,19 M€.
Membres du Comité de Direction, autres qu'Administrateurs : 0,39 M€.
Reviseur : 0,11 M€.

Les statuts prévoient depuis 1999 que les mandats peuvent être rémunérés. Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000, l'enveloppe globale de l'ensemble du Conseil d'Administration à partir de l'exercice

2000 est fixée à 20 000 €, à répartir par le Conseil entre ses membres selon des critères qu'il fixe. L'Assemblée Générale du 18 mai 2004 se prononcera sur une nouvelle enveloppe. La rémunération des Administrateurs exécutifs résulte de leur relation contractuelle avec l'une ou plusieurs des sociétés du Groupe. Elle inclut une part variable, en fonction d'objectifs individuels.

En dehors des jetons de présence, la société n'a pas rémunéré en 2003 les Administrateurs non exécutifs.

3. Informations sur la nature et l'étendue des intérêts des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance dans les transactions inhabituelles par leur caractère ou leurs conditions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2003, de prêts ou garanties accordés par l'émetteur aux membres du Conseil d'Administration ou du Comité de Direction.

CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

4. Nombre d'actions et d'options détenues par les Administrateurs et les membres du Comité de Direction d'Econocom Group SA/NV (au 31/12/03)

	Actions	Options
Administrateurs	3 076 407 ⁽¹⁾	1 040 000 ⁽²⁾
Directeurs	0	0
Total	3 076 407	1 040 000

(1) Par ailleurs, le Président du Conseil d'Administration contrôle indirectement 15 744 216 actions d'Econocom Group, représentant 49,98 % du capital.

(2) Le prix d'exercice de ces options est fixé sur la base des mêmes règles que celles exposées au point 10 ci-après (prix courant publié au Moniteur Belge ou prix supérieur).

5. Fonctionnement du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration se réunit chaque fois qu'il l'estime nécessaire. Il a tenu en 2003 trois réunions, dont deux réunions convoquées pour l'arrêté des comptes semestriels et annuels. Il détermine les objectifs stratégiques de la société, approuve les projets importants et les moyens à mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs. Il est compétent pour les décisions excédant la gestion journalière, tout projet de développement ou de restructuration.

- Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres est présente ou représentée. Un Administrateur peut représenter plus d'un de ses collègues. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix ; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante. Dans les cas exceptionnels dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil

d'Administration peuvent être prises par consentement unanime des Administrateurs, exprimé par écrit.

Il ne peut cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêté des comptes annuels et l'utilisation du capital autorisé.

- Le Conseil d'Administration a mis en place une procédure de budgets annuels accompagnée de révisions trimestrielles pour toutes les filiales, avec examen individuel de leurs données (chiffre d'affaires, marges, frais, bilan, trésorerie, indicateurs divers de gestion).

- Les Directeurs d'Activités sont chargés de la surveillance de la gestion journalière des filiales. Ils sont assistés d'un « Activity Controller ». Toutes les filiales communiquent mensuellement au Groupe des comptes d'exploitation et un bilan, respectivement les septième et huitième jours ouvrables du mois suivant.

Un département spécialisé en reporting analyse et remet une synthèse consolidée chaque mois à la Direction du Groupe. Le Conseil

d'Administration reçoit les budgets annuels et une synthèse consolidée des résultats chaque trimestre. Un département d'audit interne est placé sous l'autorité du Directeur Général Adjoint du Groupe : une mission d'audit interne est planifiée dans chaque filiale sur un cycle de douze mois. Toutes les activités de contrôle interne sont accomplies en tenant le commissaire de la société informé de leurs résultats.

6. Comités créés par le Conseil d'Administration

Les statuts tels que modifiés par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 autorisent la création par le Conseil d'Administration de comités spécifiques dont les missions et les règles de fonctionnement sont fixées par lui. Les membres de tels comités peuvent être choisis au sein du Conseil ou en dehors de celui-ci.

Le premier comité créé en vertu de ce principe a été un Comité de Direction du Groupe composé de Messieurs Bouchard, Pintens, Béjani, Roesch et de Water. Sa mission est de définir les grandes orientations stratégiques du Groupe en veillant à leur mise en œuvre par les Directions d'Activités et de coordonner les directions fonctionnelles centrales.

En application de la loi de Corporate Governance, le Conseil d'Administration a décidé de légaliser le Comité de Direction,

CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

et proposera la modification des statuts à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 18 mai 2004.

Le Conseil d'Administration du 28 février 2003 a décidé de la création d'un Comité à l'Exécution du plan (d'options) composé de Messieurs Bouchard, Bejani et de Water ; son rôle est, sous le contrôle du Conseil d'Administration, de déterminer les modalités d'attribution d'options sur actions et de veiller à leur mise en œuvre.

7. Gestion journalière

Jean-Louis Bouchard est Président et Administrateur Délégué à la gestion journalière. Quatre Administrateurs exerçaient en 2003 des fonctions exécutives. Chacun d'eux a plusieurs mandats dans les Conseils d'Administration des filiales. Le Comité de Direction du Groupe se réunit régulièrement pour prendre connaissance des chiffres et veiller à l'avancement des projets du Groupe.

Les filiales organisent des Comités de Direction au moins une fois par mois. Ces Comités de Direction se composent habituellement du Directeur Général de la filiale concernée, de son Directeur Administratif et Financier et, le cas échéant, des Directeurs Techniques, Commercial, des Ressources Humaines... Selon les cas, ces comités invitent d'autres intervenants ponctuels sur des sujets précis (informatique, relations publiques

et communication, juridique...). En outre, dans les pays où les trois activités (Products and Solutions, Managed Services, Financial Services) sont développées, un Comité de Direction se tient au moins mensuellement en présence des Directeurs Généraux des différentes filiales locales pour couvrir les sujets d'intérêt commun (finance, ventes, recrutements, communication publique...) et développer les synergies entre ces différentes activités.

Toutes les décisions importantes des filiales sont prises par leur Président ou Administrateur Délégué, par deux Administrateurs conjointement ou par un Administrateur Délégué et un membre du Comité de Direction conjointement. Les filiales n'ont généralement pas d'autres délégations significatives que la gestion journalière.

8. Politique d'affectation du résultat et politique du dividende

La politique de dividende appliquée depuis 1995 a abouti à la croissance régulière du dividende, de 0,031 euro en 1995 à 0,10 euro en 2003. Econocom Group souhaite privilégier l'autofinancement de son développement et réinvestir une part importante de ses bénéfices. Le dividende par action proposé à l'Assemblée Générale du 18 mai 2004 est identique à celui de l'année précédente.

9. Relations avec les actionnaires dominants

Les déclarations de transparence transmises à la société mentionnent la présence d'Econocom International NV comme actionnaire dominant. La société a connaissance d'un autre actionnaire possédant plus de 5 % du capital, M. Vincent Wajs (directement ou indirectement via la société Valgest). Les relations avec l'actionnaire majoritaire Econocom International NV correspondent à des prêts/emprunts et à des prestations de services à caractère courant, rémunérées à des conditions normales.

CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

10. Mention des schémas d'intéressement du personnel dans le capital d'Econocom Group

a) Plan d'options de 1997

Un plan d'options a été mis en place à partir de novembre 1997 par Econocom Group et des filiales et sous-filiales en faveur des membres de leur personnel. Il porte sur les actions Econocom Group cotées sur le marché à terme de la Bourse de Bruxelles et sur le Second Marché de la Bourse de Paris.

Ce plan s'inscrivait dans le cadre du plan stratégique Eco 2000 et visait à associer tous les salariés présents au 27 octobre 1997 à la marche des affaires et au développement du Groupe. Les options sont accordées par un contrat d'options signé par Econocom Group, chaque salarié et son employeur. Lors de son lancement, il était prévu que, si tous les employés souscrivaient à ce plan, environ 5 % du capital d'Econocom Group serait détenu par le personnel.

Les Assemblées Générales Extraordinaires d'Econocom Group et de ses filiales belges ont approuvé le 17 novembre 1997 le texte du contrat d'options. Econocom Group et l'employeur de chaque salarié accordent des options gratuites sur les actions d'Econocom Group, conformément à l'article 45 de la loi du 27 décembre 1984 portant des dispositions fiscales (*Moniteur Belge* du 29 décembre 1984), tel que modifié par l'article 20 de la loi du 28 décembre 1990.

Pour être admis à bénéficier de ce régime, il doit entre autres être justifié d'une ancienneté d'au moins 24 mois calculée de jour à jour au sein d'Econocom Group, de ses filiales et sous-filiales, et d'une ancienneté de un an (calculée de jour à jour) au sein de la filiale spécifique qui emploie la personne, au jour de la signature du contrat d'options.

Les options portent, soit sur des actions existantes, soit sur des nouvelles actions à souscrire lors d'une augmentation de capital d'Econocom Group, au choix de celle-ci. Econocom Group a choisi entre 1998 et 2002 de recourir à des augmentations de capital lors de la levée des options.

Le prix d'exercice des options est fixé conformément à l'article 45 de la loi du 27 décembre 1984. Il s'agit du prix courant publié au *Moniteur Belge* pour le mois au cours duquel le contrat d'options est signé (c'est-à-dire le cours moyen du mois précédent).

L'option doit être levée en deux fois maximum, sans préjudice des limites de 20 % du salaire annuel de l'année antérieure et d'un montant de 500 000 BEF (12 395 €), telles que prévues par la loi du 27 décembre 1984, un an au plus tôt et quatre au plus tard, à partir de la date du contrat d'options. Les options ne sont pas cessibles, même à d'autres travailleurs d'Econocom Group, ses filiales ou sous-filiales.

En 1998, 30 016 options ont été exercées, créant 30 016 nouvelles actions (après division par 4), pour un montant de capital de 0,059 M€ et de prime d'émission de 0,143 M€.

En 1999, le personnel a levé un total de 58 068 options pour un montant de capital de 0,11 M€, et de prime d'émission de 0,52 M€.

CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

En 2000, 35 514 options ont été levées, pour un montant de capital de 0,070 M€, et de prime d'émission de 0,195 M€.

En 2001, 43 382 options ont été levées, pour un montant de capital de 0,085 M€, et de prime d'émission de 0,215 M€.

En 2002, 9 900 options ont été levées, pour un montant de capital de 0,019 M€, et de prime d'émission de 0,096 M€.

b) Plan d'options de 1999

Dans le cadre du plan stratégique à 3 ans 1999-2002 appelé Horizon 2002, le Groupe a mis en place un

nouveau plan d'options sur actions Econocom Group SA/NV. Il tombe sous l'application de la législation belge du 25 mars 1999 portant sur le régime fiscal des options.

	Nombre d'options non encore exercées	Date limite d'exercice	Prix d'exercice (€)
Plan d'options 1997	49 248	Pas de limite	Entre 1,65 et 5,10
1999	228 000	Novembre 2007 (*)	8,75
2001	725 860	Décembre 2006	Entre 3,27 et 5,0
	32 000	Janvier 2007	4,73
2002	20 000	Décembre 2004	3,10
	400 000	Novembre 2007	3,18
2003	60 000	Janvier 2008	4,06
Total	1 515 108		

(*) Compte tenu de la loi programme du 24/12/2002 qui permet, avec l'accord des bénéficiaires, d'allonger sans charge fiscale supplémentaire la période d'exercice des options pour une durée maximale de trois ans, le Comité d'Exécution au plan d'options sur actions a décidé de prolonger de trois ans, en faveur des bénéficiaires de 1999, la période d'exécution des options qui passe de novembre 2004 à novembre 2007.

CORPORATE GOVERNANCE

administration, direction, et surveillance de la société

Plusieurs managers ont signé des contrats pour un total de 1 440 000 options. Chaque option donne droit à une action, à un prix d'exercice compris entre 3,10 € et 8,75 €, supérieur ou égal au cours de Bourse à la date d'attribution. Les actions ainsi achetées pourront être des actions existantes ou des actions nouvelles créées pour l'occasion.

Elles représenteraient 4,57 % environ du nombre de titres en circulation au 31 décembre 2003. Une partie de ces options est soumise à des conditions de réalisation d'objectifs individuels par leurs bénéficiaires.

Dans le cas où des managers concernés n'atteindraient pas leurs objectifs, leurs options ne pourraient être exercées.

Outre ces conditions individuelles, les options sont incessibles, et il n'existe pas de couverture du risque de perte par Econocom Group SA/NV en cas de baisse du cours de Bourse.

Le Conseil d'Administration du 25 janvier 2000 a ratifié le texte de ces contrats d'options. Par application de l'article 60 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, trois Administrateurs se sont abstenus lors du vote, dans la mesure où ils bénéficiaient ou pourraient bénéficier à l'avenir de ce régime.

Pour tenir compte de la loi programme du 24 décembre 2002, le texte de la convention type relative au plan d'options a été légèrement modifié afin de le mettre en concordance avec la législation nouvelle. Le Conseil d'Administration du 12 décembre 2003 a ratifié le rapport d'activité du Comité d'Exécution au plan d'options sur actions.

Il n'y a pas eu de levée d'options en 2003.

Au 31 décembre 2003, 1 515 108 options (pour l'ensemble des plans), donnant droit au même nombre d'actions et représentant une augmentation de capital

potentielle (prime d'émissions incluse) de 6,8 M€, n'ont pas encore été exercées.

11. Autodétention d'actions

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002 avait accordé au Conseil d'Administration le renouvellement de l'autorisation de procéder à des rachats d'actions propres conformément à la loi belge en la matière, à des cours se situant entre 2,5 et 18,75 €, et pour un maximum de 10 % du nombre d'actions existantes.

Econocom Group et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2003, 1 578 371 actions propres.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 14 janvier 2004 a renouvelé cette autorisation à des cours compris entre 2 et 18 €, et pour un maximum de 10 % des actions existantes.

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

au 31 décembre **2003**

Bilan consolidé

Compte de résultats consolidé

Annexes aux comptes consolidés

Tableau de financement consolidé

Rapport du commissaire

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Bilan

au 31 décembre 2003

Actif

(en milliers €)

	2003	2002	2001
Actifs immobilisés	81 695	134 778	55 442
I. Frais d'établissement	439	807	1 174
II. Immobilisations incorporelles	1 192	1 448	2 472
III. Écarts de consolidation	7 680	10 351	7 677
IV. Immobilisations corporelles	56 967	104 822	32 293
A. Terrains et constructions	6 083	5 870	6 104
B. Installations, machines et outillage	1 890	1 144	786
C. Mobilier et matériel roulant	3 224	3 770	4 333
D. Location-financement et droits similaires	1	29	44
E. Autres immobilisations corporelles	44 280	92 777	21 018
F. Immobilisations en cours	1 489	1 231	8
V. Immobilisations financières	15 416	17 350	11 826
A. Entreprises mises en équivalence	128	132	239
1. Participations	86	132	239
2. Créances	42		
B. Autres entreprises	450	313	881
1. Participations	2		551
2. Créances	448	313	330
C. Autres immobilisations financières	14 838	16 905	10 706
1. Actions et parts	681	97	6
2. Créances et cautionnements en numéraire	14 157	16 808	10 700
Actifs circulants	254 976	253 615	228 464
VI. Créances à plus d'un an	888	1 017	698
A. Créances commerciales	284	453	35
B. Autres créances	604	564	663
VII. Stocks et commandes en cours d'exécution	8 426	10 667	16 577
A. Stocks	8 426	10 667	16 577
VIII. Créances à un an au plus	139 927	166 935	147 070
A. Créances commerciales	110 359	125 034	123 468
B. Autres créances	29 568	41 901	23 602
IX. Placements de trésorerie	17 509	13 423	7 035
X. Valeurs disponibles	84 761	58 080	50 425
XI. Comptes de régularisation	3 465	3 493	6 659
Total de l'actif	336 671	388 393	283 906

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Bilan

au 31 décembre 2003

Passif

(en milliers €)

	2003	2002	2001
Capitaux propres	72 805	87 270	84 481
I. Capital	16 038	16 038	16 017
II. Primes d'émission	54 072	54 072	53 976
IV. Réserves	19 062	31 214	29 892
V. Écarts de consolidation	1 544	1 701	86
V bis. Différences de consolidation positives imputées	- 9 568	- 11 004	- 12 439
VI. Écarts de conversion	- 252	1 125	2 047
Titres d'autocontrôle	- 8 091	- 5 876	- 5 098
Intérêts de tiers	755	549	397
VIII. Intérêts de tiers	755	549	397
Provisions	30 435	28 272	11 176
VII. A. Provisions pour risques et charges	30 435	28 272	11 176
4. Autres risques et charges	30 435	28 272	11 176
Dettes	232 676	272 302	187 852
X. Dettes à plus d'un an	4 064	4 764	5 252
A. Dettes financières	2 517	3 564	5 095
3. Dettes de location-financement et assimilées			138
4. Établissements de crédit	2 343	3 276	4 399
5. Dettes d'escompte de factures			
6. Autres emprunts	174	288	558
B. Dettes commerciales	33	71	79
1. Fournisseurs	33	71	79
C. Acomptes reçus sur commandes	1 051	1 051	
D. Autres dettes	462	78	78
XI. Dettes à un an au plus	202 210	217 261	152 095
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	12 935	12 821	1 585
B. Dettes financières	5 740	3 730	10 403
1. Établissements de crédit	3 208	63	5 585
2. Autres emprunts	2 532	3 667	
3. Dettes d'escompte de factures			4 818
C. Dettes commerciales	114 938	133 469	104 996
1. Fournisseurs	114 938	133 469	104 996
D. Acomptes reçus sur commandes	66	290	
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	43 856	44 013	29 307
1. Impôts	23 781	24 535	12 973
2. Rémunérations et charges sociales	20 075	19 478	16 334
F. Autres dettes	24 675	22 938	5 804
XII. Comptes de régularisation	26 402	50 277	30 505
Total du passif	336 671	388 393	283 906

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Compte de résultats

au 31 décembre 2003

(en milliers €)

	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
I - Ventes et prestations	1 041 736	976 588	968 989
A. Chiffre d'affaires	1 038 278	971 513	965 035
B. Variation de stocks de produits finis			
C. Production immobilisée		157	697
D. Autres produits d'exploitation	3 458	4 918	3 257
II - Coût des ventes et des prestations	1 030 538	954 967	946 907
A. Approvisionnements et marchandises	814 974	741 795	761 386
B. Services et biens divers	70 110	90 133	81 713
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	115 827	97 960	91 166
D. Amortissement et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	18 746	17 763	6 228
E. Réduction de valeur sur stocks, sur commandes en cours et sur créances commerciales	6 109	1 743	308
F. Provisions pour risques et charges	(624)	(631)	2 216
G. Autres charges d'exploitation	5 396	6 204	3 890
III - Bénéfice d'exploitation	11 198	21 621	22 082
IV - Produits financiers	3 281	4 721	3 808
A. Produit des immobilisations financières	170	676	249
B. Produit des actifs circulants	663	1 022	557
C. Autres produits financiers	2 448	3 023	3 002
V - Charges financières	5 544	6 969	7 829
A. Charges de dettes	1 209	2 139	3 623
C. Autres charges financières	1 333	2 078	1 225
D. Amortissement sur écart de consolidation	3 002	2 752	2 981
VI - Bénéfice courant avant impôts des sociétés consolidées	8 935	19 373	18 061

COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

Compte de résultats

au 31 décembre 2003

(en milliers €)

	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
VII - Produits exceptionnels	2 755	3 446	6 154
A. Reprise d'amortissement sur immobilisations	26		
C. Reprise de provisions pour risques et charges		605	1 791
D. Plus-value sur réalisation d'actifs immobilisés	2 066	1 352	4 233
E. Autres produits exceptionnels	663	1 489	130
VIII - Charges exceptionnelles	14 967	4 736	2 206
A. Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations corporelles et incorporelles	8		59
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	122		
C. Provisions pour risques et charges exceptionnels	2 711	326	251
D. Moins-value sur réalisation d'actifs immobilisés	1 665	1 584	
E. Autres charges exceptionnelles	10 461	2 826	1 896
IX - Bénéfice de l'exercice, avant impôts des sociétés consolidées	(3 277)	18 083	22 009
X - Impôts sur le résultat	4 182	7 483	6 056
A. Impôts	6 097	7 737	6 705
B. Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales	(1 915)	(254)	(649)
XII - Part dans le résultat des sociétés en équivalence	(27)	(67)	76
XIV - Bénéfice consolidé	(7 486)	10 533	16 029
XV - Part des tiers dans le résultat	6	(61)	(164)
XVI - Résultat des filiales liquidées			
XVII - Part du Groupe dans le résultat	(7 480)	10 472	15 865

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

I. Principes de consolidation

1. Périmètre et méthode de consolidation

Sont consolidées par intégration globale les participations significatives dans lesquelles Econocom Group possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital ou le contrôle exclusif.

Les participations dans des entreprises associées sont portées au bilan sous la rubrique « Entreprises mises en équivalence » et inscrites au bilan consolidé pour le montant correspondant à la fraction des capitaux propres détenus, y compris le résultat de l'exercice de l'entreprise en cause, y compris le résultat de l'exercice, représentée par cette participation.

Les participations non significatives sous l'angle du patrimoine, de la situation financière ou du résultat consolidés sont maintenues en « Immobilisations financières » sous la rubrique « Autres entreprises – Participations ». La société civile immobilière Boston et la société Oriolis sont incluses dans cette rubrique, de même que la société Études et Services France SA qui n'a pas d'activités significatives.

2. Présentation des comptes consolidés

Le périmètre de consolidation est détaillé ci-après (cf. II. État des filiales).

3. Écarts de consolidation

Les comptes consolidés ont été établis conformément aux dispositions du livre II de l'A.R. du 30 janvier 2001. Les sociétés consolidées clôturent leur exercice au 31 décembre.

La différence constatée entre le prix d'acquisition d'une participation dans une société entrant dans la consolidation et la quote-part correspondante dans les fonds propres de cette société à la date de l'acquisition est comptabilisée en écarts de consolidation.

Au cas où le prix d'acquisition est supérieur à la quote-part dans les fonds propres, cette différence est comptabilisée à l'actif du bilan et donne lieu à un amortissement linéaire annuel *pro rata temporis* à partir de l'acquisition selon les modalités suivantes :

Products and Solutions	5 ans
Managed Services	10 ans
Financial Services	10 ans

Ces rythmes d'amortissements ont été retenus pour prendre en compte la stabilité du fonds de commerce et de la clientèle.

Les écarts de consolidation liés aux acquisitions faites en 1995 et 1996 (Econocom UK, Econocom SA (Suisse), Econocom USA, Econocom SAS et Econocom Location SA) ont été amortis sur 10 ans à compter du 1^{er} janvier de l'année d'acquisition.

Suite à une dérogation obtenue auprès de la Commission Bancaire et Financière le 6 septembre 2000, l'écart d'acquisition d'Infopoint (14 352 k€) a été intégralement amorti sur les fonds propres. La Commission Bancaire et Financière a octroyé cette dérogation suite à la demande d'Econocom Group motivée par la discrimination concurrentielle subie par rapport à certains acteurs de son marché, notamment néerlandais et français. Sur la base d'un amortissement théorique sur 10 ans, l'économie d'amortissement d'écart d'acquisition sur l'exercice s'élève à 1 435 k€. Le montant net de la différence de consolidation positive imputée, soit 9 568 k€, est inscrit sur une ligne spécifique des capitaux propres.

L'acquisition des activités de produits et services néerlandaises et belges de EDS s'était faite en 1999 sous la forme d'un « asset deal ». L'excédent du prix payé sur la valeur des actifs acquis est enregistré en « Immobilisations incorporelles » et est amorti sur 5 et 10 ans respectivement.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

II. État des filiales

A.1 Entreprises consolidées par intégration globale

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2003	2002	
Econocom SAS	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom Group SA
Econocom Location SA	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom Lease SA/NV
Atlance France SA	Clichy		99,99 %	99,99 %	Econocom Location SA
G.I.E. Econocom	Clichy		41,67 %	41,67 %	Econocom Group SA
			58,33 %	58,33 %	Econocom SAS
Econocom.com SA	Clichy		99,92 %	99,92 %	Econocom Group SA
Econocom Telecom SAS	Clichy		97,5 %	90 %	Econocom France SAS
Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV ⁽¹⁾	Bruxelles	BE 426 851 567	99,99 %	99,99 %	Econocom Group SA
Econocom Services SA/NV	Bruxelles	BE 432 093 428	100 %	100 %	Econocom Group SA
Atlance SA/NV	Bruxelles	BE 476 489 635	99,99 %	99,99 %	Econocom Lease SA/NV
			0,01 %	0,01 %	Econocom Services SA/NV
SX Consultants SA/NV	Zaventem	BE 459 161 772	100 %	100 %	Econocom Services SA/NV
CSI NV	Zaventem	BE 455 964 139	99,99 %	99,99 %	Econocom Services SA/NV
Premier Link International Benelux SA ⁽¹⁾	Bruxelles	BE 441 870 038		100 %	Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV
Premier Link International Luxembourg SA	Luxembourg		100 %	100 %	Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV
Econocom Luxembourg SA	Luxembourg		100 %	100 %	Econocom Services SA
Econocom Lease SA/NV	Bruxelles	BE 431 321 782	100 %	100 %	Econocom Group SA
Econocom Nederland BV	Houten		99,94 %	99,94 %	Econocom Group SA
Atlance BV	Houten		100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom Nordlease GmbH	Hambourg		65 %		Econocom Group SA
Econocom Expert International Holding BV	Houten		50,1 %	50,1 %	Econocom Group SA
Econocom Product Services BV	Houten		100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom Services BV	Houten		100 %	100 %	Econocom Nederland BV
Econocom UK Ltd.	Richmond		100 %	100 %	Econocom Group SA
Econocom SA (Suisse)	Nyon		99,97 %	99,97 %	Econocom Group SA
Econocom SA (Espagne)	Madrid		99,98 %	99,98 %	Econocom Group SA
Econocom Locazione Italia SPA	Milan		93,57 %	90 %	Econocom Group SA
Aperleasing	Milan		93,57 %	90 %	Econocom Locazione Italia SPA
Econocom USA Inc	Memphis		100 %	100 %	Econocom Group SA
Tasq Société nouvelle SAS ⁽²⁾	Clichy			100 %	Econocom SAS
Econocom Promodata France SA					
(anciennement Comdisco France SA)	Clichy		95 %	100 %	Econocom Nederland BV
Promodata SNC	Clichy		95 %	100 %	Econocom Promodata France SA
Econocom Products and Solutions SAS					
(anciennement Econocom Infopoint SA)	Les Ulis		99,99 %	99,99 %	Econocom France SAS
Econocom Managed Services SA - (anciennement Econocom Services SA [France]) ⁽²⁾	Les Ulis		99,99 %	99,99 %	Econocom Products and Solutions SAS
Synopse SAS	Orsay		100 %		Econocom Managed Services SA (France)
SCI Alexandre	Les Ulis		99,99 %	99,99 %	Econocom Products and Solutions SAS
SCI Cap Horn	Les Ulis		100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS
Econocom France SAS	Clichy		100 %	100 %	Econocom Group SA
Infoconseil SARL	Les Ulis		100 %	100 %	Econocom Products and Solutions SAS

(1) Le 30 décembre 2003, Econocom Distribution SA/N.V. a procédé à la fusion par absorption de la société Premier Link International Benelux SA (effet rétroactif au 1^{er} septembre 2003). Suite à cette opération, la société a changé sa dénomination sociale en Econocom Products and Solutions BELUX SA/N.V.

(2) Le 3 juillet 2003, Econocom Tasq S.A.S. et Econocom Services SA (France) ont fusionné avec effet rétroactif au 2 décembre 2002. Suite à cette opération, la société a changé sa dénomination sociale en Econocom Managed Services SA.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

A.2 Entreprise mise en équivalence

Nom	Siège	N° de TVA	Fraction du capital		Détenue par
			2003	2002	
Ace Computer I, LLC	Marietta, GA		33,33 %	33,33 %	Econocom USA, Inc.

B. Filiales exclusives et communes non intégrées dans les comptes (en vertu de l'article 107 de l'A.R. du 30/01/01)

B.1 Sociétés non consolidées

La société Études & Services France SA ne représente qu'un intérêt

négligeable par rapport à l'objectif d'image fidèle de l'ensemble consolidé et a été laissée en dehors de la consolidation.

V. Critère de consolidation et modifications du périmètre de consolidation

B. Modifications du périmètre de consolidation

Prise de participation dans Synopse SAS

Le 26 avril 2003, Econocom Managed Services SA (France) a souscrit à une augmentation de capital de la société Synopse SAS, lui permettant d'acquérir 3 013 parts sociales émises au prix de 400 k€ représentant 50,11 % du capital social de celle-ci. À l'issue de cette opération, Econocom Managed Services SA (France) a racheté le solde des actions en circulation, soit 3 000 parts sociales lui permettant ainsi de détenir 100 % du capital social de cette société. Le coût d'acquisition de ces 3 000 parts sociales s'est élevé à 400 k€. Ce prix sera, le cas échéant, complété d'une part variable en fonction de la moyenne

des résultats après impôts de la société pour les exercices comptables 2004, 2005 et 2006 et de 30 % du PER moyen réalisé par le groupe Econocom et un panier de valeurs prédéterminées. Par ailleurs, les cédants se sont engagés à rembourser à concurrence de 300 k€ le prix d'acquisition initial si l'un des contrats de management venait à être résilié avant le 31 décembre 2005.

La société Synopse SAS est spécialisée dans le consulting et l'intégration informatique et est un des pionniers en France de la mise en œuvre d'"IT Infrastructure Library" (ITIL). Cette société est entrée dans le périmètre de consolidation d'Econocom Group au 1^{er} avril 2003. Le goodwill constaté dans les comptes consolidés s'élève à 459 k€ et est amorti sur une durée de 10 ans.

Prise de participation dans la société Econocom Nordlease GmbH

Le 29 octobre 2003, la joint-venture allemande Econocom Nordlease GmbH a été constitué. Econocom Group SA participe à hauteur de 65 % à cette société représentant un investissement de 650 k€, dont 309 k€ restent à libérer.

Prise de participation complémentaire dans Econocom Locazione Italia SPA

En juillet 2003, Econocom Group SA a souscrit à l'augmentation du capital d'Econocom Locazione Italia SPA pour un montant de 250 k€, lui permettant d'accroître son pourcentage de détention de 3,57 % à 93,57 %. Cette augmentation de capital a été réalisée par compensation de créances.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

Par ailleurs, Econocom Locazione Italia SPA a bénéficié d'abandons de créances accordés par Econocom Group SA pour un montant de 450 k€.

Prise de participation complémentaire dans Econocom Telecom SAS

En juillet 2003, Econocom Group SA a acquis 1 125 parts

complémentaires augmentant son pourcentage de détention de 7,5 % en le portant à 97,5 %.

VI. Règles d'évaluation

A. Règles d'évaluation

Les comptes consolidés sont dans l'ensemble établis conformément aux règles d'évaluation de l'entreprise consolidante, Econocom Group SA/NV, qui applique les dispositions légales en vigueur en Belgique, et les règles particulières décrites ci-dessous. En cas de discordance significative entre les règles d'évaluation des filiales et celles du Groupe, des retraitements sont actés en consolidation.

B. Impôts

La charge d'impôts des comptes consolidés correspond à la sommation des charges fiscales de toutes les sociétés intégrées. Les provisions constituées par les sociétés consolidées en application des dispositions fiscales existant dans leurs pays d'origine sont annulées dans les comptes consolidés. Les latences fiscales passives sont calculées sur base du dernier taux d'imposition connu. Pour la clôture 2003, le Groupe a choisi de ne pas constater d'actif d'impôts différés dans les comptes en considération des reports fiscaux déficitaires disponibles dans certaines filiales.

C. Conversions des états financiers des filiales hors zone euro

Les bilans des sociétés sont convertis en euros aux taux en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les comptes de résultats sont convertis aux taux moyens annuels. Les différences de conversion résultant de l'application de ces différents taux sont inscrites dans les capitaux propres sous la rubrique « Écarts de conversion ».

	31/12/03		31/12/02		31/12/01	
	Taux moyen	Taux clôture	Taux moyen	Taux clôture	Taux moyen	Taux clôture
USD	0,883517	0,791766	1,06109	0,95356	1,11871	1,13469
GBP	1,450110	1,418842	1,59085	1,53728	1,61406	1,64339
CHF	0,659127	0,641890	0,68154	0,68852	0,66249	0,67435

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

D. Méthode générale de comptabilisation des contrats de location

D.1 Les cessions de contrats de location

Les matériels et les contrats y afférents sont cédés à un organisme de refinancement pour un prix global intégrant, outre la valeur actuelle des loyers à percevoir, la valeur résiduelle (ou valeur non amortie) des matériels. Cette valeur non amortie est le prix auquel le Groupe s'engage à racheter le matériel à l'expiration du contrat de location. Les loyers dus par les clients sont versés directement aux établissements de financement, et ce, sans recours, le Groupe se trouvant ainsi dégagé du risque d'insolvabilité de ses clients.

Sur le plan juridique, Econocom Group perd la propriété des équipements à dater de la cession, et la recouvre au terme du contrat lorsqu'elle honore son engagement de rachat. Leur coût est enregistré sous : « Rubrique coût des ventes (achats) et le prix de cession dans le chiffre d'affaires », la différence étant la marge brute sur la transaction, réalisée au moment de la cession du contrat. Les méthodes de comptabilisation de l'intérêt résiduel de la société dans les actifs loués après cession des contrats de location et de ses engagements de rachat sont décrites sous D.6.

D.2 Les contrats « PC Lease »

Les contrats « PC Lease » sont des contrats par lesquels le locataire paie un loyer fixe durant la période contractuelle pour des équipements, logiciels et services livrés progressivement tout au long de la période. La société refinance aussi ces contrats. Leur prix de cession se comptabilise en chiffre d'affaires ; leur prix d'achat se comptabilise en coût des ventes. Comme expliqué ci-contre, les contrats de refinancement incluent des engagements de rachat. Les principes applicables aux cessions de contrats visés au point 1) ci-contre valent également pour les « PC Lease », sous réserve de ce qui concerne les provisions pour valeurs résiduelles (se référer au point D.6).

D.3 La comptabilisation des produits

Les produits sont enregistrés comme suit :

a) Contrats non refinancés : le revenu locatif des contrats est enregistré tout au long de la période locative. À l'exception des contrats conclus par la société Promodata SNC, les contrats non refinancés concernent essentiellement des prolongations de contrats et restent peu significatifs. Les contrats non refinancés conclus par la société Promodata SNC étant plus significatifs, une analyse est réalisée afin de déterminer la classification correcte du contrat de leasing (opérationnel/financier)

et le traitement comptable de ces contrats est adapté dans les comptes consolidés afin de tenir de la réglementation comptable belge en vigueur ;

b) Contrats refinancés : le revenu des cessions de matériel et créances de location est enregistré en chiffre d'affaires à la date de cession.

La marge réalisée sur ces contrats est enregistrée en profit au moment de leur cession à l'organisme de refinancement, correspondant à la date du transfert de propriété.

Les « PC Lease » sont comptabilisés comme ventes au fur et à mesure des livraisons effectives, étalées sur la période contractuelle. Les marges résultant de la cession de ces contrats apparaissent au compte de résultats dans la mesure et à la date où elles sont effectivement réalisées.

D.4 La comptabilisation des charges

Pour les contrats refinancés, le prix d'achat est pris en charge lors de la constatation des produits à la date du refinancement. Pour les contrats non refinancés, l'amortissement est constaté au mois le mois. Dans le cas où un contrat est refinancé avec recours (cas exceptionnel), les charges et les produits totaux sont comptabilisés conformément aux principes énumérés ci-dessus. Les éventuels risques nés de ce recours sont provisionnés dès qu'ils sont avérés.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

D.5 Financement des contrats de location d'Econocom U.S.A. Inc.

Le financement des contrats de location de la filiale américaine s'effectue sans transfert des créances de loyer et des matériels loués. Ces créances et matériels garantissent un emprunt contracté auprès d'un organisme prêteur. Les locataires se libèrent de leurs obligations dans les mains de l'organisme prêteur, qui décharge explicitement Econocom U.S.A. Inc. de toute obligation relative au paiement de la dette.

En substance, la seule différence fondamentale de ce mode de financement par rapport à la pratique des filiales européennes consiste en l'absence de contrôle de l'organisme prêteur sur les actifs financés sur lesquels il ne dispose que d'un nantissement. Les règles comptables internationales requièrent en l'espèce que les transactions soient enregistrées comme des contrats de location-financement financés par un emprunt auquel sont adossés les créances de loyers et les matériels objet du contrat.

Le Groupe applique toutefois aux contrats de location américains et à leur refinancement les règles comptables décrites sous D.1 à D.4 ci-contre ainsi que sous D.6. Les créances au titre de la location et les dettes financières sont décomptabilisées, et un chiffre d'affaires est constaté à la date de refinancement du contrat, qui

correspond au montant total des créances de loyers. L'intérêt résiduel dans les actifs loués est comptabilisé à sa valeur de marché prévisionnelle à la date d'échéance des contrats de location. Le Groupe justifie ce traitement par les éléments suivants :

- la substance économique des transactions correspond à celle des opérations européennes du Groupe, et la filiale américaine se dégage de tout risque financier sur le preneur, même si la forme juridique diffère ; le Groupe est dès lors d'avis que les principes comptables retenus traduisent le plus fidèlement l'économie des contrats que conclut la filiale américaine et les bases financières de l'activité qu'elle exerce ;
- dans la mesure où le traitement comptable se justifie par la substance des opérations, la prise en compte de l'intérêt résiduel dans les actifs loués fait partie intégrante de l'économie du contrat, et la société le reconnaît à l'actif dans la mesure où elle est raisonnablement certaine qu'elle obtiendra le montant en cause à l'échéance du contrat.

Les effets estimés des retraitements à apporter au portefeuille de contrats en cours au 31 décembre 2003 sont toutefois jugés non significatifs en référence à l'ensemble consolidé.

D.6 Les valeurs résiduelles

Comme indiqué précédemment, la société rachète à certains organismes financiers

les équipements loués lorsque les contrats viennent à échéance. Ces valeurs de rachat, ou valeurs non amorties, constituent les « valeurs résiduelles ». Des provisions pour risques et charges inscrites au passif du bilan ont été constituées pour faire face aux différences entre ces valeurs résiduelles et les valeurs de marché prévisionnelles aux dates d'échéance, calculées depuis le 1^{er} janvier 1993 selon une méthode dégressive accélérée, basée sur un amortissement du prix d'achat individuel d'origine de chaque équipement.

De manière plus détaillée, cette règle est la suivante :

a) Dans le cadre des cessions et des « PC Lease » : la valeur résiduelle financière (engagement de rachat aux refinanceurs en fin de contrat) est comparée à sa valeur future estimée, elle-même calculée sur base d'un amortissement dégressif accéléré.

Pour les contrats « PC Lease », la provision est évaluée à la date de clôture, uniquement pour les équipements effectivement livrés. Une provision est enregistrée quand les valeurs résiduelles financières totales excèdent les valeurs futures estimées. À partir de 1995, conformément aux principes comptables généralement admis en matière de location, la différence positive entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière est comptabilisée en produits.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

b] Dans les cadre des locations non refinancées : la valeur nette comptable est comparée à sa valeur estimée calculée sur base d'un amortissement dégressif en appliquant les mêmes pourcentages. Pour ces contrats non refinancés, la comparaison se fait entre les valeurs à la date de clôture.

Les montants résultant de la comparaison visée aux points a] et b] ci-dessus sont provisionnés en tenant compte de l'impact des commissions payables au terme du contrat aux commerciaux sur les différences entre valeurs résiduelles commerciales et valeurs futures estimées.

c] Par pays, les différences positives et négatives entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière sont respectivement portées en autres immobilisations corporelles et en provisions pour risques et charges.

Les mouvements de l'année, tant positifs que négatifs, sont pris en résultats.

d] Chaque année, la société s'assure de la validité de la méthode d'amortissement dégressif en comparant les valeurs résiduelles estimées des équipements des contrats venus à échéance avec leur valeur réelle de recommercialisation.

E. Frais d'établissement, immobilisations incorporelles et corporelles

Les frais d'établissement sont portés à l'actif et pris en charge par voie d'amortissements annuels linéaires de 20 % à dater de leur facturation.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur valeur d'acquisition et sont amorties linéairement sur leur durée de vie économique présumée, *prorata temporis* lors de l'année d'acquisition :

• goodwill	5 à 10 ans
• constructions	20 à 25 ans
• autres immobilisations corporelles	2 à 5 ans
• matériel détenu en location-financement	5 ans
• mobilier et installations	10 ans
• matériel de bureau	5 ans
• immeuble détenu en location-financement jusqu'au 30/06/92 en pleine propriété depuis lors	33 ans
	à partir du 1/1/1984

F. Immobilisations financières G. Stocks

Les immobilisations financières sont portées à l'actif à leur valeur d'acquisition et font l'objet de réductions de valeur en cas de moins-value ou de dépréciation durables justifiées par la situation, la rentabilité ou les perspectives de la société dans laquelle la participation est détenue. Des plus-values de réévaluation sont constatées sur les participations lorsque la valeur de celles-ci, déterminée en fonction de leur utilité pour l'entreprise, représente un excédent certain et durable par rapport à leur valeur comptable.

Les stocks sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré pour le matériel non individualisé et au coût d'achat pour le matériel individualisé. Des réductions de valeur sont pratiquées afin de tenir compte de la dépréciation rapide du matériel informatique.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

H. Créances

Les créances sont portées au bilan à leur valeur nominale et font l'objet de réductions de valeur si leur remboursement à l'échéance est en tout ou en partie incertain ou compromis. Une méthode de provisionnement statistique est en outre appliquée dans les activités Products and Solutions et Managed Services.

I. Dettes

Elles sont portées au bilan à leur valeur nominale.

J. Devises

Les opérations en monnaies étrangères sont converties au taux en vigueur à la date desdites transactions. Les avoirs, dettes et engagements libellés en devises étrangères sont convertis dans les états financiers des sociétés consolidées au taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de change réalisées et les écarts de conversion calculés en application de cette règle sont enregistrés en compte de résultats au cours de la période.

K. Provisions pour risques et charges

Une provision est constituée pour couvrir les risques de pertes ou de charges découlant pour l'entreprise :

1. De restructurations éventuelles
2. De litiges juridiques
3. Pour l'activité de location, de la comparaison :
 - entre l'engagement de rachat de matériels et leur valeur de marché estimée au terme des contrats de location, dans le cadre des cessions de contrats ;
 - entre la valeur nette comptable et la valeur de marché estimée des équipements au terme des contrats, dans le cadre des locations non refinancées ;
 - entre la valeur nette comptable actuelle et la plus petite des 2 valeurs :
 - la valeur nette comptable dégressive actuelle ;
 - la valeur du marché ;
 - dans le cadre des équipements objets de contrats de location retournés et en attente de réalisation.

L. Produits

Les produits des activités de location de la société comprennent :

- le revenu de la location de matériel appartenant à la société ;
- la cession de matériel et contrats de location, c'est-à-dire :
 - les locations-financements ;
 - les cessions pures et simples et les « PC Lease » ;
 - la vente de matériel neuf ou d'occasion.

M. Commissions

La société paie des commissions à ses agents commerciaux sur la base de la marge dégagée sur chaque contrat. En cas de contrat de location faisant l'objet d'un refinancement par cession pure et simple et par location-financement, la commission est totalement prise en charge à la date de celui-ci. Dans l'hypothèse de locations non refinancées et des « PC Lease », la commission est comptabilisée au même rythme que les produits. La comptabilisation des charges de commissions tient compte de l'impact des commissions différées, calculées sur la différence entre les valeurs résiduelles commerciales et les valeurs futures estimées.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

VII. État des frais d'établissement (rubrique 20 de l'actif)

(en milliers €)

Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	807
Mutations de l'exercice :	
• Nouveaux frais engagés	
• Amortissements	– 368
• Acquis de tiers	
• Autres	
Valeur nette comptable au terme de l'exercice dont :	439
• Frais de constitution de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement et d'acquisition	424

VIII. État des immobilisations incorporelles (rubrique 21 de l'actif)

(en milliers €)

	Frais de recherche et de développement	Concessions, brevets, licences, etc.	Goodwill
a) Valeur d'acquisition			
Au terme de l'exercice précédent	14	4 978	4 476
Mutations de l'exercice :			
• Entrées/sorties en périmètre		5	
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		849	
• Cessions et désaffectations		– 172	– 188
• Transférées d'une rubrique à une autre			
• Différences de conversion			
Au terme de l'exercice	14	5 660	4 288
c) Amortissements et réduction de valeur			
Au terme de l'exercice précédent	14	4 418	3 588
Mutations de l'exercice :			
• Entrées/sorties en périmètre		5	
• Acquis de tiers			
• Actés		570	516
• Annulés		– 153	– 188
• Transférées d'une rubrique à une autre		10	– 10
Au terme de l'exercice	14	4 850	3 906
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	0	810	382

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

IX. État des immobilisations corporelles

(rubriques 22 à 27 de l'actif)

	Terrains et constructions (rubr. 22)	Installations machines et outillage (rubr. 23)	Mobilier et matériel roulant (rubr. 24)	Location- financement et droits similaires (rubr. 25)	Autres immob. corpor. et en cours (rubr. 26 et 27)
(en milliers €)					
a) Valeur d'acquisition					
Au terme de l'exercice précédent	7 500	4 096	10 041	252	354 645
Mutations de l'exercice :					
• Entrées/sorties en périmètre		83	28		
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	470	1 303	1 178		411 860
• Cessions et désaffectations		- 774	- 1 224	- 73	- 574 485
• Transférées d'une rubrique à une autre		173	281	- 3	- 451
• Différences de conversion		- 10	- 98		- 452
Au terme de l'exercice	7 970	4 871	10 206	176	191 117
c) Amortissements et réduction de valeur					
Au terme de l'exercice précédent	1 630	2 952	6 271	223	260 637
Mutations de l'exercice :					
• Entrées/sorties en périmètre		59	22		
• Actés	257	613	1 387	4	15 399
• Acquis de tiers					
• Annulés		- 644	- 917	- 49	- 130 411
• Transférées d'une rubrique à une autre		10	281	- 3	- 288
• Différences de conversion		- 9	- 62		11
Au terme de l'exercice	1 887	2 981	6 982	175	145 348
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)					
	6 083	1 890	3 224	1	45 769

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

X. État des immobilisations financières (rubrique 28 de l'actif)

(en milliers €)

Autres entreprises (rubr. V.C.1)

1. Participations, actions et parts

a) Valeur d'acquisition

Au terme de l'exercice précédent	97
Mutations de l'exercice :	
• Entrées/sorties en périmètre	
• Acquisitions	584
• Cessions	
• Écart de conversion	
Au terme de l'exercice	681
Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	681

(en milliers €)

Autres entreprises (rubr. V.B , V.C.2)

2. Créances

Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	17 121
Mutations de l'exercice :	
• Additions	6 773
• Entrée en périmètre	517
• Remboursements	- 8 958
• Écart de conversion	- 846
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	14 607

XI. État des réserves et du résultat reporté

(en milliers €)

Réserves

Au terme de l'exercice précédent	31 214
• Part du Groupe dans le résultat	- 7 480
• Rémunération du capital	- 3 150
• Quote-part d'amortissement de différences de consolidation positives imputées	- 1 435
• Autres variations	- 87
Au terme de l'exercice	19 062

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XII. État des écarts de consolidation et des écarts de mise en équivalence

(en milliers €)	Écarts de consolidation Positifs	Écarts de consolidation Négatifs	Écarts de mise en équivalence
Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	9 673	- 1 701	678
• Acquisitions	459	157	
• Amortissements	- 2 928		- 74
• Écarts de conversion	- 21		- 107
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	7 183	- 1 544	497

XIII. État des dettes

(en milliers €)

A. Ventilation des dettes à l'origine à plus d'un an, en fonction de leur durée résiduelle	Dettes (ou parties de dettes) avec une durée résiduelle de :		
	Un an au plus (rubr. 42)	Plus d'un an mais 5 ans au plus (rubr. 17)	5 ans et plus (rubr. 17)
Dettes financières			
4. Établissements de crédit	3 208	2 041	302
5. Autres emprunts	12 935	174	
6. Affacturage	2 509		
Total	18 652	2 215	302

B. Dettes garanties

(comprises dans les rubriques 17 et 42/48 du passif)

Dettes (ou parties de dettes) garanties
par des sûretés réelles constituées
sur les actifs des entreprises
comprises dans la consolidation

Dettes financières	
1. Établissements de crédit	2 598
3. Dettes d'escompte de factures	

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XIV. État relatif au résultat

A. Chiffre d'affaires net

(en milliers €)

	Exercice	Exercice précédent
A.1. Ventilation par catégorie d'activité ainsi que par marché géographique à communiquer en annexe au schéma normalisé dans la mesure où, du point de vue de l'organisation de la vente des produits et de la prestation des services relevant des activités ordinaires de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ces catégories et marchés diffèrent entre eux de façon considérables pour l'exercice et l'exercice précédent.		
1. Répartition du chiffre d'affaires par activité		
• Financial Services	647,1	545,0
• Products and Solutions	241,7	299,5
• Managed Services	149,5	127,0
	1 038,3	971,5
2. Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique		
• France	514,1	462,8
• Benelux	439,4	406,4
• Espagne	37,7	20,0
• Suisse	21,8	20,6
• États-Unis	12,0	39,2
• UK	9,6	17,9
• Italie	3,7	4,6
	1 038,3	971,5
A.2. Chiffre d'affaires agrégé du Groupe en Belgique (rubrique 70 du compte de résultats) (addition des ventes réalisées en Belgique par les entreprises du Groupe)	207,3	209,0

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

B. Entreprises consolidées par intégration globale

	Exercice	Exercice précédent
B.1. Effectif moyen du personnel		
• Employés	2 314	2 450
• Personnel de direction	41	43
B.2. Frais de personnel	115 827	97 960
a. Rémunérations et avantages sociaux directs, cotisations patronales d'assurances sociales, primes patronales pour assurances extra-légales, et autres frais de personnel		
B.3. Effectif moyen du personnel en Belgique occupé par les entreprises du Groupe		
• Employés	580	628
• Personnel de direction	6	5
C. Résultats exceptionnels		
C.1. Autres produits exceptionnels		
• Cession d'activité		400
• Rachat de créances		811
• Autres	663	278
	663	1 489
C.2. Autres charges exceptionnelles		
• Charges de restructuration	10 461	2 004
• Litiges		557
• Autres		265
	10 461	2 826
D. Impôts sur le résultat		
1. Impôts sur le résultat de l'exercice	6 097	7 737
a. Impôts et précomptes dus ou versés	6 097	7 737
b. Excédent de versements d'impôts		
2. Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs	- 1 915	- 254
b. Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés	- 1 915	- 254

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XV. Droits et engagements hors bilan

(en milliers €)

A.2. Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par les entreprises comprises dans la consolidation sur leurs actifs propres	Exercice pour sûreté de dettes et engagements des entreprises comprises dans la consolidation
• Hypothèques Valeur comptable des immeubles grevés	5 633
Montant de l'inscription	4 775
• Gages sur d'autres actifs Valeur comptable des actifs gagés (comptes clients donnés en garantie des utilisations de factoring)	25 990
Engagements importants d'acquisition d'immobilisations	
• Principalement d'importants contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2004 et les années suivantes.	34 224
• Dans le cadre de l'acquisition de 33 % du capital de la société américaine Ace Computer I LLC, en juillet 2001, Econocom USA, Inc possédait une option lui permettant d'acheter une participation complémentaire de 33,3 % de cette société, dans les deux ans de la prise de participation initiale. Par ailleurs, si cette option était exercée, Econocom USA, Inc aurait alors été tenue d'acquérir le solde des parts sociales de Ace Computer Center I LLC dans les douze mois. Le 31 mars 2003, un avenant à cette convention a été signé avec les actionnaires majoritaires de la société Ace Computer Center I LLC, allongeant la période d'exercice de l'option d'acquisition des parts complémentaires de la société de deux ans. Le prix d'achat de chacune de ces deux tranches du capital reste équivalent, à savoir trois fois et demie la moyenne du résultat avant impôts des trois derniers exercices clôturés à la date d'exercice de l'option pondérée par le pourcentage du capital ainsi acquis; à la nuance près que sur demande du vendeur ou de l'acheteur, une année peut être exclue de la base de calcul. Enfin, la convention initiale prévoyait qu'Econocom USA, Inc. pouvait obliger le vendeur à racheter l'ensemble des parts initialement acquises pour un prix égal à 50 % du montant de la transaction de vente sur simple demande d'Econocom USA, Inc et ce, jusqu'au 31 juillet 2003. L'avenant signé le 31 mars 2003 prolonge la durée d'exercice de cette option de deux ans.	

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

- Econocom Group SA a octroyé à deux dirigeants de Econocom Services BV une option "put" sur les vingt actions qu'ils détenaient dans Econocom Lease BV, lesquelles leur donnaient droit à 20 % du résultat d'Econocom Services BV. Un accord est intervenu fin 2003, qui s'est traduit par un rachat des actions concernées début 2004 pour un prix de 760 k€. Les conséquences de cette opération ont été intégrées dans les comptes clos au 31 décembre 2003. Début 2004, les deux dirigeants ont acquis chacun 2,5 % de la société Econocom Services BV pour un prix de 51 k€ et un nouvel accord d'intéressement a été signé.
- Depuis octobre 2002, Econocom Group a investi 0,86 M€ dans le Fonds Commun de Placement à Risques « MBO Capital FCPR » et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 k€ dans ce fonds. Il s'agit d'un placement à horizon de 10 ans, dont le rendement attendu est supérieur au taux de placement sans risque, mais sans garantie ; en contrepartie, il n'y a pas de liquidité. Les fonds peuvent être appelés jusqu'en mars 2008.
- Le 30 mai 2003, Econocom Group a accordé au dirigeant de la filiale américaine une option d'achat de 375 000 actions de Econocom USA, Inc. représentant 15 % du capital de la filiale. Cette option est exerçable entre le 1^{er} juin 2006 et le 30 mai 2009 pour un montant égal à la quote-part des fonds propres de la filiale au 31 décembre de l'année précédant l'exercice de l'option. Par ailleurs, cette convention prévoit la possibilité pour le Groupe de racheter l'intégralité des actions ainsi acquises par ce dirigeant au prix de 1,05 fois la moyenne des trois derniers résultats nets de la filiale. Cette option « call » est valable jusqu'au 30 juin 2009. En outre, en application d'une option « put », ce dirigeant peut obliger le Groupe à racheter les actions ainsi acquises aux mêmes conditions que celles exposées ci-dessus.
- Les anciens dirigeants de SX Consultants ont renoncé en juin 2003 aux compléments de prix variables liés aux résultats de la société prévus dans le contrat d'acquisition signé le 4 février 2002. En contrepartie, ils ont conclu un contrat de prestations de services.

Engagements importants de cessions d'immobilisations

- Principalement d'importants contrats de location signés au cours des exercices précédents et dont les commandes font l'objet de livraisons sur 2004 et les années suivantes 34 224

C. Litiges importants et autres engagements importants

- Litiges : divers litiges avérés ou risques de litiges pour lesquels les provisions constituées sont suffisantes
- Options d'achat fin de contrats Non significatif
- Assurances de groupe constituées auprès de compagnies d'assurances agréées, et alimentées par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement aux dites compagnies
- Engagement de paiement de loyers (leasing opérationnel du siège d'exploitation belge) 3711
- Engagement de garantie de passif octroyé par Econocom Products and Solutions aux acquéreurs de la société Inexis depuis le 30 avril 2001 534

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XVI. État des relations avec les entreprises liées non comprises dans la consolidation

(en milliers €)	Exercice	Entreprises liées Exercice précédent
1. Le montant des participations	—	—
2. Le montant des créances		
• à plus d'un an	—	—
• à un an au plus	3 000	—
4. Le montant des dettes		14 700
• à un an au plus	12 445	—
7. Les résultats financiers		—
a. Produits		—
• produits des actifs circulants	68	26
b. Charges		—
• charges des dettes	—	—

XVII. Relations financières avec les administrateurs et gérants

(en milliers €)

A. Rémunérations directes et indirectes et pensions à charge de l'exercice, allouées aux administrateurs et gérants ⁽¹⁾	1 188
• Nombre d'options Econocom Group exercées en 2003	—
• Nombre d'options Econocom Group accordées en 2003	0

(1) De l'entreprise consolidante, en raison de leurs fonctions dans les entreprises comprises dans la consolidation.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XVIII. Évolution des principaux postes du bilan et du compte de résultats consolidés

A. Bilan consolidé - Actif

I. Frais d'établissement

La variation correspond principalement à l'amortissement (sur cinq ans) des frais d'établissement de la période.

II. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se décomposent pour l'essentiel en :

- logiciels
- goodwill (fonds de commerce).

La variation de ce poste correspond à :

- des acquisitions de logiciels (0,85 M€),
- aux amortissements actés de la période (1,09 M€).

III. Écarts de consolidation

La variation de ce poste inclut :

- le goodwill constaté lors de l'acquisition de la société Synopse SAS, (0,46 M€),
- l'amortissement acté en 2003 (3 M€).

IV. Immobilisations corporelles

La particularité de cette rubrique se situe sur le poste « autres immobilisations corporelles ».

Ce poste inclut principalement des équipements détenus pour être donnés en location évolutive. Il s'agit essentiellement de contrats en cours de refinancement à la date de la clôture de l'exercice, d'équipements repris par Econocom en fin de contrats, des différences positives entre la valeur future estimée et la valeur résiduelle financière (cf. : Règles d'évaluation – les valeurs résiduelles) et de quelques contrats autoportés par la filiale Promodata SNC.

V.A.1. Participations

V.A.2. Créances

Ce poste inclut la participation à 33,33 % dans la société américaine ACE Computer Center I LLC. et une créance liée à cette société.

V.C.1. Actions & Parts

Ce poste correspond à la participation dans MBO Capital FCPR diminuée de la moins-value latente constatée au 31 décembre 2003.

V.C.2. Créances et cautionnements en numéraire

Cette rubrique inclut des dépôts en numéraire constituant des garanties dans le cadre des obligations de rachat de valeurs résiduelles en fin de contrats, et de contrats d'affacturage. Elle comprend également les dépôts versés liés aux locations immobilières.

VI.B. Autres créances à plus d'un an

Cette rubrique inclut principalement des créances liées à la participation à l'effort de construction (État français). Ce sont des prêts accordés à des organismes collecteurs.

VIII.B. Autres créances à un an au plus

Cette rubrique inclut principalement :

- des créances fiscales (TVA, impôts sur les sociétés),
- des avances sur commissions aux agents,
- des créances liées aux marges arrières à recevoir des fournisseurs.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

B. Bilan consolidé – Passif

I. Capitaux propres

La variation négative des capitaux propres provient :

- du résultat (– 7,5 M€),
- des dividendes à distribuer (– 3,15 M€),
- de l'acquisition d'actions propres (– 2,2 M€),
- des écarts de conversion (– 1,4 M€).

IX. Provision pour risques et charges

Ce poste inclut pour l'essentiel :

- les provisions pour restructurations (EPS, EMS, Promodata),
- les provisions pour commissions différées,
- les provisions pour risques enregistrées sur contrats refinancés

L'augmentation du poste s'explique essentiellement par les restructurations en cours à la clôture.

X. Dettes à plus d'un an

La diminution de ce poste est liée au remboursement d'emprunts.

XI.B. Dettes financières

Ce poste se décompose en :

- dettes à plus d'un an échéant dans l'année,
- découverts bancaires,
- factoring.

XI.F Autres dettes

Ce poste comporte pour l'essentiel une dette de 12,4 M€ à l'égard de la société Econocom International NV. Cette dette sera remboursée en 2004 et 2005.

XII. Comptes de régularisation

Ce poste comprend essentiellement les produits à reporter liés aux activités de Managed Services et de Financial Services.

C. Compte de résultat consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé s'est élevé à 1 038,3 M€ contre 971,5 M€ en 2002, soit une croissance de 7 % (– 9 % à périmètre comparable).

L'activité Financial Services a vu son CA croître de 19 %.

Les signatures de nouveaux contrats ont été néanmoins inférieures aux prévisions.

L'activité Products and Solutions (– 22 %) a été pénalisée par la faible

demande et la baisse des prix des produits informatiques ainsi que par le recours croissant

des constructeurs à la vente directe.

L'activité Managed Services a eu une croissance de CA de 26 % malgré l'érosion du portefeuille d'une de ses filiales (TASQ).

Le résultat exceptionnel est dû à la restructuration des activités

françaises de Products and Solutions et de Managed Services.

Le résultat net, part du Groupe, est une perte de 7,5 M€ ; avant amortissement du goodwill, des fonds de commerce acquis d'EDS et éléments exceptionnels, le résultat est positif de 8,2 M€.

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

au 31 décembre 2003

(en milliers €)

	2003	2002	2001
Résultat net (part du Groupe)	- 7 480	10 472	15 865
Part des tiers dans le résultat	- 6	61	164
Variation des écarts de consolidation passif			
Amortissements et réductions de valeurs	28 009	21 143	9 268
Résultat des cessions d'immobilisations financières	- 402		- 3 527
Résultat des sociétés mises en équivalence	27	67	- 76
Variation de provisions	2 457	887	982
Marge brute d'autofinancement (a)	22 605	32 630	22 676
Variation des créances à plus d'un an	4	38 185	577
Variation des stocks	2 173	6 527	2 827
Variation des créances à un an au plus	22 169	1 214	5 695
Variation des comptes de régularisation d'actif	- 24	3 740	744
Variation des dettes commerciales	- 8 000	8 811	- 12 208
Variation des autres dettes à un an au plus (acomptes, dettes sociales, fiscales et salariales, autres dettes)	- 435	6 020	- 4 560
Variation des comptes de régularisation du passif	- 23 566	8 520	5 102
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	- 7 679	73 017	- 1 823
I. Marge nette d'autofinancement (a + b) = c	14 926	105 647	20 853
Opérations d'investissements			
Solde net des acquisitions et des cessions de frais d'établissement			- 13
Solde net des acquisitions et des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles à usage interne	- 3 351	- 2 600	- 1 942
Acquisition d'actions propres	- 2 400	- 648	- 2 816
Destruction d'actions propres		- 4 566	
Solde net des acquisitions et des cessions de fonds de commerce			
Solde net des acquisitions et des cessions d'autres immobilisations corporelles affectées à l'activité de la location évolutive	32 702	8 742	- 4 234
Variation des immobilisations financières	- 7 524	- 5 899	- 22
Variation des écarts de conversion	- 687	- 922	202
Cession de sociétés			3 474
Acquisition de sociétés et d'activités	- 399	23 215	- 2 307
II. Besoin de financement (d)	18 341	17 322	- 7 658
III. Cash-flow libre avant opérations de financement (solde net disponible) (c + d) = e	33 267	122 969	13 195
Opérations de financement			
Augmentation de capital et primes d'émission	19	116	300
Dettes financières à plus d'un an		- 1 567	- 7 371
Autres dettes à plus d'un an		1 043	81
Dettes financières à un an au plus	516	- 105 368	1 028
Dividendes de l'exercice	- 3036	- 3 150	- 3 260
IV. Opérations de financement (f)	- 2 501	- 108 926	- 9 222
V. Variation de la trésorerie (valeurs disponibles et placements de trésorerie) (e + f)	30 766	14 043	3 973

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

de l'exercice clôturé le 31 décembre **2003**

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003 PRÉSENTÉS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP S.A./N.V.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes consolidés établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2003, dont le total du bilan s'élève à EUR'000' 336.671 et dont le compte de résultats se solde par une perte consolidée de l'exercice, part du groupe, de EUR'000' 7.480. Nous avons également procédé à la vérification du rapport consolidé de gestion.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de l'ensemble consolidé en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Nous avons obtenu les explications et informations requises pour nos contrôles. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes consolidés. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation, des règles de consolidation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clôturés au 31 décembre 2003 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'ensemble consolidé en conformité aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique et les informations données dans l'annexe sont adéquates.

Attestation complémentaire

Nous complétons notre rapport par l'attestation complémentaire suivante qui n'est pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés :

Le rapport consolidé de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés.

Bruxelles, le 3 mars 2004

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers
Réviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.
Représentée par



Emmanuèle Attout

PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises société civile coopérative à responsabilité limitée
PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren burgerlijke coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid
Siège social / Maatschappelijke zetel : Woluwe Garden, Woluwedal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
Registre Société civile / Burgerlijke vennootschap 653 Bruxelles/Brussel
TVA/BTW BE 429.501.944

COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre **2003**

Bilan

Compte de résultats

Annexes aux comptes annuels

Tableau de financement non consolidé

Rapport du commissaire

COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

Bilan

au 31 décembre 2003

Actif

(en milliers €)

	2003	2002	2001
Actifs immobilisés	70 662	90 249	71 514
I. Frais d'établissement	424	779	1 134
II. Immobilisations incorporelles	538	62	72
III. Immobilisations corporelles	826	752	829
A. Terrains et constructions	587	612	636
B. Installations, machines et outillage	216	117	170
E. Autres immobilisations corporelles	23	23	23
IV. Immobilisations financières	68 874	88 656	69 479
A. Entreprises liées	68 157	88 536	69 466
1. Participations	41 313	40 937	24 052
2. Créances	26 844	47 599	45 414
C. Autres immobilisations financières	717	120	13
1. Actions et parts	681	97	
2. Créances et cautionnements en numéraire	36	23	13
Actifs circulants	25 396	15 526	23 653
VII. Créances à un an au plus	11 214	12 014	16 436
A. Créances commerciales	1 316	1 098	1 538
B. Autres créances	9 898	10 916	14 898
IX. Placements de trésorerie	8 314	2 806	6 177
A. Actions propres	4 140	294	1 677
B. Autres placements	4 174	2 512	4 500
X. Valeurs disponibles	5 787	629	969
XI. Comptes de régularisation	81	77	71
Total de l'actif	96 058	105 775	95 167

COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

Bilan

au 31 décembre 2003

Passif

(en milliers €)

	2003	2002	2001
Capitaux propres	86 916	82 443	79 654
I. Capital	16 038	16 038	16 017
A. Capital souscrit	16 038	16 038	16 017
II. Primes d'émission	54 072	54 072	53 976
III. Plus-value de réévaluation	2 520	2 520	2 520
IV. Réserves	6 177	2 315	3 455
A. Réserve légale	1 604	1 603	1 359
B. Réserves indisponibles	4 156	294	1 677
1. Pour actions propres	4 156	294	1 677
D. Réserves disponibles	417	418	418
V. Bénéfice reporté	8 109	7 498	3 686
Provisions et impôts différés	285	24	43
VII. A. Provisions pour risques et charges	285	24	43
4. Autres risques et charges	285	24	43
Dettes	8 857	23 308	15 470
IX. Dettes à un an au plus	8 857	23 291	15 410
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			
B. Dettes financières	2 606	16 648	9 440
1. Établissements de crédit	106		
2. Autres emprunts	2 500	16 648	9 440
C. Dettes commerciales	2 717	3 297	2 104
1. Fournisseurs	2 717	3 297	2 104
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	272	186	360
1. Impôts	96	55	268
2. Rémunérations et charges sociales	176	131	92
F. Autres dettes	3 262	3 160	3 506
XII. Comptes de régularisation	0	17	60
Total du passif	96 058	105 775	95 167

COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

Compte de résultats

au 31 décembre 2003

Charges

(en milliers €)

	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
II - Coût des ventes et des prestations	11 022	12 334	7 766
A. Approvisionnements et marchandises	171	166	432
1. Achats	171	166	432
B. Services et biens divers	8 231	10 380	5 919
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	1 791	1 329	1 006
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles	503	474	440
E. Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales (dotations +, reprises -)	9	(12)	
F. Provisions pour risques et charges (dotations +, utilisations et reprises -)	261	(19)	(44)
G. Autres charges d'exploitation	56	16	13
V - Charges financières	683	348	77
A. Charges des dettes	515	280	435
B. Réductions de valeur sur actifs circulants autres que ceux visés sub. II E (dotations +, reprises -)	20		(418)
C. Autres charges financières	148	68	60
VIII - Charges exceptionnelles	16 205	74	700
B. Réductions de valeur sur immobilisations financières	15 755	53	700
C. Provisions pour risques et charges exceptionnelles (dotations +, utilisations -)			
E. Autres charges exceptionnelles	450	21	
X.A. - Impôts	63	86	2
XI - Bénéfice de l'exercice	7 624	10 388	6 663
Total	35 597	23 230	15 208

COMPTES ANNUELS NON CONSOLIDÉS

Compte de résultats

au 31 décembre **2003**

Produits

(en milliers €)

	31/12/2003	31/12/2002	31/12/2001
I - Ventes de prestations	9 391	8 381	6 030
A. Chiffre d'affaires	5 231	6 617	5 512
C. Production immobilisée			
D. Autres produits d'exploitation	4 160	1 764	518
IV - Produits financiers	2 236	13 814	6 289
A. Produits des immobilisations financières	1 459	11 100	5 000
B. Produits des actifs circulants	551	2 575	1 279
C. Autres produits financiers	226	139	10
VII - Produits exceptionnels	23 970	811	2 885
B. Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières	53		
D. Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés	23 869		2 487
E. Autres produits exceptionnels	48	811	398
X - Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		224	4
Total	35 597	23 230	15 208
Affectations et prélèvements			
A. Bénéfice à affecter	15 122	14 074	8 596
1. Bénéfice de l'exercice à affecter	7 624	10 388	6 663
2. Bénéfice reporté de l'exercice précédent	7 498	3 686	1 933
C. Affectations aux capitaux propres	(3 863)	(3 426)	(1 650)
2. À la réserve légale	0	244	333
3. Aux autres réserves	3 863	3 182	1 317
D. Résultat à reporter	(8 109)	(7 498)	(3 686)
1. Bénéfice à reporter	(8 109)	(7 498)	(3 686)
F. Bénéfice à distribuer	(3 150)	(3 150)	(3 260)
1. Rémunération du capital	3 150	3 150	3 260

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

I. État des frais d'établissement

(en milliers €)

Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent	779
Mutations de l'exercice :	
• Nouveaux frais engagés	
• Amortissements	(355)
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	424
dont :	
• frais de constitution et d'augmentation de capital, frais d'émission d'emprunts et autres frais d'établissement	424

II. État des immobilisations incorporelles

(en milliers €)

	Concessions, brevets, licences, etc.	Fonds de commerce (goodwill)
a) Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	215	10
Mutations de l'exercice :		
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	536	
• Cessions et désaffectations	- 14	- 10
• Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	737	0
c) Amortissements et réduction de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	153	10
Mutations de l'exercice :		
• Actés	60	
• Acquis de tiers		
• Annulés à la suite de cessions et désaffectations	- 14	- 10
• Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	199	0
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	538	0

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

III. État des immobilisations corporelles

(en milliers €)	Terrains et constructions	Installations machines et outillage
a) Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	1 028	217
• Acquisitions, y compris la production immobilisée		274
• Acquis de tiers		54
• Cessions et désaffectations		- 159
• Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	1 028	386
c) Amortissements et réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	416	100
Mutations de l'exercice :		
• Actés	25	63
• Acquis de tiers		15
• Annulés à la suite de cessions et désaffectations		- 8
• Transferts d'une rubrique à une autre		
Au terme de l'exercice	441	170
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) - (c)	587	216

(en milliers €)	Autres immobilisations corporelles
a) Valeur d'acquisition	
Au terme de l'exercice précédent	23
Mutations de l'exercice :	
• Acquisitions, y compris la production immobilisée	
• Cessions et désaffectations	
Au terme de l'exercice	23
c) Amortissements et réduction de valeur	
Au terme de l'exercice précédent	0
Mutations de l'exercice :	
• Actés	
• Annulés à la suite de cessions et désaffectations	
Au terme de l'exercice	0
d) Valeur nette comptable au terme de l'exercice	23

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

IV. État des immobilisations financières

(en milliers €)	Entreprises liées	Autres
1. Participations, actions et parts		
a) Valeur d'acquisition		
Au terme de l'exercice précédent	39 617	5 000
Mutations de l'exercice :		
• Acquisitions	1 096	
• Cessions et retraits	(411)	
Au terme de l'exercice	40 302	5 000
b) Plus-values		
Au terme de l'exercice précédent	2 520	
Au terme de l'exercice	2 520	0
c) Réductions de valeur		
Au terme de l'exercice précédent	1 200	53
Mutations de l'exercice :		
• Actées		175
• Reprises car excédentaires		(53)
Au terme de l'exercice	1 200	175
d) Montants non appelés		
Au terme de l'exercice précédent		4 850
Mutations de l'exercice :		(706)
Au terme de l'exercice	309	4 144
Valeur nette comptable au terme de l'exercice (a) + (b)	41 313	681
2. Créances		
Valeur nette comptable au terme de l'exercice précédent		23
Mutations de l'exercice :		
• Additions		13
• Réductions de valeur actées	(15 579)	
• Autres	42 422	
Valeur nette comptable au terme de l'exercice	26 843	36

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

V. Participations et droits sociaux détenus dans d'autres entreprises

Dénomination	Droits sociaux détenus		
	Directement		Par des filiales
	Nombre	%	%
FRANCE			
Econocom SAS	94 156	99,99	–
Econocom Location SA	–	–	99,99
Atlance France SAS	–	–	99,99
G.I.E. Econocom	50	41,67	58,33
Econocom Telecom SAS	–	–	97,50
Econocom.com SA	2 498	99,92	–
Econocom Products and Solutions SAS	2 004	0,05	99,95
Econocom France SAS	2 500	100,00	
SCI Alexandre	–	–	99,90
SCI Cap Horn	–	–	100,00
Infoconseil SARL	–	–	100,00
Econocom Managed Services SA	–	–	99,99
Synopse SAS	–	–	100,00
BELGIQUE - LUXEMBOURG			
Econocom Products and Solutions BELUX SA/NV	479 439	99,99	0,01
Econocom Services SA/NV	40 000	100,00	–
Econocom Luxembourg SA	1	0,01	99,99
Econocom Lease SA/NV	330 000	100,00	
CSI NV	–	–	99,99
SX Consultants SA/NV	–	–	100,00
PLI Luxembourg SA	–	–	100,00
PAYS-BAS			
Econocom Nederland BV	34 980	99,94	–
Econocom Product Services BV	–	–	100,00
Econocom Services BV	–	–	100,00
Atlance BV			100,00
AUTRES			
Econocom UK Ltd	8 200 000	100,00	–
Econocom SA (Suisse)	13 497	99,97	–
Econocom SA (Espagne)	62 113	99,99	
Econocom Locazione Italia Spa	145 555	93,57	–
Aperleasing			100,00
Atlance SA			100,00
ACE Computer Center I LLC			33,33
Econocom Promodata France SA			95,00
Promodata SNC			95,00
Econocom Expert International Holding BV	682 362	50,10	–
Econocom Nordlease GmbH	6 500	65,00	–
Econocom USA Inc	2 000 999	100,00	–

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

Dénomination	Données extraites des derniers comptes annuels disponibles		
	Comptes annuels arrêtés au	Capitaux propres + ou (-) en milliers	Résultat net
FRANCE			
Econocom SAS	31.12.03	7 836 €	(5 946) €
Econocom Location SA	31.12.03	6 004 €	4 004 €
Atlance France SAS	31.12.03	(706) €	(542) €
G.I.E. Econocom	31.12.03	348 €	346 €
Econocom Telecom SAS	31.12.03	608 €	256 €
Econocom.com SA	31.12.03	(541) €	(59) €
Econocom Managed Services SA	31.12.03	(4 783) €	(5 178) €
SCI Alexandre	31.12.03	(98) €	21 €
SCI Cap Horn	31.12.03	(226) €	32 €
Infoconseil SARL	31.12.03	(42) €	(16) €
Econocom France SAS	31.12.03	(4 593) €	(2 508) €
Econocom Promodata France SA	31.12.03	(14 891) €	(4 582) €
Promodata SNC	31.12.03	46 931 €	14 899 €
Synopse SAS	31.12.03	212 €	(129) €
Econocom Products and Solutions SAS	31.12.03	8 166 €	(16 495) €
BELGIQUE - LUXEMBOURG			
Econocom Products and Solutions BELUX SA	31.12.03	3 551 €	(4) €
Econocom Services SA/NV	31.12.03	6 208 €	1 873 €
Econocom Luxembourg SA	31.12.03	2 723 €	879 €
Econocom Lease SA/NV	31.12.03	12 858 €	446 €
Atlance SA	31.12.03	432 €	321 €
CSI NV	31.12.03	663 €	41 €
SX Consultants NV	31.12.03	285 €	(19) €
PLI Luxembourg SA	31.12.03	167 €	49 €
Econocom NordLease GmbH	31.12.03	426 €	(99) €
PAYS-BAS			
Econocom Nederland BV	31.12.03	18 310 €	3 483 €
Atlance BV	31.12.03	(381) €	(333) €
Econocom Product Services BV	31.12.03	532 €	(610) €
Econocom Services BV	31.12.03	2 945 €	(30) €
Econocom Expert International Holding BV	31.12.03	189 €	24 €
AUTRES			
Econocom UK Ltd	31.12.03	3 396 GBP	(248) GBP
Econocom SA (Suisse)	31.12.03	7 691 CHF	1 838 CHF
Econocom SA (Espagne)	31.12.03	1 126 €	670 €
Econocom Locazione Italia SPA	31.12.03	471 €	(149) €
Aperleasing	31.12.03	333 €	190 €
Ace Computer Center I LLC	31.12.03	324 USD	(91) USD
Econocom USA Inc	31.12.03	4 353 USD	(478) USD

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

VI. Placements de trésorerie et autres placements

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
Comptes à terme détenus auprès des établissements de crédit		
Avec une durée résiduelle ou de préavis d'un mois au plus	4 174	2 512

VII. Comptes de régularisation

(en milliers €)		
Frais à reporter	81	77

VIII. État du capital

(en milliers €)	Montant	Nombre d'actions
A. Capital social		
1. Capital souscrit		
Au terme de l'exercice précédent	16 038	31 500 000
Au terme de l'exercice	16 038	31 500 000
2. Représentation du capital		
2.1 Ordinaires	16 038	31 500 000
2.2 Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives		15 121 083
Au porteur		16 378 917
	Montant du capital détenu	Nombre correspondant d'actions
(en milliers €)		
C. Actions propres détenues par		
La société elle-même	414	811 649
Ses filiales	390	766 722
D. Engagements d'émissions d'actions		
1. Suite à l'exercice de droits de souscription		
Nombre de droits de souscription en circulation		1 515 108
Montant du capital à souscrire	773	
Nombre maximal correspondant d'actions à émettre		1 515 108
E. Capital autorisé non souscrit	11 742	
G. Structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes :		
49,98 % Econocom International NV		
5,01 % Autocontrôle		
8,35 % Vincent Wajs et société VALGEST		
36,66 % Public		

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

IX. Provisions pour autres risques et charges

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
Litiges juridiques	23	
Provisions impôts	262	

X. État des dettes

(en milliers €)		
C. Dettes fiscales, salariales et sociales		
1. Impôts		
b) Dettes fiscales non échues		
c) Dettes fiscales estimées	96	55
2. Rémunérations et charges sociales		
b) Autres dettes salariales et sociales	176	131
D. Autres dettes		
Dividendes de l'exercice et de l'exercice précédent	3 184	3 150

XI. Comptes de régularisation

(en milliers €)		
Produits à reporter	–	17
Charges à imputer		

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XII. Résultats d'exploitation

(en milliers €)		Exercice	Exercice précédent
C1.	Travailleurs inscrits au registre du personnel		
a)	Nombre total à la date de clôture	27	22
b)	Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein	25,4	22,1
c)	Nombre effectifs d'heures prestées	44 657	36 442
C2.	Frais de personnel		
a)	Rémunérations et avantages sociaux directs	1 297	969
b)	Cotisations patronales d'assurances sociales	383	286
c)	Primes patronales pour assurances extra-légales	72	58
d)	Autres frais de personnel	39	16
D.	Réduction de valeur		
2.	Sur créances commerciales		
	Actées	9	
	Reprises		-12
E.	Provisions pour risques et charges		
	Constitutions	261	
	Utilisations et reprises		-19
F.	Autres charges d'exploitation		
	Impôts et taxes relatifs à l'exploitation	56	16
	Autres		

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XIII. Résultats financiers

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
A. Autres produits financiers		
Ventilation des autres produits		
Différence de change et écarts de conversion		60
Produits divers	226	79
D. Réductions de valeur sur actifs circulants		
Actées		
Reprises		
E. Autres charges financières		
Ventilation des autres charges		
Pertes de change et écarts de conversion	5	7
Charges diverses	61	61
Moins-values sur actifs circulants	82	

XIV. Résultats exceptionnels

(en milliers €)		
A. Autres produits exceptionnels		
Gain sur cession de créances		811
Annulation du dividende à payer	48	
B. Autres charges exceptionnelles		
Abandon de créance	450	

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XV. Impôts sur le résultat

(en milliers €)		Exercice	Exercice précédent
A.	Impôts		
1.	Impôts sur le résultat de l'exercice	63	86
	a) Impôts et précomptes dus ou versés	63	735
	b) Excédent de versement d'impôts ou de précomptes porté à l'actif		(649)
2.	Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs		
	a. Suppléments d'impôts dus ou versés		
	c. Suppléments d'impôts estimés		
B.	Principales sources de disparités entre le bénéfice, avant impôts, exprimé dans les comptes et le bénéfice taxable exprimé		
	• Bénéfices exonérés par convention	(85)	(5)
	• Revenus exonérés ou bénéficiant d'un régime des revenus définitivement taxés		(10 545)
	• Plus-values sur actions	23 869	
	• Dépenses non admises	106	115
D.	Sources de latences fiscales		
1.	Latences actives		
	• Déductions pour investissements		
	• Provisions taxées, à détaxer au cours des exercices futurs	–	113
	• Provisions créances douteuses		

XVI. Taxes sur la valeur ajoutée et impôts à charge de tiers

(en milliers €)			
A.	Taxes sur la valeur ajoutée		
1.	À l'entreprise (déductibles)	1 694	2 303
2.	Par l'entreprise	1 800	2 481
B.	Montants retenus à charge de tiers, au titre de		
1.	Précompte professionnel	351	292
2.	Précompte mobilier		

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XVII. Droits et engagements hors bilan

(en milliers €)	Exercice	Exercice précédent
Garanties personnelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dette ou d'engagement de tiers dont :	26 480	15 453
• Montant maximal à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par l'entreprise	26 480	15 453
Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise sur ses actifs propres		
Hypothèques :		
• Valeur comptable des immeubles grevés	587	636
• Montant de l'inscription	1 611	1 611
Gages sur d'autres actifs :		
• Valeur comptable des actifs gagés	2 660	5 100
Litiges et autres engagements importants		
<ul style="list-style-type: none">• Assurance de groupe constituée auprès d'une compagnie d'assurances agréée, et alimentée par des cotisations personnelles et patronales versées mensuellement à ladite compagnie.• Econocom Group SA a octroyé à deux dirigeants d'Econocom Services BV une option put sur les vingt actions qu'ils détenaient dans Econocom Lease BV, lesquelles leur donnaient droit à 20 % du résultat d'Econocom Services BV. Un accord est intervenu fin 2003, qui s'est traduit par un rachat des actions concernées début 2004. Les conséquences de cette opération ont été intégrées dans les comptes clos au 31 décembre 2003. Début 2004, les deux dirigeants ont acquis chacun 2,5 % de la société Econocom Services BV pour un prix de 51 k€ et un nouvel accord d'intéressement a été signé.• Depuis octobre 2002, Econocom Group SA a investi 856 k€ dans le Fonds Commun de Placement à Risques « MBO Capital FCPR » et s'est engagé irrévocablement à investir jusqu'à 5 000 k€ dans ce fonds.• Le 30 mai 2003, Econocom Group a accordé au dirigeant de la filiale américaine une option d'achat de 375 000 actions de Econocom USA, Inc. représentant 15 % du capital de la filiale. Cette option est exerçable entre le 1^{er} juin 2006 et le 30 juin 2009 pour un montant égal à la quote-part des fonds propres de la filiale au 31 décembre de l'année précédent l'exercice de l'option. Par ailleurs, cette convention prévoit la possibilité pour le Groupe de racheter l'intégralité des actions ainsi acquises par ce dirigeant au prix de 1,05 fois la moyenne des trois derniers résultats nets de la filiale. Cette option « call » est valable jusqu'au 30 juin 2009. En outre, en application d'une option « put », ce dirigeant peut obliger le Groupe à racheter les actions ainsi acquises aux mêmes conditions que celles exposées ci-dessus.		

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XVIII. Relations avec les entreprises liées

(en milliers €)		Exercice	Exercice précédent
1.	Immobilisations financières	68 157	88 656
	Participations	41 313	40 937
	Créances	26 844	47 599
2.	Créances	9 898	10 916
	À un an au plus	9 898	10 916
4.	Dettes	2 606	16 148
	À un an au plus	2 606	16 148
5.	Garanties personnelles et réelles		
	constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées	28 091	21 381
6.	Garanties personnelles et réelles		372
	constituées ou irrévocablement promises par les entreprises liées pour sûreté des dettes ou d'engagements de l'entreprise		
7.	Résultats financiers		
	Produits des immobilisations financières	1 459	11 100
	Produits des actifs circulants	551	2 475
	Autres produits financiers		
	Charges des dettes	515	280
	Autres charges financières	148	
8.	Cessions d'actifs immobilisés		
	Plus-values réalisées	23 869	

Règles d'évaluation

Les comptes annuels ont été préparés en conformité avec les dispositions légales en vigueur en Belgique. Les règles particulières adoptées par la société en matière d'évaluation ont déjà été détaillées dans les règles d'évaluation des comptes consolidés.

Les aspects suivants concernent uniquement les comptes non consolidés :

B. Affectation du résultat

Le bénéfice réalisé de 7,6 M€ et le bénéfice reporté de 7,5 M€ sont affectés à la distribution de dividendes pour 3,1 M€, aux réserves indisponibles pour actions propres 3,9 M€ et au résultat reporté pour 8,1 M€.

A. Informations à compléter par les entreprises soumises aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes consolidés des entreprises

L'entreprise établit et publie des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 relatif aux comptes consolidés des entreprises : OUI.

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

XXI. Bilan social

I. État des personnes occupées

A. Travailleurs inscrits au registre du personnel

	Temps plein (exercice)	Temps partiel (exercice)	Total ou total équivalents temps plein (exercice)	Total ou total équivalents temps plein (exercice précédent)
1. Au cours de l'exercice et de l'exercice précédent				
Nombre moyen de travailleurs	25,4	0,0	25,4	22,1
Nombre effectif d'heures prestées	44 657	0,0	44 657	36 442
Frais de personnel (milliers €)	1 791	0,0	1 791	1 329
2. À la date de clôture de l'exercice				
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel	27	0	27	22
b) Par type de contrat de travail				
contrat à durée indéterminée :	27	0	27	22
c) Par sexe :				
Hommes	15	0	15	13
Femmes	12	0	12	9
d) Par catégorie professionnelle :				
Personnel de direction	2		2	1
Employés	25		25	21

II. État des personnes occupées

A. Entrées

	Temps plein (exercice)	Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	9	9
b) Par type de contrat de travail :		
contrat à durée indéterminée		
contrat à durée déterminée	9	9
c) Par sexe et niveau d'études :		
Hommes :		
Secondaire		
Supérieur non universitaire	2	2
Supérieur universitaire	1	1
Femmes :		
Secondaire		
Supérieur non universitaire	3	3
Supérieur universitaire	3	3

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

B. Sorties

	Temps plein (exercice)	Total en équivalents temps plein
a) Nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel au cours de l'exercice	4	4
b) Par type de contrat de travail :		
contrat à durée indéterminée		
contrat à durée déterminée	4	4
c) Par sexe et niveau d'études :		
Hommes :		
Secondaire		
Supérieur non universitaire		
Supérieur universitaire	1	1
Femmes :		
Secondaire		
Supérieur non universitaire	1	1
Supérieur universitaire	2	2
d) Par motif de fin de contrat :		
Licenciement	2	2
Autre motif	2	2

III. État concernant l'usage, au cours de l'exercice, des mesures en faveur de l'emploi

	Nombre	Équivalents temps plein
Nombre de travailleurs concernés par une ou plusieurs mesures en faveur de l'emploi :		
Total pour l'exercice	30	30
Total pour l'exercice précédent	25	25

ANNEXES AUX COMPTES NON CONSOLIDÉS

au 31 décembre 2003

Évolution des principaux postes du bilan et du compte de résultats non consolidé

A. Bilan – Actif

I. Frais d'établissement

Les frais liés aux différentes augmentations de capital d'Econocom Group SA/NV réalisées au cours de l'exercice et antérieurement ont été immobilisés et sont amortis sur 5 ans. La diminution en comparaison de l'exercice 2002 correspond à la charge d'amortissement de l'exercice.

IV.A.1 Entreprises liées – participations

Econocom Group a procédé à diverses opérations :

- Acquisition de 65 % d'une joint-venture Econocom Nordlease GmbH pour un montant de 650 k€
- Augmentation du capital de Econocom Locazione Italia SPA , filiale détenue à 93,57 % pour un montant de 250 k€.
- Cession de la participation d'Econocom Promodata France SA à la société Econocom Nederland BV. Econocom Group SA/NV a cédé 100 % de ces titres de participation, soit 117 644 actions.
- Investissement en 2003 de 706 k€ dans le fonds commun de placement à risques MBO FCPR.

IV.A.2 Entreprises liées - créances

Les créances correspondent à des prêts consentis à des filiales françaises pour un montant de 42 422 k€ dépréciés à hauteur de 15 578 k€.

VII.B Autres créances à un an au plus

Le poste « Autres créances » comprend pour l'essentiel des avances en compte courant ou prêts court terme consentis aux filiales belges et étrangères pour 9 284 k€.

IX.A Placements de trésorerie

Acquisition au cours de l'exercice 2003 de 736 562 actions propres pour un montant de 3 862 k€.

X. Valeurs disponibles

La cession de la participation d'Econocom Promodata France SA a apporté à Econocom Group de la trésorerie.

B. Bilan – Passif

I. & II. Capital et primes d'émission

Les fonds propres augmentent de 4,5 M€ passés pour l'essentiel en réserves.

Le bénéfice reporté s'élève à 8,1 M€ au 31 décembre 2003, en comparaison à 7,5 M€ au 31 décembre 2002.

IX.B.2 Autres emprunts

La variation de ce poste est due aux remboursements d'emprunts faits auprès des filiales du Groupe.

IX.F Autres dettes

Le poste correspond aux dividendes de l'exercice de 3,15 M€ payable en juin 2004.

C. Compte de résultats non consolidé

IV. & V. Charges financières & produits financiers

Liés aux prêts et aux emprunts avec les filiales du Groupe.

VII. & VIII. Produits et charges exceptionnels

Ces postes comportent la plus-value de cession dégagée lors de la cession de la participation de Promodata France SA et les réductions de valeur opérées sur certains prêts aux filiales françaises.

TABLEAU DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉ

Exercices 2000 à 2003

(en milliers €)

	2003	2002	2001	2000
Résultat net	7 624	10 388	6 663	4 423
Amortissements	512	474	440	273
Résultat des cessions d'immobilisations financières	(23 869)	–	(2 487)	–
Variation de provisions	261	(31)	(44)	(255)
Réduction de valeur sur participations et comptes rattachés	15 718	53	700	500
Marge brute d'autofinancement (a)	246	10 884	5 272	4 941
Variation des créances à plus d'un an	5 165			
Variation des créances à un an au plus	800	2 249	(39 626)	(7 410)
Variation des comptes de régularisation d'actif	(4)	(6)	19	268
Variation des dettes commerciales	(580)	1 193	1 140	(1 029)
Variation des autres dettes à un an au plus (acomptes, dettes sociales, fiscales et salariales, autres dettes)	188	(520)	638	746
Variation des comptes de régularisation du passif	(17)	(43)	(44)	(143)
Variation du besoin en fonds de roulement (b)	5 552	2 873	(37 873)	(7 568)
I. Marge nette d'autofinancement (a + b) = c	5 798	13 757	(32 601)	(2 627)
Opérations d'investissements				
Acquisition de frais d'établissement	–		(1)	(1 152)
Solde net des acquisitions et des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(698)	(32)	(242)	(33)
Solde net des acquisitions et des cessions d'autres immobilisations corporelles affectées à l'activité de la location évolutive	–	–	–	96
Acquisition d'immobilisations financières	(720)	(150)	–	–
Acquisition de parts d'entreprises liées	(756)	(17 724)	(1 743)	(4 181)
Réalisation d'immobilisations financières		–	3	14
Réalisation de parts d'entreprises liées	24 249	829	44 349	2 884
Acquisition d'actions propres	(3 862)	1 383	(1 316)	(361)
II. Besoin de financement (d)	18 213	(15 694)	41 050	(2 733)
III. Cash-flow libre avant opérations de financement (solde net disponible) (c + d) = e	24 012	(1 937)	8 449	(5 360)
Opérations de financement				
Augmentation de capital et primes d'émission	–	116	300	265
Dettes financières à un an au plus	(14 042)	7 208	(1 378)	(1 500)
Destruction d'actions propres	–	(4 565)	–	–
Dividendes de l'exercice	(3 150)	(3 150)	(3 260)	(2 269)
IV. Opérations de financement (f)	(17 192)	(391)	(4 338)	(3 504)
V. Variation de la trésorerie (valeurs disponibles et des placements de trésorerie) (e + f)	6 820	(2 328)	4 111	(8 864)

La variation du poste de bilan des créances inclut les éventuelles réductions de valeur.

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES ANNUELS

de l'exercice clôturé le 31 décembre **2003**

RAPPORT DU COMMISSAIRE SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLÔTURÉ LE 31 DÉCEMBRE 2003 PRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ ECONOCOM GROUP S.A./N.V.

Conformément aux dispositions légales et statutaires, nous avons l'honneur de vous faire rapport sur l'exécution de la mission de révision qui nous a été confiée.

Nous avons procédé à la révision des comptes annuels établis sous la responsabilité du conseil d'administration de la société, pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2003 dont le total du bilan s'élève à EUR '000' 96.058 et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de EUR '000' 7.624. Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques complémentaires requises par la loi.

Attestation sans réserve des comptes annuels

Nos contrôles ont été réalisés en conformité avec les normes de révision belges, telles que publiées par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces normes professionnelles requièrent que notre révision soit organisée et exécutée de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'inexactitudes significatives compte tenu des dispositions légales et réglementaires applicables aux comptes annuels en Belgique.

Conformément à ces normes, nous avons tenu compte de l'organisation de la société en matière administrative et comptable ainsi que de ses dispositifs de contrôle interne. Les responsables de la société ont répondu avec clarté à nos demandes d'explications et d'informations. Nous avons examiné par sondages la justification des montants figurant dans les comptes annuels. Nous avons évalué le bien fondé des règles d'évaluation et des estimations comptables significatives faites par la société ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que ces travaux fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, compte tenu des dispositions légales et réglementaires qui les régissent en Belgique, les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2003 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société et les informations données dans l'annexe sont adéquates.


Attestations complémentaires

Nous complétons notre rapport par les attestations complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes annuels :

- . Le rapport de gestion contient les informations requises par la loi et concorde avec les comptes annuels ;
- . Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue et les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique ;
- . Nous ne devons vous signaler aucune opération conclue ou décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés. L'affectation des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.

Bruxelles, le 3 mars 2004

Le commissaire
PricewaterhouseCoopers Reviseurs d'Entreprises S.C.C.R.L.
Représentée par



Emmanuèle Attout

RENSEIGNEMENTS DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

1. Renseignements généraux

- Dénomination : Econocom Group SA/NV.
- Siège social : Clos du Parnasse 13 AB – 1050 Bruxelles (Ixelles). Ledit siège peut, par décision du Conseil d'Administration, être transféré en tout autre endroit de Belgique.
- Forme juridique, constitution, publications.

Econocom Group a été constituée sous la forme d'une société anonyme de droit belge, acte du notaire Jacques Possoz, le 2 avril 1982, publié aux annexes du *Moniteur Belge* du 22 avril 1982 (n° 820-11).

Elle a, au sens du code des sociétés, qualité de société faisant ou ayant fait publiquement appel à l'épargne.

Elle est inscrite au registre du Commerce de Bruxelles sous le n° 441.376.

- Durée : la société a été constituée pour une durée illimitée.
- Année comptable : du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Consultation des documents sociaux :
Ils peuvent être consultés :

- à la Banque nationale de Belgique pour ce qui concerne les comptes annuels et consolidés, ainsi que les rapports y afférents ;
- au Greffe du Tribunal de Commerce pour les statuts ainsi que pour les comptes et rapports susmentionnés ;
- et également, pour chacun d'eux au siège social, Clos du Parnasse 13 A/B à 1050 Bruxelles.

2. Objet social (article 3 des statuts)

La société a pour objet, tant en Belgique qu'à l'étranger :

- l'achat, la vente, la location ainsi que la fourniture d'ordinateurs et de produits se rattachant à l'équipement de ceux-ci, de même que toutes opérations financières y relatives ;
- la conclusion de tout contrat d'études de développement industriel d'organisation

d'entreprise et de tous conseils techniques dans le domaine de l'informatique ;

- la création et la mise en application de services électroniques et de tous systèmes de programmation s'y rapportant.

À cet effet, la société peut acquérir, administrer, exploiter et céder des brevets d'invention, des marques et des connaissances techniques et industrielles.

Elle peut établir des succursales ou fonder des filiales tant en Belgique qu'à l'étranger. Elle pourra s'intéresser par voie d'apport, de fusion totale ou partielle, de souscription, de participation financière, de cession, de prêt ou de toute autre manière dans toutes entreprises belges ou étrangères ayant des activités similaires ou connexes aux siennes.

CONCURRENCE, RECRUTEMENT

Concurrence

Econocom Group se distingue de la concurrence par :

- son offre exclusivement dédiée à la gestion des infrastructures distribuées des entreprises ;
- son indépendance vis-à-vis des constructeurs et des sociétés financières ;
- son implantation en Europe et aux États-Unis.

Une offre diversifiée

Il n'y a pas à l'heure actuelle en Europe d'autre groupe indépendant (des constructeurs d'équipements informatiques et des sociétés financières) qui soit en mesure de fournir, gérer, administrer et financer les infrastructures informatiques et télécommunications des entreprises, en adressant l'ensemble des services et prestations correspondants : l'approvisionnement et la personnalisation de produits, les services de gestion opérationnelle, administrative et financière d'infrastructures informatiques.

Une implantation internationale

Econocom Group dispose d'une large implantation en Europe et aux États-Unis depuis plus de 20 ans, d'où une culture d'entreprise réellement internationale et une expérience étendue. Cette implantation permet d'adresser les besoins des clients internationaux recherchant un partenaire en mesure de répondre à leurs demandes en Europe et aux États-Unis.

Un conseil indépendant

Econocom Group est indépendant, tant vis-à-vis des constructeurs et éditeurs de produits informatiques que vis-à-vis des sociétés financières. Cette position lui permet d'assurer un rôle de conseil neutre auprès de nos clients et de préconiser ainsi la meilleure solution en toute indépendance.

Les principaux concurrents sont notamment les suivants, sans qu'aucun d'eux n'ait un éventail de produits et de services aussi large dans autant de pays :

Products and Solutions : Systemat et Dolmen (Belgique et Luxembourg), Computacenter (France, Belgique, Allemagne et Royaume-Uni), SCC (France et Royaume-Uni), Ares (France) et Computer Company (Pays-Bas).

Managed Services : Cap Gemini Ernst and Young, Atos, Steria, EDS, Unilog, GFI, qui ont une implantation internationale mais ne proposent ni des services de distribution ni des services de location évolutive. Par contre, il existe de nombreuses sociétés de services qui ont une activité de développement de logiciels d'application (comptabilité, gestion de stocks, gestion commerciale, etc.), domaine dans lequel Econocom n'est pas du tout active.

Financial Services : les filiales financières des fabricants (IBM, HP, Dell) et les sociétés de leasing filiales des banques (ECS, Arius) ne présentent pas les mêmes caractéristiques d'indépendance ou de spécialisation informatique qu'Econocom. Des sociétés comme EMG (Belgique), CHG (Allemagne) n'ont pas la même couverture géographique ou n'exercent pas d'activités de distribution et/ou de services.

CONCURRENCE, RECRUTEMENT

Recrutement

Comme dans toutes les activités de services, le recrutement de collaborateurs qualifiés est un des facteurs clés du succès d'Econocom Group.

Econocom Group dispose dans chaque pays de cellules spécialisées en recrutement. L'ensemble des filiales met en œuvre une politique volontariste pour recruter et fidéliser des équipes compétentes en s'appuyant notamment sur :

- Une base de données internationale présentant sur notre site Web l'ensemble des offres disponibles dans toutes les filiales du Groupe, et la diffusion de ces offres sur de nombreux sites internet dédiés au recrutement.
- Une participation à des salons et/ou la présentation des offres d'emploi dans des écoles qualifiées.

- Des entretiens individuels annuels d'évaluation, qui permettent de faire le point sur les objectifs atteints et sur ceux à réaliser. Ces entretiens sont associés à des plans de formation.

La présence internationale, la notoriété du Groupe sur son marché, la variété de nos métiers, la cotation en Bourse sur l'indice Next Economy d'Euronext (Bruxelles et Paris), contribuent à ce que des jeunes diplômés, comme des candidats expérimentés, choisissent de rejoindre Econocom.

ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

Les trois dernières années ont été marquées par un fort développement s'appuyant sur un marché en progression et des investissements consistant principalement en des acquisitions de sociétés ou de fonds de commerce.

1. Principaux investissements

Au-delà des investissements représentés par les recrutements de nouveaux commerciaux, ingénieurs et techniciens, les principaux investissements d'Econocom Group ont été le rachat des sociétés suivantes :

2001

Econocom Group s'est concentrée en 2001 sur l'intégration des sociétés Infopoint et PLI acquises en septembre 2000 et la mise en place de nouveaux services aux clients (coordination internationale, outil d'e-procurement...).

Deux participations non stratégiques, acquises lors de la reprise d'Infopoint, ont été cédées (Global Serve Computer & Services et Inexis), permettant la réalisation de plus-values exceptionnelles de 3,6 M€ après effet d'impôt.

Deux acquisitions de taille modeste ont été réalisées sur l'exercice :

- en juin 2001, Econocom USA a pris une participation de 33 % dans la société américaine ACE Computer Center I LLC (CA : 20 M\$) basée à Atlanta (Géorgie) et active dans le domaine des services d'approvisionnement et d'exploitation ; en novembre 2001, Econocom Group a acquis 90 % de la société Ecofinance Italie, qui hébergera le redémarrage de l'activité de location dans ce pays.

Enfin, dans le cadre du développement des activités du Groupe dans le Vendor Lease, plusieurs sociétés Atlance ont été créées en fin d'année.

2002

Le Groupe a poursuivi sa politique de croissance externe en acquérant, en 2002, la société belge SX Consultants, spécialisée dans les processus et outils de gestion de parcs, Comdisco France/Promodata, qui renforce la présence d'Econocom dans les services de gestion administrative et financière de parcs informatiques, et l'activité de maintenance de la société TASQ, en France.

Ces acquisitions ont représenté un investissement de l'ordre de 70 M€, reprise de dettes incluse.

Par ailleurs, 2002 a été l'année de la mise en place d'une nouvelle organisation par activité, afin de mieux répondre aux attentes des clients qui recherchent un partenaire pérenne et pratiquant l'excellence opérationnelle dans chaque activité.

2003

Le Groupe a acquis, en avril 2003, la société Synopse SAS, société française de consulting et d'intégration spécialisée dans l'amélioration de la compétitivité informatique des entreprises. Il s'est renforcé en juillet dans le capital d'Econocom Telecom SAS, avec passage du pourcentage de détention de 90 à 97,5 %, et a créé en octobre un joint-venture, Econocom Nord Lease, en Allemagne, détenue à 65 %, avec pour objectif de développer les activités d'Econocom Financial Services dans ce pays.

ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

2. Évolution du capital

Le financement du développement s'est fait pour l'essentiel sur fonds propres. Le capital a évolué de la manière suivante depuis le 1^{er} janvier 2001.

Date de l'opération	Nombre d'actions	Type d'émission	Montant du capital souscrit (€)	Montant de la prime d'émission (€)	Total (€)
03/04/01	7 888	Levée d'options du personnel	15 539,36	39 671,65	55 211,01
31/08/01	35 494	Levée d'options du personnel	69 923,13	175 482,20	245 405,33
30/04/02	9 900	Levée d'options du personnel	19 503,00	96 087,36	115 590,36
Total	53 282		104 965,49	311 241,21	416 206,70

Le capital autorisé disponible s'élève au 31 décembre 2003 à 11 722 848,24 €. L'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 février 2000 a renouvelé pour une période de 5 ans l'autorisation donnée au Conseil d'Administration d'augmenter le capital social en une ou plusieurs fois, et ce pour un maximum de 13 849 386,40 € jusqu'à l'échéance du 22 février 2005. Ce montant représente le maximum autorisé par la loi et correspondrait à un quasi-doublement du nombre de titres en circulation. Le montant autorisé concerne le capital proprement dit (0,49 € par action). En cas de recours à cette faculté, les sommes recueillies incluront une prime d'émission pour l'écart entre le prix futur de souscription et ce montant de 0,49 €. L'augmentation de capital pourra être réalisée avec limitation ou suppression du droit de préférence, par apport en numéraire, par apport en nature, ou par émission d'obligations convertibles ou d'obligations avec droit de souscription. Elle pourra également

avoir lieu par incorporation de réserves.

Le Conseil d'Administration peut user de cette faculté dans le cadre de l'objet social en toutes circonstances et pour des raisons diverses tenant tant à la lourdeur et la lenteur qui accompagnent la tenue des Assemblées Générales qu'à la rapide évolution du marché financier, qui exige de pouvoir faire appel au moment propice à ces capitaux externes.

Cette autorisation a pour objectif de faciliter la bonne marche des affaires de la société, notamment dans les cas suivants :

- augmentation des fonds propres,
- augmentation de capital réservée à des personnes déterminées membres et non-membres du personnel,
- élargissement de l'actionnariat,
- combinaison d'une augmentation de capital à une augmentation de lignes de crédit,
- amélioration du concours des organismes financiers,
- amélioration bilantaire,
- absorptions,
- acquisitions...

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 12 juin 2002 a décidé de diviser chaque action en 4 actions nouvelles.

L'Assemblée Générale du 18 décembre 2002 a décidé l'annulation de 1 136 020 actions sans modification du capital social.

Au 31 décembre 2003, le capital social est fixé à 16 037 822,08 € et est représenté par 31 500 000 actions ordinaires, sans mention de valeur nominale, sous forme d'actions nominatives ou au porteur de cinquante, dix, cinq et une parts sociales. Il est entièrement libéré.

En application de sa politique de rachat d'actions propres, Econocom Group et ses filiales détenaient, au 31 décembre 2003, 1 578 371 actions Econocom Group, soit 5,01 % du nombre total d'actions émises.

ÉVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

3. Perspectives

L'année 2003 a été mise à profit pour créer les conditions de développement prévues dans le plan stratégique Share Five.

En février 2004, le Groupe a cédé son fonds de commerce de maintenance en France à la société Alliance Support Services pour 4,7 millions d'euros. L'objectif de cette opération est d'écarter tout risque pour Econocom Group d'une potentielle nouvelle contribution négative de cette activité (qui a représenté 37 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2003, avec une perte d'exploitation de 2 % du chiffre d'affaires), tout en créant les conditions de son développement en

dehors du Groupe, qui passent par la signature de partenariats avec les donneurs d'ordres du marché de la maintenance. Econocom Managed Services France confie désormais la réalisation de ses prestations de services de proximité à Alliance Support Services, dans le cadre d'un contrat de sous-traitance exclusif, et se concentre sur le développement de ses services d'infogérance modulaire.

Les mesures de restructuration et de réduction de frais prises en 2003 dans toutes les activités engendrent, en année pleine, plus de 12 M€ d'économies ; un nouveau plan a été

lancé en janvier 2004, qui vise à réduire de 10 % les frais du Groupe d'ici à la fin de cette année.

Le premier trimestre de l'exercice 2004 a vu la confirmation du retour à l'équilibre de l'activité Products & Solutions, alors que l'activité Financial Services a connu un démarrage plus lent que prévu, notamment en Belgique et en Hollande. L'activité Managed Services a réalisé un trimestre conforme à sa prévision, tant en terme de chiffre d'affaires que de résultats. La Direction du Groupe prévoit un bénéfice d'exploitation 2004 légèrement supérieur à celui atteint en 2002 (22,8 M€).

HISTORIQUE

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

(en millions €)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Bilan										
Actifs immobilisés (hors écart de consolidation)	12,00	10,59	12,69	12,52	16,36	24,89	47,29	47,76	124,42	74,01
Écart de consolidation (goodwill)	1,78	6,79	8,85	7,56	12,00	10,52	8,92	7,68	10,35	7,68
Actifs circulants (hors valeurs disponibles et placements)	50,20	52,88	62,64	56,42	71,02	77,54	181,59	171,01	182,11	152,71
Placements de trésorerie	5,06	7,09	9,30	18,02	24,44	46,09	53,64	57,46	71,50	102,27
Total Actif	69,04	77,35	93,48	94,52	123,82	159,04	291,44	283,91	388,39	336,67
Capitaux propres du Groupe	10,56	12,77	14,90	17,29	27,24	57,01	74,28	84,48	87,27	72,80
Intérêts de tiers	0,20	0,05	0	0,02	0	0	0	0,40	0,55	0,76
Provisions	3,38	4,76	5,90	5,23	6,50	8,36	11,10	11,18	28,27	30,44
Dettes financières	11,20	10,71	14,50	11,45	12,27	16,14	23,43	17,08	20,12	21,19
Dettes (hors dettes financières)	43,70	49,06	58,18	60,53	77,81	77,53	182,63	170,77	252,19	211,48
Total Passif	69,04	77,35	93,48	94,52	123,82	159,04	291,44	283,91	388,39	336,67
Compte de résultats										
Ventes et prestations consolidées	119,61	229,00	274,79	309,87	413,36	630,77	730,15	968,99	976,59	1 041,74
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du Groupe)	3,02	4,14	4,59	5,68	7,93	12,24	17,27	21,68	22,13	11,94
Résultat courant (part du Groupe)	2,73	3,12	2,85	3,94	6,22	9,75	14,47	18,06	19,37	8,94
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du Groupe)	2,78	3,97	4,24	4,26	5,85	8,92	11,85	19,49	13,22	-4,48
Résultat net (part du Groupe)	2,48	2,95	2,50	2,53	4,14	6,43	9,05	15,86	10,47	-7,48
Cash-flow (a)	3,52	5,47	7,21	6,67	9,07	14,48	15,22	26,11	32,50	22,57
Rendement sur capitaux propres (b)	26 %	24 %	19 %	23 %	23 %	17 %	19 %	21 %	22 %	12 %
Répartition du chiffre d'affaires par activité										
Products and Solutions	59	79	78	87	116	192	300	418	308	242
Managed Services	10	20	21	25	37	56	87	123	119	149
Financial Services	50	129	174	197	259	380	338	424	545	647
Total	119	228	273	309	412	628	725	965	972	1 038
Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique										
Belgique & Luxembourg	97	116	123	142	168	202	213	215	209	207
Pays-Bas	22	28	31	39	51	156	87	153	198	232
France	-	24	65	53	99	160	307	464	463	514
U.K.	-	27	24	32	30	27	23	29	18	9
Suisse	-	25	23	28	43	58	58	36	21	22
Espagne	-	5	4	9	11	11	9	13	20	38
U.S.A.	-	3	3	6	10	14	28	55	39	12
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	4	4
Total	119	228	273	309	412	628	725	965	972	1 038

(a) Cash-flow consolidé = résultat net (part du Groupe) + amortissements et réductions de valeur (sur immobilisations, sur stocks et sur créances) + provisions pour risques et charges + amortissements des écarts de consolidation (courants + exceptionnels) + réductions de valeurs, provisions et reprises de provisions exceptionnelles - abandons de créances (en 1994 et 1995).

(b) Rendement sur capitaux propres = résultat courant avant impôts (part du Groupe) / capitaux propres au 31/12 de l'exercice.

HISTORIQUE

des chiffres clés consolidés depuis 10 ans

(en millions €)

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Nombre d'actions (au 31/12 de l'exercice)										
Ordinaires	20 887 552	20 887 552	21 143 552	23 703 552	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000
AFV	2 816 000	2 816 000	2 560 000	0	0	0	0	0	0	0
Total	23 703 552	23 703 552	23 703 552	23 703 552	25 359 888	28 192 176	32 422 892	32 596 420	31 500 000	31 500 000
Flottant	8,86 %	16,00 %	17,90 %	23,80 %	31,05 %	42,54 %	49,21 %	46,34 %	44,70 %	45,01 %
Données par action (en €)										
Dividende net (actions ordinaires)	0	0,023	0,023	0,025	0,028	0,038	0,053	0,075	0,075	0,075
Dividende brut (actions ordinaires)	0	0,031	0,031	0,033	0,038	0,05	0,07	0,10	0,10	0,10
Pay-out (c)	0 %	24 %	26 %	20 %	15 %	14 %	16 %	22 %	22 %	41 %
Résultat courant avant amortissement du goodwill (part du Groupe)	0,128	0,174	0,194	0,239	0,313	0,435	0,535	0,65	0,70	0,38
Résultat courant (part du Groupe)	0,115	0,132	0,12	0,166	0,245	0,345	0,445	0,555	0,61	0,28
Résultat net avant amortissement du goodwill (part du Groupe)	0,118	0,168	0,179	0,18	0,231	0,318	0,388	0,585	0,42	-0,14
Résultat net (part du Groupe)	0,104	0,124	0,106	0,107	0,163	0,228	0,28	0,488	0,33	-0,24
Cash-flow consolidé	0,148	0,23	0,305	0,283	0,358	0,513	0,47	0,695	1,03	0,72
Capitaux propres du Groupe	0,446	0,539	0,629	0,729	1,078	2,023	2,29	2,593	2,77	2,31
Rapport cours/Résultat net (avant goodwill)	5	5	6	12	25	26	9	9	9	N/A
Rapport cours/Résultat net (après goodwill) (d)	5	6	10	21	35	36	12	11	11	N/A
Rapport cours/cash-flow (d)	3,7	3,4	3,6	7,8	16,2	16,0	7,0	8,0	4,0	7,1
Rendement net (e)	0 %	2,98 %	2,14 %	1,12 %	0,49 %	0,46 %	1,57 %	1,43 %	2,00 %	1,47 %
Rendement brut (e)	0 %	3,97 %	2,86 %	1,50 %	0,65 %	0,61 %	2,09 %	1,91 %	2,66 %	1,96 %
Données boursières (en €)										
Moyen	0,66	0,74	0,91	1,48	4,26	8,90	6,27	4,32	4,80	4,97
Au 31 décembre	0,55	0,78	1,09	2,21	5,80	8,20	3,34	5,24	3,75	5,10
Le plus haut	0,81	0,84	1,09	2,21	6,04	12,50	8,88	5,60	6,13	5,90
Le plus bas	0,47	0,49	0,65	1,01	2,32	5,63	3,34	2,68	2,50	3,90
Return annuel (à fin décembre) (f)	17 %	48 %	42 %	106 %	164 %	42 %	- 58 %	59 %	- 27 %	38 %
Return annuel du marché (g)	- 4 %	16 %	25 %	36 %	44 %	- 7,20 %	- 5,02 %	- 4,91 %	- 22,50 %	16,01 %
Volume annuel (en unités)	1 654 656	1 848 000	2 241 344	4 025 616	5 595 040	8 456 600	3 918 372	3 685 716	3 105 787	3 034 001
Volume moyen par jour	6 672	7 392	8 960	16 160	22 464	38 440	15 680	14 624	12 318	11 992
Volume annuel (en valeur) (millions d'euros)	1,09	1,37	2,05	5,96	23,82	78,52	25,66	14,93	14,92	14,68
Capitalisation boursière (31/12) (millions d'euros)	12,89	18,50	25,70	52,30	146,95	231,18	108,21	170,72	118,13	160,65
Place de cotation (h)	SM	SM	SM/CSF	CSF	CDF	TSC	TC	TC	TC	TC
Personnel salarié au 31/12	353	405	460	522	835	1 088	1 682	1 859	2 390	2 355

(c) Pay-Out = dividende brut / résultat courant consolidé après impôts et avant amortissement du goodwill (part du Groupe).

(d) Cours au 31 décembre / résultat net ou cash-flow.

(e) Dividende net (brut) / cours au 31 décembre de l'exercice.

(f) Return annuel = (variation du cours entre le 31/12 de l'exercice et le 31/12 de l'exercice précédent + dividende net) / cours au 31/12 de l'exercice précédent.

(g) Indice return de la Bourse de Bruxelles – Belgian All Shares.

(h) Place de cotation = Bruxelles : SM = Second Marché à partir du 09.06.1988 ; CSF = Marché au Comptant Simple Fixing à partir du 13.12.1996.

CDF = Marché au Comptant Double Fixing à partir du 11.03.1998 ; TSC = Marché à Terme semi-continu à partir du 11.03.1999.

L'action est cotée au Marché à terme continu (TC) depuis le 16.03.2000.

ADRESSES **ECONOCOM**

Econocom Group

Clos du Parnasse, 13AB
1040 Bruxelles – Belgique

Econocom Belgique

Parc Horizon
Leuvensesteenweg 510, bus 80
1930 Zaventem – Belgique
Tél. : 32 2 790 81 11
Fax : 32 2 790 81 20

Econocom Luxembourg

4, rue d'Arlon
3899 Windhof – Luxembourg
Tél. : 352 39 55 50
Fax : 352 39 55 88

Econocom France

42-46, rue Médéric
92582 Clichy cedex – France
Tél. : 33 1 47 56 37 00
Fax : 33 1 47 56 03 00

Econocom Locazione Italia SPA

Via dei Martiri della Libertà 1
20017 Rho (MI) – Italie
Tél. : 39 02 931 80803
Fax : 39 02 93180795

Econocom Nord Lease GmbH

Ifflandstraße 4
22087 Hambourg – Allemagne
Tél. : 49 40 808 10 03 38
Fax : 49 40 808 10 03 09

Econocom Nederland

Kokermolen 11
3994 DG Houten – Pays-Bas
Tél. : 31 30 63 58 333
Fax : 31 30 63 58 300

Econocom España SA

C/ Josefa Valcarcel, N.42, 5º Planta
28027 Madrid – Espagne
Tél. : 34 91 411 91 20
Fax : 34 91 563 92 33

Econocom Suisse

Chemin de la Vuarpillière, 35
1260 Nyon – Suisse
Tél. : 41 22 994 88 70
Fax : 41 22 994 88 71

Econocom UK

Sovereign Gate,
18-20, Kew Road,
Richmond Surrey TW9 2NA – Royaume-Uni
Tél. : 44 20 8948 83 77
Fax : 44 20 8948 84 81

Econocom USA

6750 Poplar Avenue, Suite 202
Memphis, Tennessee 38138 – USA
Tél. : 1 901 685 00 21
Fax : 1 901 685 11 05

Econocom
est présent en Europe et aux États-Unis



www.econocom.com